

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14521 - 6 F

SAMEDI 5 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

M. Kaifu jette l'éponge

L'AFFRONTLEMENT entre le chef du gouvernement japonais et les caciques du Parti libéral-démocrate (PLD) a tourné au désavantage de M. Toshiki Kaifu. Ce dernier a décidé, vendredi 4 octobre, de jeter l'éponge avant même les élections internes à son parti, qui doivent avoir lieu fin octobre.

Le retrait du soutien du principal clan du PLD - celui de l'ex-premier ministre Takeshita - à M. Kaifu annule les chances que ce dernier pouvait encore avoir de conserver ses fonctions. Sans pouvoir réel mais fort d'un appui populaire dont témoignent les sondages, M. Kaifu, qui avait fait bonne figure lors de rencontres internationales (sommet de Londres et entretiens avec le président Bush), paraissait pourtant en bonne position.

PEU affecté personnellement par les scandales financiers de l'été, qui ont surtout affaibli son ministre des finances, M. Hashimoto, M. Kaifu a en revanche été durement touché par le rejet par le Parlement, au début de cette semaine, d'une réforme du système électoral dont il avait fait son cheval de bataille. S'il avait été adopté, ce texte aurait profondément modifié le tracé des circonscriptions et la nature des liens entre les députés et leur électorat : c'est en effet tout le système des « effectifs électoraux » et le jeu des « clients » qui en résulte qui auraient été remis en cause.

Le Parti socialiste, dont la structure « clanique » est similaire à celle du PLD, s'opposait à la réforme, se contentant de demander une répartition plus équitable des sièges. Dans un combat d'arrière-garde, menaçant d'en appeler aux électeurs, M. Kaifu tenta d'imposer la création d'un organe de consultation réunissant des représentants des différents partis, qui aurait continué à débattre de la réforme. L'insistance de M. Kaifu serait à l'origine du revirement du clan Takeshita, irrité par les menaces peu crédibles de dissolution.

L'ÉVICTION de M. Kaifu aura pour première conséquence de raviver les luttes pour le pouvoir au sein du camp conservateur. Allées contre une candidature Kaifu, soutenue par le clan Takeshita, les trois autres factions du PLD se retrouvent en compétition. Le clan Takeshita n'ayant plus de « poulain » en course, il n'est pas impossible que son chef lui-même entre en lice, opérant un retour inopiné sur la scène politique dont il avait été chassé par le scandale Recruit. Son principal adversaire sera M. Miyazawa, qui a derrière lui une longue carrière ministérielle.

Comme d'habitude, la bataille se jouera dans le champ clos du camp conservateur, sans prendre en compte les souhaits de l'opposition ni l'impact du pays à l'étranger. Ce géant économique, ébloui par la permanence des scandales, continuera-t-il longtemps à manifester son impuissance politique ? Après deux ans pendant lesquels M. Kaifu lui avait redonné une certaine respectabilité au-delà des frontières, et alors que la nouvelle situation internationale lui fournit l'occasion de jouer un rôle à sa mesure, le Japon va-t-il céder à nouveau à ses vieux démons ?

M 0147 - 1005 0 - 6.00 F



Tandis que de violents combats se poursuivent dans la région de Dubrovnik

Un « coup de force » de la Serbie et de l'armée consacre l'éclatement de la Yougoslavie

Les présidents de la Serbie, M. Milosevic, de la Croatie, M. Tudjman, ainsi que le ministre yougoslave de la défense, le général Kadijevic, se trouvaient, vendredi matin à La Haye. M. Hans Van den Broek, le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, qui exerce la présidence de la CEE, les avait convoqués d'urgence pour examiner les ruptures du cessez-le-feu et les conséquences du « coup de force » de la Serbie et

de l'armée lors de la dernière réunion de la présidence fédérale, coup de force qui consacre l'éclatement de la fédération. Jeudi, à Belgrade, la direction collégiale - en l'absence de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Slovénie et de la Macédoine - avait en effet décidé de s'arroger certains pouvoirs du Parlement fédéral. Cependant, sur le terrain, de violents combats se poursuivaient dans la région de Dubrovnik.

« Temps de guerre »

BELGRADE

de notre correspondant

Estimant que la Yougoslavie se trouvait en danger de guerre imminente, la Serbie et son allié le Monténégro se sont emparés, jeudi 3 octobre, du pouvoir fédéral, avec l'accord de l'armée yougoslave. Cette usurpation de pouvoir par deux des six Républiques a été présentée comme un acte constitutionnel qui devrait contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité. Toutefois, après ce coup d'État à mots couverts, bien des incerti-

tudes demeurent sur l'avenir du pays. Après un report de vingt-quatre heures, la présidence collégiale s'est finalement réunie, jeudi, à Belgrade. Mais seuls les représentants du Monténégro, de la Serbie et des deux provinces autonomes serbes, la Voïvodine et le Kosovo, ont participé à cette session, à laquelle avaient été convoqués le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, son adjoint l'amiral Stane Brovet et le chef de l'état-major, le général Blagoje Adzic.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 3



Lire aussi

■ Un entretien avec le président de la Slovénie par ALAIN DEBOVE et YVES HELLER

■ MM. Milosevic, Tudjman et le général Kadijevic à La Haye

■ Dubrovnik en état de siège

■ Les dispositions constitutionnelles concernant le « danger de guerre imminent »

■ La tragédie divise l'Italie par MARIE-CLAUDE DECAMPS pages 3 et 4

Les limites du droit des peuples

Par André Fontaine

George Bush a envoyé au tapis le désespoir de Bagdad et réduit à la mendicité un « empire du mal » dépeuplé entre-temps des conquêtes de Staline. Il a amené les États-Unis à un niveau de puissance sans précédent dans l'histoire du monde, puisque personne, désormais, n'est plus de taille à contester leur prédominance.

Un autre, à sa place, roulerait des mécaniques. Il lui est d'ailleurs arrivé de le faire : après tout il n'a pas hésité à déclarer le 6 mars dernier : « Deux fois

au cours de ce siècle, l'espoir d'une paix durable est sorti des horreurs de la guerre. Deux fois auparavant, il est apparu que ces espoirs étaient un rêve lointain, hors de portée de l'homme (...) Maintenant nous pouvons voir un nouveau monde venir sous nos yeux ».

Beaucoup plus récemment, il n'a pas hésité à prophétiser la chute prochaine de Fidel Castro. Dans l'ensemble, cependant, il s'en tient à un « profil bas » fort éloigné du style cow-boy de son prédécesseur : c'est que, malgré le dévouement, acquis au en vue, du Cambodge au Salvador, d'un nombre impressionnant de

conflits réputés insolubles, le rêve d'un monde réconcilié bute de plus en plus sur la grandissante atomisation de la planète. Entendons-nous bien : cette atomisation-là n'a rien à voir avec l'apocalypse nucléaire si longtemps redoutée. Elle résulte de la décomposition en cours de structures géopolitiques dont la solidité a longtemps été tenue pour assurée.

L'URSS est un château de cartes dont plusieurs sont déjà tombées. La Yougoslavie a cessé d'exister. La Tchécoslovaquie est menacée de scission.

Lire la suite page 4

Massacres en Haïti

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Massacres, exécutions sommaires, mirages sans discrimination dans les quartiers populaires : le bilan des journées de terreur que connaît Haïti depuis le coup d'État militaire qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide ne cesse de s'alourdir. Selon un diplomate qui a recueilli des témoignages dans plusieurs secteurs de la capitale, plusieurs centaines de personnes auraient été tuées depuis le début du putsch, dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 septembre. Mercredi après-midi, à Carrefour, une banlieue pauvre située au sud-ouest de Port-au-Prince, une quarantaine de personnes ont été abattues par l'armée. Selon plusieurs témoins, les militaires ont obligé la population à creuser des fosses communes sur place pour y enterrer les victimes. Ce massacre a suivi la découverte du corps d'un militaire tué dans la zone.

JEAN-MICHEL CAROIT

Lire la suite page 7

Un colloque ENA-« le Monde »

Réinventer l'Etat

Le triomphe du libéralisme, la construction européenne, l'« émancipation » de la société civile, expliquent la crise que traverse la notion traditionnelle de l'Etat. L'ENA et le Monde ont organisé, les 26 et 27 septembre, un colloque sur ces thèmes. Les participants ont montré comment cette institution pouvait s'adapter aux exigences de la société moderne.

Lire page 2 le compte rendu de THIERRY BRENIER et les points de vue de PIERRE ROSANVALLON et de MICHEL WIEVORKA

L. F. CÉLINE

LETRES À LA NÉE

Édition établie par Pascal Pouché
Préface de Philippe Sollers



rfs

GALLINARD

Les vingt ans d'Airbus

Cinq mille personnes devaient célébrer, vendredi 4 octobre à Toulouse, le vingtième anniversaire du consortium européen Airbus Industrie. Les ministres des transports allemand, britannique, espagnol et français devaient assister à la sortie de chaîne du prototype de son quadricopteur A 340, qui, avec ses 262 passagers et ses 14 000 kilomètres sans escale, va s'attaquer au monopole du Boeing 747 dans le domaine des vols très long courrier.

Le premier vol de l'A 340 est prévu d'ici quinze jours et la livraison à la Lufthansa, son premier acquéreur, aura lieu début 1993.

Lire page 25 les articles d'ALAIN FAUJAS

SANS VISA

■ Alaska : la fonte des glaces ■ Samarkand... ■ La cathédrale du Second Empire ■ Canova chez lui ■ Gusterberg, les années de plomb ■ Table ■ Jeux ■ Escapes

pages 17 à 24

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32

Serge Blanco, héros furtif

Le capitaine du Quinze de France dispute ses derniers matches internationaux à l'occasion de la Coupe du monde

par Philippe Broussard

Chaque année, quatre éditeurs consacrent un album au rugby. Pour illustrer les jaquettes de ceux consacrés à la saison 1990-1991, ils ont fait le même choix : une photo de Serge Blanco. L'arrière-capitaine du Quinze de France s'est imposé pour avoir époustouflé les publics de toutes les tribunes. Pourtant, c'est un héros furtif qui est ainsi exposé. D'un de ses plus mémorables exploits - l'essai d'égalisation à la dernière minute du match contre l'Ecosse lors de la première Coupe du monde, - il ne reste aucune trace, sinon le témoignage de spectateurs émerveillés : non seulement les joueurs écossais ne l'ont pas vu filer vers l'en-but mais encore les cameramen australiens ont été pris de vitesse par son mouvement. Geste sans précédent ! Action fulgurante ! On est dans le registre de la prestidigitation, sinon de la magie. Et on n'en finit pas d'énumérer ses exploits analogues, litane au jeu flamboyant et fulgurant où l'embrouille le dispute à l'inspiration, les deux

composantes du génie sportif. A trente-trois ans, homme de toutes les astuces et entourloupettes en matière ovale, Serge Blanco peut donc rêver d'une dernière Coupe du monde comme d'un éclatant coucher de soleil sur un palmarès monumental, près de quatre-vingt-dix sélections (record mondial), une petite quarantaine d'essais et quelques centaines de points (1). Mais les contours de l'homme autant que du champion sont restés flous, bien qu'il soit resté ainsi quinze ans sous les projecteurs de la renommée. Comme si maître métié et s'appeller Blanco, avoir une mère française employée de maison au Venezuela et perdre à deux ans un père commissaire de police à Caracas, avait trahi avant l'heure son aptitude à dribbler le destin.

Lire la suite page 12

(1) Avant le premier match contre la Roumanie, Serge Blanco compte 85 sélections. En fait, il a porté 94 fois le maillot bien frappé du coq mais, bien sûr, certains matches n'ont pas été retenus comme des rencontres officielles par la Fédération française. En 88 matches, Serge Blanco a inscrit 38 essais, soit deux de moins que l'Australien David Campese qui est, pour l'instant, le meilleur « marqueur » de l'histoire du rugby.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Australie-Papouasie, 9 F ; Côte d'Ivoire, 405 F CFA ; Danemark, 14 KRÖ ; Espagne, 100 PTA ; Grèce, 66 p.; Hongrie, 220 HUF ; Italie, 1,20 L.; Japon, 2,30 ¥ ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; République tchèque, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Un colloque organisé par l'ENA et « le Monde »

Réinventer l'Etat

« **U**n moderne Dictionnaire des idées reçues se devrait d'indiquer au mot Etat : la réduire et le moderniser », fait ironiquement remarquer M. Pierre Rosanvallon. Le colloque organisé, jeudi 26 et vendredi 27 septembre dernier, par l'Ecole nationale d'administration et le Monde, sur le thème : « Où va l'Etat ? », a pourtant montré que cette idée reçue-là, comme bien d'autres, recouvrait une part d'erreur (la réduction) et une part de vérité (la modernisation), car, comme l'a aussi affirmé, sous forme de provocation, le secrétaire général de la Fondation Saint-Simon : « L'Etat est une idée neuve à réinventer ».

La notion d'Etat est en crise, nul ne peut le contester. Certes, parce que le triomphe du libéralisme monétariste a mis à mal le keynésianisme, et donc la nécessité pour les gouvernements de diriger la vie économique. Certes, parce que la construction européenne prive les dirigeants de la nation d'une large part de leurs responsabilités antérieures : M. Bernard Stürn, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a montré à quel point le juge administratif, gardien de la souveraineté étatique, devait dorénavant tenir compte de la prééminence des normes fixées à Bruxelles et à Luxembourg ; et M. Laurent Cohen-Tanugi, avocat international, a fait remarquer que l'Etat-nation « non seulement n'est plus la source unique du droit, mais pour une bonne partie de ses attributions il n'est qu'un instrument d'application d'un droit qui le lie ». Mais cette crise a, en fait, des raisons beaucoup plus profondes.

Cet Etat-nation, comme l'a rappelé M. Alain Touraine, est né de l'alliance, sur un même territoire, d'une culture, d'une société, d'une économie. Or cette « trinité » a

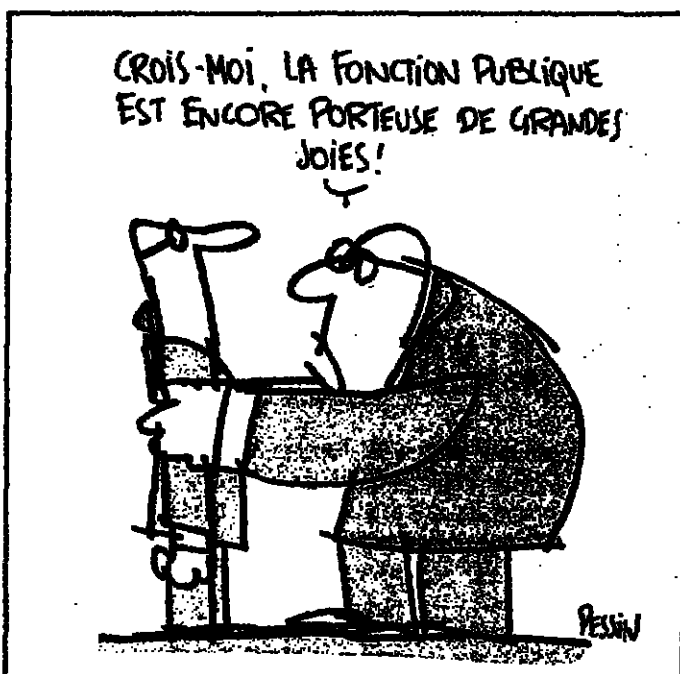
éclaté. Il y a, a-t-il dit, « une dramatique dissociation de l'identité nationale d'un côté, de la pensée scientifique et de l'économie de marché de l'autre ». Alors que l'économie est « de plus en plus globalisée », la culture est « de plus en plus privatisée ».

Cet éclatement n'a pas cours qu'en France, bien entendu, mais les fondations de l'Etat français sont particulièrement ébranlées par la nouvelle attitude, soulignée par M. Rosanvallon, de la société civile, qui dorénavant refuse de se laisser dicter son comportement par « l'Etat-instituteur ». Celui-ci ne peut plus ordonner au nom de l'intérêt général, puisque, comme l'a indiqué M. Michel Crozier, « il ne s'agit plus de faire prévaloir l'intérêt général, mais de faire émerger un consensus suffisant autour d'une vision acceptable de l'intérêt général par ceux qui auront à le mettre en œuvre dans leurs décisions ».

Le public dans la sphère du privé

Proclamer la mort de l'Etat-nation serait, pourtant, aller bien trop vite en besogne. Les chefs d'entreprise eux-mêmes réclament son intervention. M. Bernard Esambert, président du directoire de la compagnie financière Rothschild et des groupes d'étude et de mobilisation (GEM), chers à M^{me} Edith Cresson, a, avec force, demandé à l'Etat de « se mettre au service des entreprises en mesure de porter haut ses couleurs dans la guerre économique », car celui qui fut le conseiller de Georges Pompidou n'a pas oublié que l'Etat peut avoir une vision du long terme plus claire que les sociétés privées.

L'Etat ne peut pas non plus se désintéresser de la sphère privée. M. Rosanvallon a pu faire remar-



quer que le drame du sida prouve que la « révolution pastérienne », qui révèle les conséquences collectives de comportements individuels, notamment en matière de santé, restait plus que jamais d'actualité. Surtout, aujourd'hui, il se trouve, plus que jamais, confronté à la nécessité de remplir un rôle intégrateur. M. Michel Wieviorka, comme M. Touraine, a mis en évidence le danger de l'émergence en France des « ethnicités », par l'apparition de « populations ethniciées non pas tant de leur fait qu'en raison du regard et

de la pratique de l'autre, de ceux qui les ont définies comme différentes à travers les mécanismes de l'exclusion sociale et de la répression, transformant les classes laborieuses les plus infériorisées dans la société en ethnies et en religions dangereuses ».

Lutter contre ce dualisme dramatique est donc une mission essentielle de l'Etat, même si M. Touraine pense qu'il peut être plus facilement rempli par les villes. Mais ce n'est pas chose aisée. Notre collaborateur Frédéric Gausson a montré que l'école, dont c'était le rôle tradi-

tionnel en France, avait de plus en plus de mal à le remplir, puisque lui sont confiées deux missions inconciliables : intégrer les déshérités et sélectionner précocement les élites.

Concilier deux fonctions contradictoires

Cette contradiction-là est, bien entendu, particulièrement difficile à surmonter. Comment l'Etat peut-il être, en même temps, aux frontières pour aider les plus performants à se battre dans l'intérêt de la collectivité et présent à l'arrière pour éviter que les autres ne se sentent exclus de la société ? D'autant que, comme le dit M. Touraine, « le peloton va de plus en plus vite, ce qui augmente le nombre de ceux qui ne peuvent plus suivre et surtout de ceux qui, en plus difficile aux entraînés et aux échelons de rattraper le peloton ». Le fossé s'élargit entre « France Incorporated » et la « Nation française ».

Trouver le moyen de concilier ces deux fonctions, a priori opposées, est la tâche première de ceux qui veulent rénover l'Etat. Elle est particulièrement ardue. Mais, contrairement à une autre idée reçue, l'Etat français a déjà su s'adapter à « l'univers économique global » dans lequel il se meut aujourd'hui. L'exemple de la SNCF, présenté par son président M. Jacques Fourrier, comme celui de la réforme des PTT, évoquée par M. Michel Rousset, ingénieur général de l'équipement, le montrent suffisamment. Aussi M. Christian Stofies, professeur à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris et ancien conseiller de M. Alain Madelin au ministère de l'Industrie, a-t-il pu affirmer : « Dans l'organisation du service public à caractère industriel et commercial, nous sommes les meilleurs ».

Et M. René Lenoir, directeur de

l'ENA, a eu ce cri du cœur : « Ne tombons pas dans le masochisme ! Notre Etat marche bien ; les malades sont bien soignés ; le courrier et les trains arrivent à l'heure ; les routes sont correctement entretenues. Notre modèle est exportable ».

Peut-il alors être le modèle d'un « Etat européen » ? M. Esambert le souhaite sans détour, quand il appelle de ses vœux l'émergence d'une « nation européenne ». Les sociologues, observateurs de la réalité, ne croient pas à une telle possibilité à court terme. Ainsi M. Rosanvallon a-t-il fait observer que si, dans les dix ans à venir même si la Communauté européenne dispose d'un droit des affaires plus unifié que celui des Etats-Unis, elle sera politiquement et moralement moins unifiée qu'eux. Particulièrement pour M. Touraine, une nation suppose une unité culturelle et surtout linguistique, ce qui ne peut être le cas de l'Europe.

L'Etat-nation, même dans sa quintessence française, est donc indispensable. Pas simplement parce que, comme l'a dit M. Christian de Boissieu, professeur d'économie à Paris-I, l'expérience américaine prouve que la pénurie d'infrastructures collectives, dont la réalisation reste une des responsabilités de l'Etat, a de graves conséquences sur la compétitivité économique. Mais surtout parce que, comme l'a souligné M. Stürn, « seul le pouvoir politique est le garant de l'expression démocratique », et c'est dans le cadre de l'Etat qu'il se manifeste. Selon la formule de M. Philippe Moreau-Defarges, professeur à l'IEP, « si l'Eau perd la maîtrise de la vie économique, il reste le lieu de la légitimité politique ».

THIERRY BRÉHIER

Prévenir le danger d'arbitraire

par Pierre Rosanvallon

La dernière difficulté de l'Etat-providence, c'est de trouver des techniques qui permettent d'articuler une règle et un comportement. On a pensé, à la fin du dix-neuvième siècle, trouver des techniques sociales qui aillent dans ce sens. C'étaient des techniques d'assurance, parce qu'elles permettaient d'élimer la dimension de responsabilité. Il y avait une socialisation de la responsabilité. Et puis l'indigence chronique était devenue un peu marginale. Donc on a pu inventer des mécanismes de socialisation de la responsabilité. Mais aujourd'hui, on voit renaître la difficulté d'accorder une règle et des comportements.

Prenez le RMI. La règle, c'est le droit au RMI. En même temps, on demande aux gens que ce soit compatible avec un certain comportement. On examine le cas de ceux qui méritent et de ceux qui ne méritent pas. Pourtant le propre du droit, c'est d'être indépendant du comportement des gens : vous percevez vos allocations familiales, les allocations de droit social. Au droit-contenu, lié à la fourniture d'une allocation, automatique et aveugle, il s'agit de substituer un droit-méthode. Il faudra, en d'autres termes, réinventer et enrichir la notion d'égalité des chances et non pas seulement cavalier celle de droit-échange. (..)

Les « fonctionnaires du social » seront de moins en moins des gérants de procédures, des administrateurs de règles. Ils tendront à devenir des sortes de « magistrats sociaux », des juges des individus. L'évolution est inéluctable si l'on veut éviter les gaspillages, les manipulations et les effets pervers liés à une application trop mécanique c'est-à-dire trop indifférente aux situations particulières des individus - des règles sociales. Mais ces règles, ce sont des droits, d'où le problème : le maintien de l'Etat-providence passera inéluctablement par une reconsidération de la notion même de droit social. Au droit-contenu, lié à la fourniture d'une allocation, automatique et aveugle, il s'agit de substituer un droit-méthode. Il faudra, en d'autres termes, réinventer et enrichir la notion d'égalité des chances et non pas seulement cavalier celle de droit-échange. (..)

Le thème de la « modernisation » de l'Etat polarise cependant souvent trop l'attention. Non pas qu'il soit secondaire ou négligeable. Il y a même probablement d'énormes « gisements de productivité » à exploiter en rendant l'administration plus flexible et plus rationnelle. Mais ce thème est trop souvent marqué par une ambiguïté : la préoccupation que le poids de l'Etat, et donc son coût,

résulte pour l'essentiel d'une série de dysfonctionnements et d'une accumulation de lourdeurs.

La régularisation par le droit

S'il est indispensable de mieux gérer l'Etat, la question de l'Etat ne se réduit pas à un problème de management (même si l'Etat accuse en ce domaine un sérieux handicap par rapport à bien d'autres grandes organisations). La déconcentration rituelle de la bureaucratie constitue à cet égard un véritable obstacle à une véritable réflexion sur l'avenir de l'Etat. Elle tend d'abord à faire perdre de vue que l'inflation des règles et la complication des procédures sont directement liées au développement de la démocratie.

Plus d'équité, plus de justice, plus d'impartialité signifient logiquement plus d'objectivité dans le traitement des situations et donc un caractère plus impersonnel de la gestion. Plus d'Etat de droit entraîne automatiquement plus de bureaucratie au sens technique et webérien du terme. Limiter le domaine de la règle, c'est automatiquement accroître le pouvoir et

l'autonomie des fonctionnaires, donc ouvrir la porte à un certain risque arbitraire. Peut-on alors simplifier les règles et prévenir le danger d'arbitraire ? Le modèle américain, dans lequel la régulation par le droit joue un rôle beaucoup plus important qu'en France, a souvent été évoqué dans les années 80 pour suggérer la voie d'une réponse possible, celle d'un « droit sans Etat ».

Le développement des « autorités administratives indépendantes » a d'ailleurs généralement été interprété comme la manifestation d'un certain déblocage. Mais on sait qu'il faut se garder à ce propos d'oppositions simplistes. Il n'y a pas d'un côté la bonne régulation par le droit, démocratique et bon marché à la fois, et de l'autre la mauvaise régulation par l'Etat, nécessairement inefficace. On peut d'ailleurs se demander avec beaucoup d'observateurs américains si un certain usage du droit n'a pas conduit outre-Atlantique à une hypertrophie de la sphère juridique, l'univers des lawyers n'étant pas loin de constituer l'équivalent d'une quasi-bureaucratie sociale.

► Pierre Rosanvallon est secrétaire général de la Fondation Saint-Simon.

Déclin et reconstruction

par Michel Wieviorka

général de la vie collective.

Cette décomposition a exercé, et exerce encore, des effets trop souvent sous-estimés. Elle est au cœur de la crise du modèle politique français, dans la mesure où l'opposition droite-gauche reposait en bonne partie sur l'image d'une gauche représentant les demandes populaires et parlant au nom de la classe ouvrière. Elle est fondamentale dans l'effondrement de bien des réseaux associatifs qui trouvaient, dans la référence au mouvement ouvrier, un lieu de sens, un ensemble de repères pour orienter une action sociale, culturelle ou sportive, dans les écoles, les universités, les quartiers.

Cette décomposition est également une des sources de la crise urbaine, comme on le constate sans difficulté dans les quartiers populaires et même dans des villes entières, comme Roubaix, où l'habitat et le travail industriel étaient imbriqués et où les fermetures d'usines et d'ateliers ont en pour effet d'encourager les plus dynamiques à partir et d'attirer des populations de plus en plus démunies, souvent issues

de l'immigration. Ce qui nous conduit à ajouter à la liste des effets du déclin de la société industrielle les thèmes du racisme, de la xénophobie, du populisme et de la montée du Front national.

Il y a là un paradoxe qui doit être souligné : plus nous nous éloignons de la société industrielle, avec son conflit central irréductible, entre mouvement ouvrier et maîtres du travail, plus nous nous écartons d'une société divisée structurellement par un rapport social mais aussi organisée par lui, et moins l'image de l'intégration sociale et économique semble pertinente.

Enjeux et conflits

Hier encore, et bien au-delà des seuls acteurs ouvriers et patronaux, on pouvait se définir, à l'intérieur d'une société polarisée par leur conflit, plutôt en haut ou plutôt en bas ; aujourd'hui où cette polarisation a perdu sa charge symbolique aussi bien que réelle, on est dans la société ou en dehors et exclu, on est in ou out.

Mais si l'ancienne société se meurt, une nouvelle s'ébauche avec, elle aussi, ses acteurs et ses enjeux. (...) Cette reconstruction est profondément marquée par la dualisation de la société. D'un côté, en effet, se dessinent de nouveaux débats, se précisent les enjeux culturels des conflits de demain : la communication, la santé, l'éducation.

Et d'un autre côté, très éloignés pour l'instant d'une capacité à peser sur ces orientations générales, s'agissent, dans les quartiers dégradés des villes et des banlieues « chaudes », des conduites de rage et de violence urbaine, le refus de l'exclusion, la face d'ombre des mouvements sociaux de demain, lourde d'une subjectivité niée ou écrasée, parfois mise en forme en termes d'ethnicité, en même temps que se déploient leur image inversée, leur négation dans le populisme racisant des « petits blancs » qui assurent une part importante de l'électorat du Front national. La ville devient l'espace d'une tentative ambiguë de reconstruction du social.

► Michel Wieviorka est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en Sciences sociales.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2077
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-85-23-33

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.808 F

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Francine Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue de Colonne-Pierre-Arie
75502 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-72-72 - Société Générale
de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

| Thif | FRANCE | SUISSE- BELG. LUXEMB. PAYS-BAS | AUTRES PAYS de l'Europe occid. |
|------|---------|---|--|
| 3 | 480 F | 572 F | 790 F |
| 6 | 880 F | 1 123 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 620 F | 2 086 F | 2 980 F |

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
renvoyez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse détaillés ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Localité :
Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
mois vos chèques de paiement à l'adresse ci-dessus.
111 MON 03 PP-Paris RP

ÉTRANGER

Les combats en Yougoslavie

Dubrovnik en état de siège

Le commandant adjoint de la cinquième région militaire de l'armée yougoslave, le général Andrija Raseta, stationné à Zagreb, a averti, jeudi 3 octobre, les forces croates qu'elles devaient évacuer Dubrovnik ou se rendre, affirmant toutefois que l'armée n'avait pas l'intention de bombarder le centre historique de cette ville de l'Adriatique, où a pu se rendre un envoyé spécial de l'AFP, David Borhol, dont voici le reportage.

Le port croate de Dubrovnik était coupé du monde, jeudi, après quarante-huit heures de bombardements intenses sur ses environs immédiats, qui se poursuivaient dans la soirée, allumant de multiples incendies de forêts. Tandis que le canon continuait de tonner à l'heure où le couvre-feu entrerait en vigueur, vers 21 heures d'épaisses colonnes de fumée s'élevaient des villages

côtiers de part et d'autre de la ville. Les collines contre lesquelles est adossée la cité médiévale rougeoyaient de dizaines d'incendies allumés par les tirs de mortier de l'armée yougoslave.

De l'eau pour quelques jours

Soumise à un blocus naval et désormais privée d'accès routiers sûrs, la ville est stagnée depuis mardi par l'artillerie positionnée dans l'arrière-pays limitrophe de la Bosnie-Herzégovine, à 5 kilomètres au nord, et du Monténégro, à 25 kilomètres, à l'est, ainsi que par la marine croate au large. La ville est privée d'eau, d'électricité et de téléphone. Le centre historique de la cité, dont les édifices de pierre passent pour les plus remarquables de la côte dalmate, n'a pas, pour le moment, été touché. Par mesure de protection, toutefois, les monuments ont été en partie ceints de

planches de bois. Des villages côtiers permettant d'accéder à la ville, notamment Mokosica, à 3 kilomètres à l'ouest du centre, sur la route de Split, sont violemment bombardés, et leurs habitants se réfugient à Dubrovnik. Quelque cinq mille réfugiés avaient déjà afflué dans la ville jeudi soir, alors qu'ils n'étaient qu'un millier en début de semaine, selon les autorités locales. Dubrovnik dispose encore de réserves d'eau potable et de nourriture, mais elles ne pourront durer plus de quelques jours, estime-t-on de bonne source. Les médicaments devraient également bientôt manquer dans l'hôpital de la ville, où trente-sept patients sous dialyse risquent de mourir faute d'électricité, ont indiqué des sources médicales.

Selon le dernier bilan, les bombardements ont fait au total huit morts, dont trois civils, et quarante-cinq blessés, dont seize sont dans un état grave. Il semble que l'objectif de l'armée se

limite, pour le moment, à isoler la ville, mais une tentative d'assaut ne peut être totalement exclue, estime-t-on sur place. A Mokosica, bombardée à l'artillerie lourde et noyée dans la fumée de nombreux incendies, le pont permettant d'accéder à Dubrovnik est endommagé, et les véhicules s'y aventurent sous le feu des batteries installées sur les montagnes en surplomb. Les derniers kilomètres de routes précédant la localité sont jonchés de débris divers, et plusieurs véhicules calcinés sont abandonnés sur le bas-côté.

Privés d'eau, les habitants profitent des accalmies entre les alertes aériennes pour aller s'approvisionner, notamment aux puits du monastère franciscain de la ville. Le générateur d'électricité et la station de transmission de télévision ont été démontés des murs par des miliciens. Jeudi, de nouvelles attaques ont mis hors d'usage le centre de télécommunications de Dubrovnik. - (AFP.)

Un entretien avec le président de la Slovinie

« Il y a un agresseur et un agressé » nous déclare M. Milan Kucan

Le président de la Slovinie, M. Milan Kucan, a fait, mercredi 2 et jeudi 3 octobre, une visite à Paris, où il a eu des entretiens avec le président François Mitterrand et le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Dans un entretien qu'il nous a accordé, M. Kucan, dont la République va poursuivre, à partir du 7 octobre, son processus de sécession de la Yougoslavie, affirme notamment qu'on ne peut, dans la guerre actuelle, mettre sur un pied d'égalité la Serbie et la Croatie, cette dernière étant bien la « victime » d'une agression.

La Slovinie ayant déjà proclamé son indépendance, le 25 juin dernier, elle ne fera, le 7 octobre prochain, que « poursuivre » ce processus en passant à la mise en œuvre d'actes concrets : fondation d'une banque nationale, mise en place d'un nouveau système commercial et dans un premier temps d'une union douanière avec les autres Républiques yougoslaves, établissement de représentations diplomatiques dans le monde, création immédiate d'une monnaie « de transition » censée protéger l'économie slovène de l'hyperinflation à trois chiffres du reste de la Yougoslavie. Dans les six mois qui suivront, elle envisage la création d'une « vraie devise » qui sera émise sur l'écu européen. Toutes ces mesures auraient sans doute déjà été prises si les Douze n'avaient demandé à la Slovinie et à la Croatie, le 7 juillet, de « suspendre » pendant trois mois les effets de leur proclamation d'indépendance.

Un embargo « discriminatoire »

Cette armée, qui fut populaire et fédérale « terminée sa carrière dans une sale guerre, au milieu de laquelle les officiers lutent en quelque sorte pour leur survie ». Elle n'est plus, selon les dirigeants slovènes, qu'une armée qui épouse les thèses de la Serbie, donc celles d'un « agresseur » contre la Croatie. Car cette guerre n'est pas une « guerre civile ni inter-ethnique, c'est une guerre de conquête, une guerre entre deux nations, entre deux États. La Serbie veut annexer des territoires croates, sous prétexte de la présence d'une minorité serbe en Croatie, alors qu'elle-même refuse l'autonomie aux Hongrois de Voïvodine et aux Albanais du Kosovo. « C'est une guerre injustifiable; on ne peut pas mettre les deux parties sur un pied d'égalité, il y a un agresseur et un agressé, et il faut faire savoir au premier qu'il ne pourra être récompensé ». A cet égard, M. Kucan déplore l'aspect « discriminatoire » de l'embargo décidé par l'ONU et les Douze sur toutes les livraisons d'armes à la Yougoslavie : « L'armée dispose de son propre armement et la majeure partie de l'industrie militaire se trouve en Serbie, si bien que les militaires peuvent renouveler leur potentiel alors que la Croatie ne le peut pas ».

« La Slovinie, précise M. Kucan, a été, dans la mesure de ses moyens, le pays qui a le plus aidé la Croatie, lui fournissant des armes, des médicaments, des vivres, ainsi qu'en assurant l'accueil de milliers de réfugiés. La petite République indépendante (1,6 million d'habitants) n'entend pas aller plus loin et intervenir directement dans les combats, même en cas d'aggravation de la situation. Elle continuera à soutenir Zagreb diplomatiquement, et c'est une des raisons pour lesquelles elle continuera de siéger à la conférence de paix de La Haye. La Slovinie - la plus riche des six Républiques - y restera également pour protéger ses intérêts dans le cadre du démantèlement de la Yougoslavie, dont Ljubljana veut toucher sa part d'héritage : « Nous sommes prêts à remplir nos obligations, mais aussi à prendre ce qui nous appartient ».

M. Milan Kucan n'est guère optimiste quant aux chances d'un règlement rapide du conflit, et il pense que les Douze pourraient envisager une aide « sélective » à la Yougoslavie au lieu de la suspendre totalement, comme ils l'ont fait, il entend par là un soutien à certaines Républiques « démocratiques », ce qui reviendrait, au bout du compte et « par élimination », à désigner « indirectement » l'agresseur.

ALAIN DEBOVE et YVES HELLER

« Temps de guerre »

Suite de la première page

En l'absence, donc, de la Croatie, de la Slovinie, de la Macédoine et de la Bosnie-Herzégovine, le « bloc serbe » a décidé que le danger imminent de guerre qui avait été « constaté » le 1^{er} octobre, lors de la dernière session de la présidence collégiale d'exercer les pouvoirs qui, dans de telles circonstances, lui sont dévolus par la Constitution et par un décret présidentiel voté en novembre 1984 - qui, jusqu'à présent, n'avait jamais été rendu public ni appliqué.

La présidence yougoslave assumera par conséquent certains pouvoirs du Parlement fédéral. Dans ces circonstances exceptionnelles, elle assurera la continuité de son travail et prendra désormais les décisions par décret, à la majorité des voix exprimées par les membres présents. En temps normal, un minimum de cinq voix était nécessaire pour que la présidence, qui est composée de huit membres, prenne une décision. Ensuite, elle a décidé de priver la Slovinie du droit de commander les forces armées yougoslaves, droit dont jouissent collectivement tous les membres de la direction.

Selon le vice-président, le Monténégrien Branko Kostic, qui présidait la session de jeudi, cette

mesure est conforme à la décision du 18 juillet dernier qui ordonnait l'évacuation de l'armée fédérale de Slovinie. S'il est difficile d'expliquer pourquoi il n'en a pas décidé ainsi auparavant, il est néanmoins clair qu'en empêchant la Slovinie de voter des décisions d'ordre militaire, le « bloc serbe » démontre, avec ses quatre voix (contre désormais trois), de facto le commandement suprême des forces armées yougoslaves.

La présidence a d'autre part entériné toutes les mesures prises par le haut commandement militaire, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du cessez-le-feu en Croatie et la mobilisation. Le « bloc serbe » légalise ainsi, de fait, la mobilisation partielle des effectifs de réserve de l'armée fédérale qui avait commencé le 1^{er} juillet dernier en Serbie et qui s'était intensifiée ces dernières semaines, s'étendant à la Bosnie et au Monténégro.

En effet, la mobilisation, partielle ou générale, ne peut être décrétée par la présidence yougoslave que dans certaines circonstances exceptionnelles, en l'occurrence en cas de danger imminent de guerre. Dans ces conditions, le tribunal militaire pourra, en vertu de la Constitution, sanctionner les déserteurs par des peines de prison qui peuvent aller de six mois à dix ans. Ainsi l'armée fédérale, qui agissait depuis plusieurs mois de son propre chef, sans consulter les hautes instances civiles, est désormais blanchie par la présidence yougoslave. Celle-ci, pour sa part, se réjouit d'avoir écarté toute divergence au sein du collège et de pouvoir exercer à nouveau son contrôle sur les autorités militaires en tant que commandement suprême des armées.

Le vice-président de la direction collégiale, qui s'était octroyé le droit de convoquer la session de jeudi, estimant que le président, le Croate Stipe Mesic, faisait de l'obstruction en refusant de réunir la présidence à Belgrade, a également tenu à préciser les objectifs que s'était fixés cette présidence réduite, après le détournement des pouvoirs.

« Briser les forces croates »

Constatant que la Slovinie et la Croatie avaient, par des actes ultérieurs, paralyser les instances fédérales et que la Croatie menait « une guerre non déclarée à la Yougoslavie », bafouant tous les accords de cessez-le-feu, M. Kostic estime qu'il faut « par tous les moyens disponibles empêcher la propagation de la guerre à la Bosnie-Herzégovine et au Monténégro ». Il considère que la présidence doit, « avec le soutien de la Communauté européenne et de la conférence de paix de La Haye, tenter une fois de plus de convaincre la Croatie de respecter le cessez-le-feu et notamment de lever le blocus que les forces armées croates imposent aux casernes fédérales ».

M. Kostic juge nécessaire que « l'armée yougoslave brise les forces armées croates afin de créer les préconditions à un dénouement pacifique de la crise ». En outre, « la présidence s'abstiendra de toute disposition limitant le degré atteint de démocratie politique et ne pren-

dra aucune mesure contestant le verdict des élections libres en Yougoslavie [présidentielles et législatives de 1990 dans les Républiques] ». M. Kostic affirme également que « la présidence n'imposera sa volonté par la force militaire à aucun peuple. Chaque peuple décidera de son avenir en vertu du principe d'autodétermination ». Par ailleurs, elle s'opposera résolument à toute tentative d'envoyer des forces étrangères en Yougoslavie (...) et toute intervention sera considérée comme un acte d'agression ». Toutefois, précise M. Kostic, la présidence apportera son soutien à la mission d'observateurs européens et à la conférence de La Haye, et s'engagera de son côté à contribuer à la recherche d'une solution pacifique à la crise yougoslave.

Si la Serbie et le Monténégro tentent de démontrer à l'opinion yougoslave et internationale (le communiqué a été adressé au président de la conférence de paix, lord Carrington, ainsi qu'à la présidence de la Communauté européenne) qu'elles sont les dernières forces salvatrices dans ce chaos yougoslave, personne n'est dupe des risques d'une prise de pouvoir qui a toutes les allures d'un coup d'Etat « à l'égale ».

Les proches du gouvernement fédéral demandent notamment ce qu'il va advenir du cabinet Markovic, qui se retrouve de facto sous le contrôle direct de la présidence « serbe ». Or, depuis plusieurs mois, les autorités serbes réclament la démission du premier ministre yougoslave, l'accusant de trahison et le qualifiant d'ennemi

numéro un de la Yougoslavie et du peuple serbe.

On peut par ailleurs se demander quels pouvoirs confèrera la présidence à l'armée yougoslave si le 7 octobre, date à laquelle expire le moratoire sur les déclarations d'indépendance de la Croatie et de la Slovinie, ces deux Républiques yougoslaves décident, comme elles l'ont fermement annoncé, de proclamer leur indépendance ? De toute façon, il est clair que le « bloc serbe » n'a fait jeudi qu'annoncer les règles du jeu et prouver sa force politique - en jonglant magnifiquement avec la législation - mais en s'appropriant complètement l'armée yougoslave. La Serbie est déterminée à gagner et tentera dans les jours prochains de briser tous ceux qui lui feront obstacle.

La présidence de Bosnie-Herzégovine a, dans la soirée de jeudi, estimé que les décisions des quatre membres de la présidence collégiale n'avaient aucune valeur juridique. Pour sa part, le représentant de la République macédonienne, M. Tupurkovski, propose que la présidence se réunisse au grand complet, considérant que la manœuvre serbe revient à la proclamation de l'état de guerre en Yougoslavie. Le chef de l'Etat yougoslave, le Croate Stipe Mesic, estime, quant à lui, que les décisions prises jeudi à Belgrade sont illégales puisque la présidence n'avait pas le quorum requis. « Il n'y a qu'en temps de guerre que la présidence peut décider sans quorum », a-t-il souligné.

FLORENCE HARTMANN

La déclaration du vice-président Branko Kostic

Voici les principaux extraits de la déclaration du vice-président yougoslave, M. Branko Kostic (Macédoine), annoncée par l'AFP, jeudi 3 octobre à Belgrade, que la présidence a décidé de s'arroger « certaines prérogatives » du Parlement :

« La présidence a constaté que les conditions sont réunies pour qu'elle agisse selon le mode prévu par la Constitution dans les conditions de danger de guerre imminente » et « endorse certaines prérogatives de l'Assemblée de la République socialiste fédérative de Yougoslavie qui ne peut se réunir ».

« La présidence décide à la majorité de ses membres présents. Cette décision exclut le droit du représentant de la Slovinie de commander les forces armées compte tenu de l'accord conclu le 18 juillet avec cette République » (prévoyant le retrait total des unités fédérales du territoire slovène).

« Elle s'approprie l'activité de l'état-major du commandement suprême dans la mobilisation et, statuant que, dans les conditions de danger de guerre imminente, les règlements en la matière doivent être strictement appliqués (...) La présidence a constaté l'existence d'une unité totale au sein de la direction des forces armées et lui a accordé son plein soutien ».

Les unités de l'armée en Croatie ont pour tâche de « protéger le peuple serbe menacé par l'idéologie fasciste et ostaculo des autorités croates et une répétition du génocide commis il y a cinquante ans ».

Eviter la « répétition du génocide » : « La présidence s'abstiendra de toute disposition limitant le degré atteint de démocratie politique et ne prendra aucune mesure contestant le verdict des élections libres de l'an dernier ».

« La présidence s'accorde son plein soutien à la mission des observateurs de la CEE et au besoin à son extension, mais elle s'opposera résolument à toute tentative d'envoyer des forces militaires en Yougoslavie. Un tel acte sera considéré comme un acte d'agression contre la Yougoslavie en tant que seul état légitime reconnu sur le plan international dans ses frontières actuelles ». - (AFP.)

reconstruction

Le pays en état de danger de guerre imminent

Les articles 316 et 317 de la Constitution yougoslave, utilisés, jeudi 3 octobre, par quatre des membres de la présidence collégiale pour s'arroger les prérogatives du Parlement en cas de « danger de guerre imminent », stipulent notamment :

Art. 316 : « La présidence de la République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY) constate l'existence d'un danger de guerre imminent, ordonne la mobilisation générale ou partielle et proclame l'état de guerre si l'Assemblée de la RSFY est dans l'impossibilité de se réunir ».

Art. 317 : « Pendant la durée de l'état de guerre ou en cas de danger de guerre imminent, la présidence de la RSFY décide de sa propre initiative ou sur proposition du conseil exécutif fédéral (le gouvernement) des décrets-lois sur les questions de la compétence de l'Assemblée de la RSFY ».

« (...) Le décret-loi adopté pendant la durée de l'état de guerre peut suspendre à titre exceptionnel, pendant la durée de cet état et si les intérêts de la défense nationale l'exigent, certaines dispositions de la présente Constitution concernant l'adoption des lois (...), les libertés, droits et devoirs de l'homme et du citoyen (...) ou la composition et les attributions des organes exécutifs et administratifs ». - (AFP.)

Le Monde EDITIONS

Bernard Guetta

ELOGE DE LA TORTUE

L'URSS DE GORBATCHEV

1985-1991

Les années qui ont changé le monde racontées par un témoin privilégié

En vente en librairie

EUROPE

La visite du président croate Franjo Tudjman à Rome et au Vatican

La tragédie yougoslave divise l'Italie

Reçu en véritable chef d'Etat, mercredi 2 et jeudi 3 octobre à Rome, M. Franjo Tudjman est pourtant reparti les mains vides, ou presque. Engagé dans une grande offensive diplomatique au moment même où, sur le terrain, les canons de l'armée fédérale tonnaient sur Dubrovnik, le président croate était venu porter de trois demandes : la reconnaissance immédiate de l'indépendance de la Croatie, l'envoi d'une force européenne d'interposition et des sanctions économiques contre la Serbie qu'il voulait voir reconnaître « unique » responsable de la reprise des combats.

ROME

de notre correspondant

Aux demandes pressantes de M. Tudjman, les Italiens - le président de la République, M. Cossiga, le président du conseil, M. Andreotti, le ministre des affaires étrangères, M. De Michelis - ont répondu par une autre demande pressante, « molto, molto forte », selon leur expression, pour que la Croatie fasse un geste « rapide et courageux » afin qu'un nouveau cessez-le-feu puisse s'instaurer. M. Tudjman ayant donné son accord pour libérer les casernes fédérales lorsque les attaques de l'armée auraient cessé, Rome s'est engagée à proposer à ses partenaires de la CEE que des sanctions économiques soient prises à l'encontre de « quiconque violerait un éventuel nouveau cessez-le-feu ».

De reconnaissance, pas question. Et M. De Michelis, qui l'on avait connu plus « interventionniste » ces dernières semaines, s'est borné à réitérer la position officielle de son pays : le « principe politique » d'une reconnaissance de la Croatie est acquis, mais rien ne se fera hors du cadre d'une action concertée de la diplomatie européenne.

C'est en revanche du Saint-Siège, où Jean-Paul II a reçu jeudi M. Tudjman, que sont venus les plus vifs signes d'encouragement. A l'issue de l'entretien, le porte-parole du Vatican, Joaquín Navarro Valls, interrogé sur le problème de la reconnaissance de la Croatie à laquelle le secrétaire d'Etat du Saint-Siège, le cardinal Sodano, avait admis la veille, dans une interview « travailler activement », a souligné que l'on avait parlé avant tout de « reconnaissance » et que « cette question prioritaire n'exclut pas les autres ».

Depuis le début de la crise yougoslave, le pape, il est vrai, n'a

pas caché sa préoccupation pour la Croatie catholique. Ce qui, la semaine dernière, avait déclenché un début de polémique avec le chef de la Farnesina (le Quai d'Orsay italien), le socialiste De Michelis. A un moment où de « petites frictions » se multiplient entre l'Eglise et le Parti socialiste (notamment sur « l'ingérence » de l'Eglise dans la politique), M. De Michelis avait, dans une interview, accusé le Vatican d'être sous la coupe d'un « lobby croate » et pour ainsi dire « d'attiser une guerre de religions » avec les Serbes orthodoxes. La contre-attaque est venue du mensuel *Famiglia Christiana* qui avait, lui, dénoncé le « lobby maçonnique » constitué par « cinq ministres socialistes de la CEE ».

La marche arrière de M. De Michelis

Au-delà de l'anecdote, à l'évidence le drame yougoslave qui se déroule à ses portes, loin de laisser l'Italie indifférente la divise de plus en plus. Principal point de mire des critiques, ou plus simplement du débat qui s'est instauré, M. Gianni De Michelis. Le ministre des affaires étrangères, lui-même Vénétien, se sent très concerné par cette crise et piaffe, dit-on, de ne pas voir l'Italie jouer dans cette affaire le rôle moteur qu'il estime devoir lui revenir. Pourtant, après s'être pas mal avancé au début des événements (il avait, entre autres, appuyé l'idée d'une force d'interposition, avant de revenir dessus), M. De Michelis semble avoir nettement fait machine en arrière, conscient de ce que l'Italie, qui aspire en outre à entrer dans le peloton de tête de l'union économique européenne, ne peut faire cavalier seul sur la crise yougoslave sans fragiliser tout l'édifice

européen. Et sans fragiliser du même coup son propre pays car, s'ajoutant aux revendications latentes de la droite nationaliste sur l'Istrie, ancien territoire italien, les mouvements populistes « sécessionnistes », même encore très brouillons, ont le vent en poupe dans le nord du pays. Enfin, le gouvernement italien, pris de court au printemps par l'afflux de 20 000 réfugiés albanais reconduits, dans un épisode peu glorieux, *manu militari* aux frontières, ne tient pas à voir arriver d'autres milliers de réfugiés, même si les premières structures d'accueil sont déjà en place. Prudence donc.

Immobilisme ou incohérence

Mais tant de prudence et de Realpolitik passe, à l'occasion, pour de l'immobilisme, voire, chez les plus critiques, pour de l'incohérence. Estimant que l'Italie n'assume pas ses responsabilités, un courant plus interventionniste se dégage, notamment d'une fraction non négligeable de la droite chrétienne (base inamovible du pouvoir italien), ainsi qu'un tiers du Parti républicain, qui a quitté la coalition gouvernementale au printemps dernier. Ainsi, jeudi, le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre, le démocrate-chrétien Flaminio Piccoli, qui venait, lui aussi, de s'entretenir avec M. Tudjman, a-t-il dénoncé « les absurdités convulsives diplomatiques » qui se déroulent sous l'égide de la CEE et se termineront « par la totale occupation serbe de la Croatie ». Et M. Piccoli de conclure : « La France et la Grande-Bretagne se seraient contentées d'autrement si elles avaient eu une guerre à leurs frontières dans un pays qui partage

les mêmes traditions qu'elles ». De leur côté, les trois grands syndicats ont lancé un appel pour une solution pacifique, passant par la reconnaissance des Républiques, tandis que, dans une intervention très écoutée, le vice-président du Parlement européen, qui est aussi le leader du Mouvement populaire, M. Roberto Formigoni, accusait formellement le gouvernement d'avoir « sous-évalué » l'affaire yougoslave, en regard surtout des minorités italiennes vivant en Slovénie et en Croatie.

Inévitablement, l'attaque sur Dubrovnik (l'ancienne Raguse) est venue raviver les inquiétudes qui se sont de plus en plus jour ici pour les Italiens (3 000 en Slovénie, 12 000 à 20 000 en Croatie) restés dans la péninsule de l'Istrie après que l'Italie, après la chute de Duce, ait dû y renoncer en 1947. Réunis en fédérations, les exilés d'Istrie, mais aussi de Fiume et de Dalmatie qui ont fui, eux, l'arrivée du régime communiste, ont tenu une conférence de presse il y a quelques jours pour attirer l'attention sur leur sort. Ce n'est pas si la Slovénie et la Croatie deviennent indépendantes, une division irrémédiable de la communauté italienne - qui s'accommode jusqu'à des liens plus lâches de la fédération yougoslave - ces associations plaident pour une révision des accords de partage et une solution « européenne » dans laquelle des régions autonomes et minoritaires seraient reconnues. Le gouvernement, pour des raisons évidentes, est assez peu bavard sur le dossier, mais une sorte d'« olive blanche » pour l'Istrie composée avec la collaboration discrète mais directe de la Farnesina, devait accompagner les représentants italiens lors de la prochaine réunion de La Haye.

Mesures insuffisantes pour le MSI (l'extrême droite), qui, aux cris de « *no proceatores, no proceatores* », réclame le retour pur et simple de la péninsule et organise en ce sens une grande manifestation à Trieste le 6 octobre. Quant à savoir si, comme le bruit en a couru, de nouvelles exaltés italiennes entendaient s'engager pour réédifier l'« exploit romantico-guerrier » de Gabriele d'Annunzio à Fiume en 1919, pour l'instant, seule une petite annonce de recrutement est passée dans un journal économique, qui a eu pour effet d'attirer l'attention de la justice italienne, qui fait une enquête. Certains sièges locaux du MSI auraient également fait des appels d'offres aux volontaires, mais comme nous a confié, en relatant l'affaire, un porte-parole du mouvement à Rome, « tout le monde un jour est débordé ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

A La Haye

Réunion d'urgence de MM. Milosevic, Tudjman et du général Kadijevic

LA HAYE

de notre correspondant

A l'initiative de la présidence néerlandaise de la communauté européenne, le président croate, M. Franjo Tudjman, son homologue serbe, M. Slobodan Milosevic, et le ministre fédéral de la défense Kadijevic ont accepté de se rencontrer d'urgence à La Haye pour discuter des violations de l'accord de cessez-le-feu qu'ils avaient signé à Igalo, le 17 septembre dernier et des derniers événements à Belgrade. Ils étaient réunis, vendredi matin 4 octobre, au ministère néerlandais des affaires étrangères sous l'égide de M. Hans Van den Broek, avant l'ouverture de la quatrième séance plénière de la conférence sur la Yougoslavie sous la présidence de lord Carrington.

Ch. Ch.

qui unissaient les « treize colonies » américaines au moment de la révolution de 1776, ou les cantons suisses.

C'était perdre de vue la fabuleuse implication, dans certaines parties du monde, et notamment dans les Balkans ou au Caucase, d'ethnies qui n'ont guère cessé de s'entre-tuer que lorsqu'une hégémonie puissante - autrichienne, turque ou russe - les empêchait de le faire. C'était tourner le dos à la rapidité croissante des échanges et des communications de toutes sortes qui appelle la coopération de tous. C'était négliger la question, dont on voit bien à présent à quel point elle est fondamentale, du seuil à partir duquel un peuple peut prétendre à l'autodétermination.

Le cas de la Yougoslavie

Le cas de la Yougoslavie est de ce point de vue parfaitement typique. La Slovénie est d'une rare homogénéité ethnique : son indépendance est virtuellement acquise. La Croatie compte 12 % de Serbes dont un grand nombre entendent le rester. La Serbie, qui a pris fait et cause pour eux, dénonce la prétention du gouvernement de Zagreb à exiger d'eux un serment d'allégeance.

Mais sa main droite ignorant ce que fait sa main gauche, ce qui n'est pas au demeurant une particularité serbe, elle refuse aux Albanais du Kosovo, devenus largement majoritaires dans cette région qui fut le berceau de la Serbie, d'exercer à leur profit l'autodétermination qu'elle exige *manu militari* pour les Serbes de Croatie et qui aboutit à amputer celle-ci d'une bonne part de son territoire.

Le cas de l'URSS, avec ses cent vingt-huit, pas une de moins, nationalités reconnues, est plus

inextricable encore. Même si l'Assemblée générale des Nations unies compte parmi ses membres, à égalité avec les mastodontes, un micro-Etat comme Saint-Kitts et Nevis, qui n'a pas cinquante mille habitants, on ne l'imagine pas accueillant dans ses rangs des Républiques des Tchétchènes ou des Tchétchènes-lagouches qui auraient fait sécession non pas de l'URSS mais de la Russie.

Garantir les droits des minorités

Il est urgent d'essayer d'introduire dans cette sanglante cacophonie un minimum de bon sens et d'équité : ils ne vont d'ailleurs jamais l'un sans l'autre. Le problème fondamental est celui de la protection des identités nationales ou régionales : la réponse ne saurait consister dans un droit automatique à l'indépendance. Pour qu'on ne pas donner la priorité à la garantie des droits des minorités?

Le Conseil de l'Europe, auquel on a déjà adhérent ou se propose d'adhérer plusieurs pays ex-communistes, joue un rôle de plus en plus important, grâce notamment à l'existence de la juridiction européenne des droits de l'homme, dans la protection des individus contre l'arbitraire. Ne pourrait-on imaginer que son rôle soit élargi, précisément, à la protection des droits des minorités? Et s'il devait exister, à cet effet, une force d'intervention, une gendarmerie comme celle qui est chargée, dans chaque Etat, de protéger les individus, ne pourrait-on imaginer qu'elle soit placée sous ses auspices?

ANDRÉ FONTAINE

ALLEMAGNE

Le premier anniversaire de l'unification a été perturbé par de nouvelles agressions contre les immigrés

Malgré les appels à la raison, la poursuite des attentats contre les foyers d'immigrés a perturbé la sérénité des cérémonies pour le premier anniversaire de l'unité allemande, jeudi 3 octobre à Hambourg. A travers toute la République, une quinzaine d'incendies criminels et d'attaques en règle ont fait plusieurs blessés jeudi et la nuit précédente. En Rhénanie, deux enfants libéraux de six et sept ans ont été gravement brûlés par l'explosion d'un engin incendiaire et un passant turc a été poignardé en pleine rue à Moenchengladbach. A Götting, à la frontière polonaise, des jeunes ont attaqué à coups de pierres des Polonais entrant en Allemagne.

BERLIN

de notre correspondant

Dans un discours télévisé, le chancelier Kohl, tout en appelant les Allemands à la « tolérance », a promis d'agir avec énergie pour éviter l'abus du droit d'asile. « Nous devons respecter et tolérer également à nos concitoyens étrangers. Beaucoup d'entre eux vivent depuis longtemps parmi nous et par leur travail participent à notre bien-être. L'Allemagne est un pays ouvert aux étrangers et au respect. Cela ne veut cependant pas dire que l'on doit assister sans réaction à l'abus du droit d'asile ».

Mises en garde

Lors des cérémonies officielles de Hambourg, le président de la ville, le social-démocrate Vochohra, et la présidente du Bundestag, la chrétienne-démocrate Rita Süssmuth, avaient mis en garde, sous les applaudissements de l'assemblée, contre la menace de cette violence. M^{me} Süssmuth avait estimé que « collectivement, il faut se souvenir de la violence de la violence et de remettre en question les

efforts pour abattre la méfiance suscitée par la réunification allemande. Elle a appelé les dirigeants politiques à assumer leurs responsabilités. Le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, devait visiter, vendredi, plusieurs foyers d'immigrés en Rhénanie. Le ministre-président de Brandebourg, M. Manfred Stolpe, s'était rendu mercredi à Cottbus, non loin d'Hoyerswerda, pour tenter d'apaiser les esprits, sans parvenir réellement à rencontrer la population.

Dans les milieux religieux, comme chez les syndicats ou dans les forces de gauche, on tente également, non sans mal, d'organiser une mobilisation contre le racisme. Plusieurs manifestations, réunissant quelques milliers de personnes, se sont déroulées à Francfort, Berlin et Hambourg. A Berlin, comme le week-end dernier à Hoyerswerda, elles ont donné lieu aux traditionnelles bagarres entre les groupes autonomes berlinois et la police.

La fête nationale a aussi fourni l'occasion aux dirigeants de réaffirmer les engagements de la nouvelle Allemagne à l'égard de ses alliés occidentaux et des pays de l'Est. La ville de Hambourg était pavée de manière voyante aux couleurs allemandes et européennes.

La chaîne de télévision ARD et la télévision soviétique ont diffusé, jeudi, la teneur d'une conversation téléphonique entre le chancelier Helmut Kohl et le président Mikhaïl Gorbatchev. Le chef de l'Etat soviétique y souligne que l'unité allemande a porté les relations entre les deux pays, « à un niveau complètement différent », qu'elle a été bénéfique non seulement pour les Allemands mais pour toute l'Europe. Le chancelier y remercie une nouvelle fois Gorbatchev - qu'il tutoie - pour son rôle dans le processus d'unification. Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, venu rencontrer à Washington le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, pour évoquer l'avenir de l'alliance atlantique, a été reçu jeudi par le président Bush, qui lui a transmis ses vœux pour la résolution des problèmes difficiles posés par l'unification.

HENRI DE BRESSON

GRANDE-BRETAGNE

Sir Allan parlait à une prostituée...

LONDRES

de notre correspondant

La nouvelle a fait l'effet d'une bombe, jeudi 3 octobre : Sir Allan Green, directeur des poursuites publiques, l'un des plus hauts représentants de la justice britannique, renonce à ses fonctions après avoir été interpellé par la police, près de la gare de King's Cross, un quartier de Londres bien connu pour la prostitution, et pour avoir reversé d'une réception, à été prié par un policier de fournir son identité, mercredi soir, alors qu'il parlait à une prostituée. Dès le lendemain, Sir Allan a présenté sa démission, et celle-ci a été immédiatement acceptée par l'Attorney général, procureur général, Sir Patrick Mayhew.

La législation est très stricte : la prostitution n'est pas un crime ou un délit, mais le fait, pour une prostituée, de recueillir des clients, et celui, pour un homme d'aborder une prostituée, sont devenus des infractions, selon la loi de 1985 sur les infractions de caractère

sexuel. L'objectif est à la fois de réduire le phénomène des femmes importunées par des hommes qui les prennent pour des prostituées, et... de diminuer la nuisance créée par les conducteurs de voitures et de motos qui ralentissent dans les quartiers « chauds » de la capitale.

King's Cross est le lieu le plus connu de Londres pour la prostitution, mais aussi le plus « aride » : les prix y sont très bas et le quartier est particulièrement surveillé par la police. Le risque d'être interpellé est donc grand. Ancien avocat renommé, Sir Allan, qui occupait ses fonctions depuis octobre 1987, est marié et père de deux enfants. Il jouit d'une réputation de probité et de grande compétence. Son supérieur hiérarchique, Sir Patrick, a estimé qu'en démissionnant immédiatement, Sir Allan s'était conduit de la « manière la plus honorable ». L'intéressé s'est livré à ce seul commentaire : « Je regrette amèrement ».

LAURENT ZECCHINI

SUEDE

M. Carl Bildt forme une coalition « Bourgeoise »

Le Parlement suédois a accepté, jeudi 3 octobre, la nomination - proposée mardi par la nouvelle présidente du parlement, Mme Ingegerd Trosdén - de M. Carl Bildt, chef du Parti conservateur au poste de premier ministre. M. Bildt, âgé de quarante-deux ans, a présenté, vendredi, la composition de son gouvernement : une coalition comprenant, outre les conservateurs, les libéraux, les chrétiens et les chrétiens-démocrates. Ces quatre partis totalisent 170 sièges sur 349 au Parlement, depuis les élec-

tions du 15 septembre (le Monde du 17 septembre), alors que les Sociaux-démocrates ont pourvu jusqu'à présent en ont obtenu 138, les populistes de Nouvelle droite 25, et le Parti de Gauche (ex-communiste) 16. Les députés ont entériné la nomination de M. Bildt par 163 voix contre 147 et 23 abstentions. 16 élus n'ayant pas pris part au vote. La règle parlementaire suédoise veut que le Premier ministre proposé par le président de Parlement soit désigné s'il ne réunit pas plus de la moitié des voix contre lui. - (AFT)

Les limites du droit des peuples

Suite de la première page

Deux députés lituaniens et le premier adjoint au maire de Ljubljana, capitale de la Slovénie, sont venus encourager les Catalans qui défendaient dans les rues de Barcelone, le 11 septembre, aux cris de « L'indépendance est possible ! » et Felipe Gonzalez, qui ne dispose que d'une voix de majorité aux Cortès, est condamné, si jamais il la perdait, à rechercher le concours de séparatistes qui le lui feront bien entendu payer. Il n'est pas jusqu'à la Lombardie où l'on ne voit se développer un mouvement autonomiste qui n'a rien de folklorique. Et l'on ne peut pas dire que l'on ait beaucoup avancé, à Londres et à Paris, dans le règlement des problèmes irlandais ou corse.

Même jeu en Afrique orientale où les deux Etats éthiopiens et somali ont volé en éclats. Au Proche-Orient où les Kurdes n'ont, pas plus que les Palestiniens, l'intention de se laisser oublier. En Inde, où les Sikhs continuent de contester violemment la prédominance des hindouistes.

Un principe conforme à l'équité

A ce jeu, on va finir par trouver que les hégémonies avaient du bon. Il est d'ailleurs significatif que la quasi-unanimité des gouvernements occidentaux aient refusé, jusqu'à l'échec du putsch néo-staliniens, de reconnaître l'indépendance des Républiques baltes, bien

que leur annexion ait résulté d'un coup de force pur et simple de Staline, rendu possible par son entente avec Hitler. Que James Baker se soit précipité à Belgrade, dès le début de la crise, pour prendre position en faveur du maintien de l'unité yougoslave. Que George Bush soit allé en personne à Kiev, à la fin juillet, pour mettre en garde le Parlement ukrainien contre les dangers du nationalisme.

Que l'Ouest ne se cache aucunement de souhaiter voir Gorbatchev conserver le plus de pouvoirs possible, comme symbole de la persistance d'un centre capable de faire tenir ensemble le maximum de Républiques. Que Genscher, partisan affiché de la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie, n'ait guère fait école, même si l'Italie, qui ne peut ignorer qu'il s'agit de pays catholiques, fait plus ou moins mine de le suivre. Que la France, championne des droits de l'homme n'est pas la dernière, en l'occurrence, à se montrer fort réservée à l'égard de celui des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Sur le papier, ce principe, dont se réclament, à l'instigation du président américain Wilson, les vainqueurs de 1918, paraît conforme à l'équité la plus élémentaire. Mais l'application peut se révéler singulièrement difficile. Wilson poussait, quant à lui, le roussisme jusqu'à la candeur. Il ne doutait pas en effet que les nationalités déshéritées de l'oppression étrangère, sauraient établir entre elles des relations de coopération aussi aisées que celles

EUROPE

L'ETAT. L'UNION. LE PAYS.

L'ETAT. L'UNION. LE PAYS.

L'ETAT. L'UNION. LE PAYS.

L'ETAT. L'UNION. LE PAYS.

L'ETAT. L'UNION. LE PAYS.

L'ETAT. L'UNION. LE PAYS.

L'ETAT. L'UNION. LE PAYS.

L'ETAT. L'UNION. LE PAYS.

L'ETAT. L'UNION. LE PAYS.

EUROPE

URSS

M. Kravtchouk, président du Parlement ukrainien, veut participer aux réunions sur le désarmement nucléaire

Le président du Parlement ukrainien M. Leonid Kravtchouk, repartant à l'étranger le 3 octobre à son retour de Washington et de l'Assemblée générale de l'ONU, a confirmé que l'Ukraine était favorable à une liquidation totale des armes nucléaires, mais il a annoncé qu'elle voulait être reconnue comme Etat indépendant avant d'être consulté sur tout ce qui concerne ce processus sur son territoire.

L'Ukraine, dont le Parlement s'est déjà prononcé en faveur d'une destruction totale de toutes les armes nucléaires, veut participer, en tant qu'Etat ayant proclamé son indépendance et sur le territoire duquel sont déposées de telles armes, à toutes les réunions possibles concernant l'armement nucléaire, a déclaré, jeudi 3 octobre à Paris, le président du Parlement ukrainien, M. Leonid Kravtchouk. Cependant, l'ex-dirigeant communiste devenu indépendantiste et qui a des chances d'être élu président de l'Ukraine en décembre prochain n'a pas levé toutes les ambiguïtés qui découlent de sa position, expose lors d'une conférence de presse à l'issue d'un entretien d'une heure avec le président Mitterrand.

Certains dirigeants de l'opposition démocratique ou ultranationaliste en Ukraine caressent en effet l'idée que leur République - aussi peuplée que la France et qui devrait se prononcer le 1er décembre, par référendum, en faveur de son indépendance - puisse conserver une sorte de force minimale de dissuasion. Idée qui provoque des sursauts froids en Occident et que M. Kravtchouk s'empresse d'écarter en déclarant que l'Ukraine n'est pas intéressée à disposer d'un quelconque bouton nucléaire. Mais en même temps, il affirme que pendant le proces-

sus de liquidation de ces armes, un contrôle des plus rigoureux doit être exercé pour qu'elles ne passent pas d'un territoire à l'autre, sauf en vue de leur destruction. L'Ukraine, a-t-il précisé, « dispose de spécialistes et aura une armée capable de contrôler la destruction sur place d'une partie ou moins des armes nucléaires déployées en Ukraine, notamment des missiles stratégiques ».

Le dirigeant ukrainien affirme aussi que les présidents Bush et Mitterrand ont bien accueilli sa proposition de destruction sur place, sous contrôle international, de certaines armes nucléaires déployées en Ukraine. M. Bush, s'est entretenu « en détail » des questions nucléaires avec M. Kravtchouk la veille de l'annonce de son initiative de désarmement nucléaire. Selon le président ukrainien, il a estimé que « notre position est importante et a de la perspective », alors que le président Mitterrand l'a qualifiée de « logique ».

Le président du Parlement ukrainien semble ne pas douter que sa République - qui vient de se doter d'un ministre de la défense en la personne d'un Russe, le général Morozov - formera bientôt sa propre armée en intégrant des troupes soviétiques stationnées chez elle : « Il s'agit de 1,3 million d'hommes, à 60 % ukrainiens, soit plus qu'il ne nous en faut », dit-il.

Quant aux relations futures avec le pouvoir fédéral soviétique, M. Kravtchouk répond que « le problème est que l'Union n'existe pas » et que l'Ukraine ne participera à aucune forme d'union politique (le fameux « traité d'Union » avec les autres Républiques). Mais elle pourra participer à une structure de « sécurité collective » et, sur le plan économique, à des « structures de coopération » avec les Républiques de l'ex-Union.

« L'Ukraine, a-t-il dit, ne participera à aucun accord politique qui

limiterait sa souveraineté d'Etat. D'ailleurs, nous soutenons l'idée de Confédération européenne du président Mitterrand et souhaitons y participer, non pas en tant que République de l'ex-URSS, mais comme Etat de plein droit », a ainsi affirmé M. Kravtchouk. Il a évoqué avec le chef de l'Etat français des possibilités de coopération notamment dans le domaine de l'énergie atomique. Devant l'Assemblée générale de l'ONU, M. Kravtchouk avait annoncé avoir demandé à l'Agence internationale pour l'énergie atomique de « superviser » toutes les installations nucléaires sur son territoire. Enfin, le président du Parlement ukrainien s'est dit très satisfait de la position de M. Mitterrand qui l'aurait assuré que « lorsque l'Ukraine obtiendra son indépendance conformément aux lois démocratiques, elle sera reconnue ».

SOPHIE SHIHAB

L'Union serait associée au FMI dès le 5 octobre

L'Union soviétique deviendra, samedi 5 octobre, un membre associé du Fonds monétaire international (FMI), selon des sources monétaires citées le vendredi 4 octobre par l'agence Renter.

Une mission américaine à Moscou. - Une délégation américaine devait se rendre à Moscou en fin de semaine pour exposer aux dirigeants soviétiques les détails du plan de désarmement de M. George Bush, a annoncé jeudi 3 octobre le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney. Il a précisé que ces délégués n'allaient pas « négocier » mais évoquer les mesures unilatérales que les Etats-Unis attendent de Moscou. (AFP)

Nouvelle tension dans la capitale géorgienne

Partisans et opposants du président Gamsakhourdia ont échangé des coups de feu

L'accord conclu entre le président de la République, M. Zviad Gamsakhourdia, et l'opposition n'a pas duré longtemps. Cet accord prévoyait que le chef de l'Etat géorgien accepterait la tenue prochaine d'une session parlementaire en échange de l'évacuation, par les forces armées de l'opposition, du centre de Tbilissi (le Monde du 4 octobre). Au cours d'un meeting, M. Gamsakhourdia avait accepté une des principales revendications de ses adversaires. Ce qui ne l'avait pas empêché de parler de la « défaite » des « éléments anti-populaires » en évoquant la décision des « rebelles » d'abandonner le siège de la télévision où ils étaient retranchés.

Selon des journalistes locaux, des incidents violents ont eu lieu, opposés les deux camps vendredi 4 octobre, peu après l'évacuation. Au moins trois militaires fidèles au président Gamsakhourdia ont été gravement blessés lors d'une fusillade qui les a opposés à des rebelles de la garde nationale. Un reporter de l'agence indépendante Iprinda, dont les locaux sont situés près du lieu de l'incident, a déclaré que des forces de l'opposition ont attaqué un poste de la milice près d'un lieu dans les faubourgs de Tbilissi. L'agence Interfax a pour sa part rapporté que les affrontements s'étaient prolongés après midi et que des soldats rebelles avaient pris position sur les toits de maisons du voisinage.

Quelque cinq mille opposants se sont rassemblés sur la principale artère de la capitale, l'avenue Roustaveli, ont rapporté des journalistes. Ils se sont dirigés vers le siège du gouvernement et étaient séparés d'un nombre à peu près équivalent de partisans du président Gamsakhourdia par des soldats loyalistes.

La décision d'évacuer Tbilissi avait suscité un débat entre les

principaux dirigeants de l'opposition, l'ex-premier ministre Tengiz Sigoua l'ayant désapprouvé avant de quitter symboliquement la télévision en compagnie du chef de la garde nationale, M. Tengiz Kiknadze. Ils entendent maintenant que, bien qu'étant des positions divergentes, ils demeurent unis face à M. Gamsakhourdia. - (Reuters, AFP)

La Tchécoslovaquie conclut des traités avec les pays voisins

Le gouvernement fédéral tchécoslovaque a donné, jeudi 3 octobre, son feu vert à la signature de nouveaux traités de coopération, d'amitié et de bon voisinage avec l'Union soviétique, l'Allemagne et la Pologne. Le traité avec la Pologne doit être signé, dimanche, à Cracovie, lors du sommet polono-tchécoslovaque. Le traité avec l'URSS a été paraphé jeudi à Prague par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, et son homologue tchécoslovaque, M. Jiri Dienstbier. Il devrait être signé lors d'une visite de M. Gorbatchev à Prague prévue avant la fin de l'année. Sa conclusion a été accélérée par l'échec du putsch à Moscou. L'URSS a en effet renoncé à inclure une clause restrictive interdisant à la Tchecoslovaquie d'appartenir à une alliance pouvant menacer sa sécurité, clause que la Roumanie a acceptée dans le traité qu'elle a signé il y a quelques mois avec Moscou.

Le traité soviéto-tchécoslovaque est « fondé sur la nouvelle situation en Europe et les efforts de la Tchecoslovaquie en vue de remplacer un système de sécurité basé sur des blocs militaires et des traités d'alliance par une construction progressive de structures et institutions de sécurité paneuropéennes », déclare le communiqué publié après le conseil des ministres à Prague. Le préambule dit que les deux pays veulent « en finir définitivement avec le passé lié aux événements de 1968 ». Un paragraphe stipule d'autre part que l'accord « ne concerne pas les droits et obligations

des Républiques constituant l'URSS, découlant de leurs déclarations de souveraineté et de leurs actes législatifs sur l'indépendance ».

Le contentieux financier sur l'indemnisation des dommages causés par la présence en Tchecoslovaquie des troupes soviétiques entre 1968 et 1991 « ne pose plus de problèmes », a déclaré le président Václav Havel. Un accord sur cette question devrait être signé prochainement.

Objections slovaques. Quant au traité avec l'Allemagne, qui devrait en principe être paraphé en début de semaine prochaine lors d'une visite à Prague du président Richard von Weizsäcker, son préambule comprend une déclaration contestée par les Slovaques sur la « continuité juridique » de la Tchecoslovaquie depuis sa fondation en 1918.

Le Premier ministre slovaque, M. Jan Carnogursky, avait déclaré que cette formulation « avait pour but de diffuser la Slovaquie » en niant l'existence de l'Etat slovaque indépendant (pro-nazi), de 1938 à 1945) reconnu à l'époque par vingt-trois pays. Le gouvernement de Prague n'a pas tenu compte des réserves de Bratislava. Pour Prague, la question de l'existence juridique ou non de l'Etat slovaque indépendant pendant la seconde guerre mondiale « ne peut avoir d'influence sur la continuité de la Tchecoslovaquie depuis 1918 ». - (AFP)

PROCHE-ORIENT

IRAQ : selon des inspecteurs de l'ONU

Bagdad aurait pu disposer d'une bombe nucléaire dans moins de deux ans

Citant des inspecteurs des Nations unies de retour de Bagdad, le Financial Times rapporte, dans son édition du vendredi 4 octobre, que l'Irak doit posséder à quelques mois de disposer de l'arme atomique lorsque la guerre du Golfe a éclaté. Le quotidien britannique ajoute que l'équipe de l'ONU, qui examine les documents saisis lors de sa récente mission en Irak, a la preuve que l'Irak avait pratiquement réussi à produire de l'uranium enrichi pour un programme nucléaire militaire.

« Les missions de l'ONU ont trouvé des usines qui auraient pu fournir à l'Irak de l'uranium enrichi dans les dix-huit mois », et l'Irak aurait alors pu faire une bombe en moins de deux mois, écrit le journal, en citant le chef de la mission, M. David Kay, interviewé à Bagdad. D'autre part le Financial Times indique que, selon un autre inspecteur, la délégation de l'ONU a retrouvé dans les documents irakiens « les noms de presque

toutes les sociétés d'ingénierie et d'électronique européennes et américaines » et s'efforce maintenant de déterminer lesquelles ont coopéré avec l'Irak pour la réalisation de son programme nucléaire militaire. L'inspecteur nomme un consortium anglo-germano-néerlandais, Urenco, qui aurait fourni des pièces essentielles à la fabrication des centrifugeuses utilisées dans l'enrichissement de l'uranium.

Une armée qui reste « forte »

Selon le rapport 91-92 de l'Institut international d'études stratégiques (IISS), publié jeudi à Londres, la guerre du Golfe a considérablement diminué la puissance de l'armée irakienne, mais elle reste « forte » et « capable de mener une insurrection ou de résister à une attaque ».

L'IISS, tout en admettant qu'il est très difficile de faire une évaluation,

indique que 41 divisions ont « cessé d'exister en tant que telles », que 3 008 chars ont été détruits ou capturés, de même que 1 856 véhicules blindés et 2 140 pièces d'artillerie. 35 avions ont été abattus et 115 avions ont quitté l'Irak pour l'Iran. Seulement 6 hélicoptères ont été détruits en vol et plus de 100 dans leurs abris sur un total de 350. La flotte a été largement détruite, à l'exception de frégates et corvettes de fabrication italienne, qui sont en Italie et en Egypte.

L'IISS, qui ne se prononce pas sur le nombre des pertes humaines, considère qu'il est « clair » que l'Irak possède encore plus de 2 000 chars, de 4 000 à 5 000 véhicules blindés et de 1 000 à 2 000 pièces d'artillerie et mortiers. Les forces aériennes pourraient encore détenir 250 avions de combat mais il est « douteux » qu'ils soient encore en service. - (AFP, Reuters)

D'après l'agence de presse iranienne

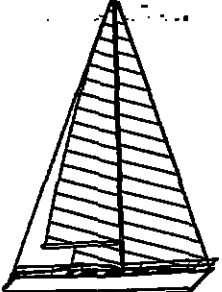
Une nouvelle tentative de coup d'Etat aurait été déjouée

L'agence iranienne de presse IRNA a affirmé, jeudi 3 octobre, que soixante-seize officiers de l'armée irakienne avaient été exécutés après la découverte d'une tentative de coup d'Etat dans laquelle l'ancien premier ministre, M. Saadoun Hammadi, aurait été impliqué. Citant une radio d'opposition irakienne captée à Téhéran, l'agence a ajouté que depuis ce putsch manqué contre le régime du président Saddam Hussein, dont elle ne précise pas la date, « un état d'anxiété et de révolte règne au sein de l'armée irakienne ».

M. Hammadi avait été démis de

ses fonctions, le 13 septembre. M. Saddam Hussein avait alors vilipendé les dirigeants trop proches de l'Occident. Début juillet, des membres des missions de l'ONU avaient fait état d'informations recueillies auprès d'interlocuteurs irakiens - aussitôt démenties par le pouvoir - selon lesquelles, en juin, dix-huit généraux et officiers supérieurs, accusés de conspiration, avaient été pendus. D'après ces sources, l'armée aurait essayé, à trois reprises, de renverser le dictateur irakien depuis sa défaite dans la guerre du Golfe. - (AFP)

JORDANIE : nomination d'un nouveau ministre des affaires étrangères. - Dans la perspective de la conférence de paix au Proche-Orient, un nouveau ministre des affaires étrangères, M. Kamel Aboujaber, a été nommé, jeudi 3 octobre, en remplacement de M. Abdoullah al-Nsour. Un remaniement - le premier du gouvernement de M. Taher al-Masri depuis sa formation en juin dernier - était attendu depuis plusieurs semaines, car cinq ministres étaient démissionnaires. M. Nsour était du nombre mais n'avait pas expliqué ses raisons alors que les quatre autres voulaient ainsi protester contre la forme de la conférence telle qu'elle a été préparée par Washington. De source diplomatique, on dit que le nouveau chef de la diplomatie a joué un rôle de conseiller auprès du roi Hussein lors des récentes discussions sur cette conférence. Professeur de sciences politiques, il a fait des études aux Etats-Unis et a été ministre de l'économie au début des années 70.



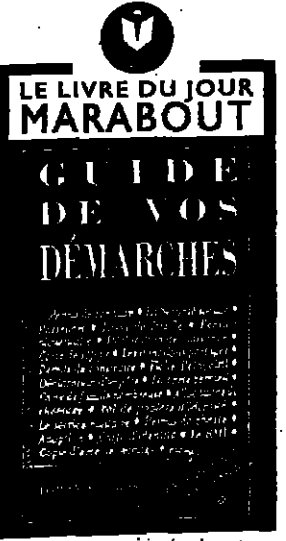
Larguez tout, sauf le superflu.

Sur le bleu profond des Caraïbes, votre disque laser favori et compagnie le trait de l'océan... Votre hôte soufite déposée près du téléphone au cocktail tropical bien mérité... Mmm chère femme, votre skipper met le cap sur Tobago Cay... Splendeur intacte, magie des îles. Moments rares, plaisirs raffinés... En voilier étoilé en un tour de main, vous voguez sereinement d'un paradis à l'autre. A bord règnent l'espace, le confort absolu, et la très haute technologie, sur la plupart de nos bateaux, salle de bains individuelle, télé, hi-fi, vidéo, fax... A votre disposition, tout ce qu'il faut pour jouir pleinement de la plus belle mer du monde... Parce que la devise de JET SEA est que rien ne vous manque pour couler des jours sans pareil. Rien, surtout pas le superflu.

Jet Sea location de bateaux : le meilleur des Caraïbes



Jet Sea Paris
6, avenue Franklin D. Roosevelt 75006 Paris - Tél. (33) 1 42 56 60 60
Jet Sea Nice
Immeuble Le Neptune - 8, quai des Docks 06300 Nice - Tél. (33) 93 56 54 52
Jet Sea Pointe-à-Pitre Jet Sea U.S.A. INC.



AFRIQUE

ALGÉRIE : vent de fronde dans les rangs du FLN

Les députés hésitent à approuver le projet de loi électoral du gouvernement

Les Algériens vont-ils enfin pouvoir élire leur nouveau Parlement, comme le leur a promis le gouvernement depuis plus d'un an et à plusieurs reprises ? Question toujours sans réponse, alors qu'une bonne partie des députés sortants membres du Front de libération nationale (FLN), l'ancien parti unique domi-

nant l'actuelle Assemblée, se mobilisent pour empêcher le vote, en l'état, des nouvelles lois électorales. D'autre part, à l'issue d'une conférence nationale, réunie jeudi 3 octobre à Alger, les militants du Front islamique du salut (FIS) ont réaffirmé leur fidélité à MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, les deux

chefs du mouvement, incarcérés depuis le 30 juin, et ont redit leur intention de créer un Etat islamique. Quant à M. Hocine Aït Ahmed, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), il a exprimé la crainte que « le marasme économique et social ne débouche sur une déflagration sociale ».

sion ordinaire d'automne, le 2 octobre.

Le travail est néanmoins loin d'être terminé. Plus d'une centaine d'amendements ont été déposés par des députés qui n'entendent pas se risquer sur le terrain électoral sans disposer de solides garanties. Comme on pouvait le pressager à l'issue des débats en commission, les récriminations les plus vives portent sur les procurations, le découpage des circonscriptions et la présence dans la compétition électorale de candidats indépendants.

« La paix des couples »

Hormis quelques rares cas, le projet gouvernemental interdit les procurations et autres délégations de vote, y compris celle qui, jusqu'alors, permettait au mari de voter pour son ou ses épouses sur présentation du livret de famille. Cette disposition a carrément

indisposé les députés, dont un grand nombre, à l'instar des islamistes, sont ouvertement partisans de laisser, le jour du vote, les femmes au foyer. Une délégation de féministes venues rappeler à l'Assemblée que la Constitution garantit l'égalité entre l'homme et la femme s'est ainsi entendue répondre que les députés militent pour « la paix des couples » et se « refusent à semer la discorde entre conjoints ».

Avec obstination, les députés demandent aussi que le découpage électoral, taillé sur mesure pour le FLN, soit maintenu, tandis que, préoccupés par une concurrence dont ils mesurent mal l'importance, ils exigent que soient dressés divers obstacles administratifs et juridiques pour réduire le nombre des candidats indépendants.

Ce n'est que samedi, au plus tôt, que les parlementaires devraient se prononcer sur l'ensemble des textes. Pour le gouvernement, cependant, la décision est

loin d'être acquise. Des responsables se sont réunis, ces derniers jours, pour tenter de réduire les oppositions. Le président de la République s'en est lui aussi mêlé, mais rien ne paraît assuré. Le gouvernement assure qu'il maintiendra les principales dispositions de son projet et laissera les députés face à leurs responsabilités. De leur côté, ces derniers, qui se plaignent de ne pas avoir reçu de leur parti des consignes précises, parlent de censurer le gouvernement.

Bref, alors que le pays a plus que jamais besoin de calme, un Parlement à la légitimité douteuse agit le spectre d'une crise politique majeure. Toutes ces péripéties font évidemment les gros titres de la presse locale sans autrement préoccuper une population qui, face à une situation économique et sociale désastreuse, fait encore le dos rond. Beaucoup président, cependant, que cette passivité ne saurait durer longtemps.

GEORGES MARION

AFRIQUE DU SUD : la CEE demande la libération de tous les prisonniers politiques. — Les douze pays de la CEE ont réclamé, dans un communiqué publié, jeudi 3 octobre, à Bruxelles, la libération « sans délai » de tous les prisonniers politiques détenus dans les « soi-disantbantoustans indépendants ». Cette libération facilitera, selon eux, « le début rapide de négociations sur une nouvelle Constitution pour une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale ». — (AFP)

ANGOLA : entretiens entre le président Dos Santos et le chef de l'UNITA. — Le président Jose Eduardo Dos Santos a reçu, jeudi 3 octobre, à Luanda, le président de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi. Les deux hommes ne s'étaient pas rencontrés depuis la signature des accords de paix, le 31 mai, au Portugal. A l'issue de l'audience, M. Savimbi a déclaré qu'il avait trouvé le chef de l'Etat « bien disposé et à l'aise ». — (AFP)

GUINÉE : vers le multipartisme intégral. — Les élections législatives, qui devraient être organisées avant la fin de 1992, le seront dans le cadre du multipartisme intégral, a annoncé, jeudi 3 octobre, le président Lansana Conté. Il a précisé que la « loi organique » qui régit la formation des partis politiques entrerait en vigueur le 3 avril prochain. — (AFP)

ZAÏRE : alors que le président Mobutu et le premier ministre continuent leurs « chamailleries »

La Belgique et la France commencent à retirer leurs troupes

La partie de bras de fer engagée par le président Mobutu et le nouveau premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, un des principaux dirigeants de l'opposition, paraît devoir durer, même si les deux hommes semblent condamnés à s'entendre. Par la voix du porte-parole du département d'Etat, les Etats-Unis se sont déclarés, jeudi, « profondément préoccupés par ces chamailleries ». La Belgique et la France ont, d'autre part, décidé, vendredi 4 octobre, de commencer à retirer leurs troupes, en procédant au désengagement de cent cinquante hommes dans chacun des deux contingents.

(1 000 hommes) ne quittent pas le Zaïre aussi longtemps qu'il n'aura pas « les choses bien en mains ».

Une semaine après sa nomination par ordonnance présidentielle, que ni le Parlement ni la Conférence nationale — cette Assemblée de la scène politique zaïroise — n'ont à ce jour entérinée, M. Tshisekedi continue les tractations pour distribuer les portefeuilles de son futur gouvernement. Sur les vingt ministères qui devraient former la nouvelle équipe, seulement deux devraient être des membres du Mouvement pour la révolution (MPR), l'ancien parti unique, a assuré M. Tshisekedi, qui doit aussi composer avec les appétits de ses partenaires de « l'union sacrée » de l'opposition.

Racket

Le chef de file de l'Union des fédéralistes et des républicains indépendants (UFERI), M. Jean Nguz Karl Bond, a démenti, jeudi, avoir jamais eu l'intention de briguer le poste de premier ministre. « Je suis et je demeure candidat à la présidence de la République », a, toutefois, confirmé l'ancien ministre des affaires étrangères, originaire de la puissante province du Shaba.

Près de quinze jours après les émeutes qui ont ravagé Kinshasa et les principales villes du pays, le Zaïre continue à dériver dans l'attente d'un probable compromis au sommet. Les rues de la capitale où les militaires ont refait leur apparition gardent un semblant de calme. Les « bérêts rouges » de la division spéciale présidentielle (DSP) et les « bérêts verts » de la garde civile ont repris leurs « bonnes » vieilles habitudes, rackettant les (rues) convois acheminant des marchandises vers la capitale et manquant sans vergogne les civils et les journalistes occidentaux.

CATHERINE SIMON

TOUT EST PERMIS



GAGNER DES VACANCES A VIE* ET DES MILLIERS DE CADEAUX, PROFITER DE SUPER REPRISES ET DE CREDITS EXCEPTIONNELS, DECOUVRIR LA NOUVELLE CITROËN ZX DIESEL JUSQU'À 22 H LE VENDREDI 4 OCTOBRE.

*Une période de vacances en multipropriété pendant 99 ans pour partir chaque année en famille pendant 2 semaines sur la côte Sud espagnole (valeur 100 000 F).



CITROËN

LES JOURS FOUS CITROËN DU 26 SEPTEMBRE AU 7 OCTOBRE

AMÉRIQUES

Les suites du coup d'Etat militaire en Haïti

Le président américain George Bush devait recevoir, vendredi 4 octobre, le Père Jean-Bertrand Aristide, chef légitime de l'Etat haïtien renversé lundi par un putsch militaire. Le président haïtien s'est exprimé jeudi devant le Conseil de sécurité des Nations unies, qui n'a condamné le coup d'Etat que par la voix de son président, laissant la scène à l'Assemblée générale de l'ONU d'envisager d'éventuelles mesures.

La situation s'aggrave de jour en jour en Haïti, où l'armée, qui s'est livrée mercredi au massacre d'un

moins cinquante personnes, selon plusieurs sources concordantes, continue de tirer à vue dans les rues presque désertes de la capitale. Impossible d'établir précisément le bilan des victimes depuis le coup d'Etat : attendraient plusieurs centaines de morts et de blessés.

L'armée a interdit jeudi « toute manifestation de rue et toute réunion », tandis que des opposants, regroupés au sein d'un « comité de vigilance » nouvellement formé, lançaient un appel à la grève générale. Dans un communiqué publié jeudi à Port-au-Prince,

la commission Justice et Paix, dépendant de l'épiscopat d'Haïti, a de son côté décrit la situation en ces termes : « La population est traumatisée, ce climat de terreur ne peut continuer. Nul ne peut prévoir jusqu'où iront les militaires dans leur folie sanguinaire. Le peuple haïtien demande instamment le retour du président démocratiquement élu. » Le Venezuela a décidé de placer ses forces armées en état d'alerte, au cas où l'Organisation des Etats américains (OEA) « déciderait une intervention collective en Haïti ».

La mission diplomatique que l'OEA a décidé d'envoyer auprès des militaires rebelles devait partir vendredi pour Port-au-Prince. Le chef de la junte, le général Raoul Cédras, a accepté de recevoir cette délégation, mais son état-major a mis en garde, dans un communiqué, contre toute intervention militaire étrangère dans le pays.

M. Martin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche, a déclaré jeudi que, selon M. George Bush, « les auteurs du coup d'Etat n'ont pas de légitimité et ne réussissent pas ».

Le Conseil de sécurité a laissé à l'Assemblée générale le soin de condamner le putsch

Accueilli par M. Javier Perez de Cuellar à l'entrée des Nations unies, où des centaines de membres de la communauté haïtienne manifestent chaque jour en sa faveur, le président haïtien a rencontré, jeudi 3 octobre, le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, M. Alain Vivien, avant d'être entendu par le Conseil de sécurité. Ce dernier a finalement respecté le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays membre, à la demande du groupe latino-américain.

NEW-YORK (Nations unies).

de notre correspondant

La condamnation unanime par la communauté internationale du coup d'Etat perpétré le 29 septembre en Haïti et la décision prise par l'Organisation des Etats américains (OEA) d'envoyer une délégation à Port-au-Prince pour convaincre le général Raoul Cédras de se retirer permettaient de penser que le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni le 3 octobre en présence du père Aristide, ne pouvait pas faire moins que condamner à son tour les putschistes et exiger le rétablissement de la démocratie en Haïti. Il n'en a rien été. En raison de l'opposition beaucoup plus ferme que prévu du groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes à tout manquement au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays membre, le Conseil s'est contenté d'un artifice

— une déclaration de son président, qui, juridiquement, ne lie pas les quinze membres du Conseil — et d'une série de discours de soutien au président déchu et au rôle joué par l'OEA, sans aucun effet contraignant. C'est donc l'Assemblée générale qui, bouleversant son ordre du jour, examinera l'affaire haïtienne le 7 octobre en présence, une nouvelle fois, du président Jean-Bertrand Aristide, qui, entretemps, aura effectué un aller-retour à Washington, pour y être notamment reçu par le président Bush.

Dans un premier temps, le Conseil de sécurité, réuni de façon informelle, semblait pencher en faveur d'une attitude ferme à l'égard des militaires qui ont évincé le président Aristide. L'URSS (qui se disait « bien placée pour savoir ce qu'était un coup d'Etat »), la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France, la Belgique et l'Autriche étaient favorables à une résolution dénonçant toute tentative de rétablissement de la légalité en Haïti. Mais l'opposition de la Côte d'Ivoire, du Zimbabwe, de la Roumanie, de la Chine et, surtout, la nette opposition de l'Inde, du Yémen, de Cuba et de l'Égypte à toute tentative de « saisir le Conseil à chaque fois qu'interviendrait un coup d'Etat » ont contraint cette instance à s'effacer devant l'Assemblée générale.

Apparemment satisfait de ce compromis, le père Aristide a, dans une courte allocution, rappelé que « tout danger d'écarter le processus démocratique en Haïti constitue aussi un danger pour la stabilité de la démocratie dans le monde ». Le peuple haïtien attend de vous un appel pour protéger les droits de l'homme en fortifiant nos institutions, en nous permettant de lutter pacifiquement pour la démocratie », a-t-il indiqué avant de remercier le Conseil « pour sa démarche en cours », émettant, tout comme il l'avait fait devant l'OEA, d'évoquer des actions spécifiques telles qu'une éventuelle intervention militaire pour le réinstaller à la tête du pays.

M. Chinnaya Gharekhan, l'ambassadeur indien qui préside actuellement le Conseil, a lu ensuite une déclaration dans laquelle il « condamne fermement les graves événements » qui se sont déroulés dans le pays. Ces événements constituent « une usurpation par la violence de l'autorité démocratique légitime du pays », a-t-il indiqué, avant d'assurer le père Aristide que ses collègues « condamneront » le putsch et souhaitent son prochain retour aux affaires.

L'OEA n'a pas écarté « de nouvelles mesures appropriées au cas où les sanctions déjà prises ne suffiraient pas à rétablir l'ordre en Haïti » et où la mission de neuf membres envoyés vendredi à Port-au-Prince par l'Organisation échouerait. Cette mission, dirigée par le secrétaire général de l'OEA, le brésilien João Baena Soares, comprend notamment M. Lawrence Eagleburger, le numéro deux du département d'Etat américain. D'autres organisations internationales s'emploient à mettre le régime militaire du général Cédras au ban des nations. Ainsi, la Banque internationale de développement a fait savoir qu'elle s'efforcera de décourager tous les investissements en Haïti tant que le régime rebelle sera au pouvoir.

SEERGE MARTI

PÉROU

Les députés lèvent l'immunité parlementaire de l'ancien président Alan Garcia

Les députés ont voté, mercredi 2 octobre, à une large majorité, la levée de l'immunité parlementaire de l'ancien président Alan Garcia, soupçonné de s'être enrichi de manière illégale. Si le Sénat accomplit la même démarche, l'immunité parlementaire de M. Garcia, en tant que sénateur à vie sera levée, ce qui permettra à la Cour de cassation de se saisir de cette affaire.

LIMA

de notre correspondant

Le réquisitoire de la chambre basse s'est appuyé essentiellement sur les signes extérieurs de richesse de l'ancien chef de l'Etat. En treize ans de carrière politique, M. Garcia aurait « gagné » 500 000 dollars de plus que son revenu, un tiers de cette somme ayant été acquise alors qu'il était

président du pays, de 1985 à 1990. Faute de preuves, l'imputation de M. Garcia dans le scandale de la Bank of Credit and Commerce International et dans l'affaire des Mirages 2000 n'a pas été retenue.

C'est le procureur new-yorkais chargé de l'enquête sur la BCCI, Robert Morgenthau, qui, le premier, a déposé le 30 juillet dernier à la commission d'enquête des députés les premiers indices de corruption de fonctionnaires péruviens. Il révélait que la BCCI avait ouvert des comptes bancaires à Panama pour souder des responsables de la banque centrale afin de leur faire passer la filiale panaméenne de la BCCI les réserves monétaires internationales. M. Morgenthau indiquait d'autre part que la succursale de la BCCI à Londres avait servi comme intermédiaire dans la vente des Mirages 2000 décommandés par le Pérou et que cette opération triangulaire clandestine avait rapporté plus de 100 millions de dollars.

« Un très mauvais roman-feuilleton »

Selon les premiers résultats de l'enquête, M. Brian Jensen, ancien gérant de la banque centrale, devenu représentant de la BCCI à Washington (1986-1988), aurait réparti des pots-de-vin sur six comptes bancaires. L'identité des détenteurs de deux de ces comptes a été révélée. Il s'agit de M.M. Leoné Figueroa et Hector Noira, respectivement président et gérant de la banque centrale à l'époque. M. Garcia aurait joué un rôle direct dans le placement des réserves à la BCCI de Panama, alors qu'il n'eut tout contact avec cet établissement.

Le président Belaunde Terry avait signé en décembre 1982 avec la France des contrats pour l'achat de vingt-six Mirage 2000. M. Alan

Garcia prend le pouvoir le 28 juillet 1985. Dans son discours d'investiture, il annonce la réduction du nombre des Mirages. Parmi les invités officiels se trouve un ressortissant libanais, M. Abderraman El-Azir, un curieux personnage que la commission d'enquête soupçonne d'être un trafiquant d'armes. Le général Cesar Prielli, commandant en chef de l'armée de l'air, est convoqué peu après au palais par le chef de l'Etat. Ce dernier lui présente l'homme d'affaires libanais comme étant chargé de la négociation sur les Mirages.

Les négociations avec la France sont couronnées de succès le 22 juin 1986 puisque la commande de Mirage est ramenée de vingt-six à douze appareils plus un simulateur de vol. L'affaire est conclue le 14 novembre de la même année. Le Pérou débourse 70 millions de dollars pour se mettre à jour de ses arriérés auxquels s'ajoutent les intérêts et une amende pour modification du contrat.

La réduction de la commande à douze Mirage a été bien acceptée par les milieux militaires au nom de l'unité. Mais les seize premiers appareils sont déjà construits. La commission d'enquête suppose que ces quatre appareils « en trop », qui valaient alors trois fois leur valeur originelle, ont été revendus à un pays tiers grâce aux bons offices de M. El-Azir et que la différence a été déposée à la BCCI de Londres. L'ancien président ne donne pas cependant l'impression d'être un homme aux abois. Avec un large sourire, il commente : « C'est un très mauvais roman-feuilleton. A mes ennemis impérialistes et pro-impérialistes, il ne reste plus qu'à inventer que je suis aussi un trafiquant de drogue ».

NICOLE BONNET

Massacres

Suite de la première page

On ne connaît probablement jamais le nombre des victimes, car d'après plusieurs journalistes haïtiens, un certain nombre de cadavres ont été transportés par l'armée à Titanyen, un vaste chantier à une vingtaine de kilomètres au nord de la capitale, où la mairie enterra les indigents déçus sur la voie publique.

Jeudi soir, peu après le couvre-feu, le crépitements des armes de tous calibres a repris dans le bas de la ville. La journée a été plus calme, mais la tension se lisait sur le visage des quelques passants qui s'aventuraient dans les rues. Bel Air, un quartier populaire au centre de Port-au-Prince, d'habitude grouillant d'activité, est une zone morte.

Restent des baricades calcinées, des tas d'ordures au milieu de la chaussée et des militaires nerveux, casqués et armés de fusils. La route de l'aéroport est obstruée par un conteneur criblé de balles. Une

jeep rouge, dont la plaque indique qu'elle appartient à l'administration civile, file à vive allure, remplie de soldats, la doit sur la déroute. L'aéroport, toujours fermé, est désert. Seuls trois petits avions remplis de journalistes ont pu atterrir dans l'après-midi de jeudi.

Réunions interdites

« Le peuple veut le retour de Titi (surnom du père Aristide). Nous sommes prêts à mourir pour la démocratie », affirme un chauffeur de taxi. Une opinion partagée par Mondestin, un jeune chômeur rencontré sur la vaste esplanade déserte du Champ-de-Mars. Mais, ajoute le père Aristide sans une intervention extérieure.

Sous le coup de la brutale répression, les Haïtiens vivent l'attente à leur transistor, apprenant par les radios étrangères les mesures adoptées par la communauté internationale contre le régime militaire. Les tentatives menées à Port-au-Prince en vue d'aboutir à une solution politique paraissent blo-

quées, devant le refus des militaires d'accepter le retour du président Aristide.

Jeudi matin, le maire de Port-au-Prince, M. Evans Paul, avait appelé les responsables des principaux partis à une réunion de conciliation. Mais les militaires ont bloqué la mairie et publié un communiqué interdisant toute réunion. Selon des informations non confirmées, la maison du maire de Port-au-Prince a été attaquée et saccagée par un commando de soldats, et M. Paul a dû gagner la clandestinité, comme toutes les personnalités proches du président Aristide.

Le général Raoul Cédras, qui a pris la tête du coup d'Etat, et les officiers qui l'entourent semblent avoir de plus en plus de mal à contrôler les soldats. Selon plusieurs observateurs, les risques d'anarchie sont de plus en plus grands dans un pays, où le divorce entre la population et l'armée apparaît irrémédiable, après les sanglants événements des derniers jours.

JEAN-MICHEL CAROIT

Océan Indien

MADAGASCAR : un document de l'émission « Résistances »

Le président Ratsiraka dirigeait la répression

Le 10 août dernier, dans la longue confrontation — aujourd'hui encore indécise — entre le pouvoir et l'opposition, les heurts les plus graves se produisaient entre les forces de l'ordre malgaches et la foule qui, une nouvelle fois, manifestait pacifiquement aux abords du palais présidentiel. Bilan : des dizaines de morts. Pourtant le président Didier Ratsiraka a toujours prétendu que la troupe n'avait pas ouvert le feu.

Cette version des faits est sérieusement mise à mal dans un document du magazine télévisé « Résistances » (1). Sur des images montrant un hélicoptère qui lâche des grenades et des mines antipersonnel au-dessus de la foule, puis un officier qui tire au pistolet, est diffusé en bande-son un curieux échange, capté par un radio-amateur.

Une voix, identifiée par de nombreux Malgaches comme étant celle du président Ratsiraka, donne des instructions à des hommes sur le terrain : « Poursuivez-les ! Poursuivez-les ! Tirez dans les jambes pour que quelques types soient blessés et le tout ça, dit-il aux troupes à terre. « Tirez sur cette voiture noire ! » lance-t-il à ceux qui sont dans l'hélicoptère. La voiture en question est, selon le journaliste Jérôme Bony, celle de M. Albert Zafy, premier ministre « bis » dans le contre-gouvernement créé par l'opposition.

Cette bande-son n'est évidemment pas diffusée dans son intégralité. Les téléspectateurs manquent notamment les passages qui n'étaient pas en français. Celui-ci, par exemple : « Pause ! Pause ! Arrêtons un peu pour voir ce que ça donne, pour voir les effets ».

« Résistances », le magazine des droits de l'homme, Antenne 2, samedi 5 octobre à 13 h 30.

Le chef de l'Etat malgache n'a pas l'intention de démissionner. Le président Didier Ratsiraka a fait savoir, jeudi 3 octobre, dans un message lu au Parlement en session extraordinaire, qu'il ne démissionnera pas, malgré la campagne menée par le Comité des forces vives, qui rassemble l'opposition. Il refuse aussi de participer à d'éventuelles institutions de transition permettant de résoudre la crise politique, ouverte depuis quatre mois. (AFP)

L'EUROPE SUR LES FONTS BAPTISMAUX

Christian Pineau, qui fut l'un des deux signataires des traités de Rome, sort enfin de sa réserve. En compagnie de Christiane Rimbaud, il vient de signer un livre qui fera date, surtout du fait des confidences qui émaillent son récit.



A l'heure où les idées fusent chaque jour de n'importe où sur les conséquences du maelström venu du froid, il est sain qu'un vieux militant de l'Europe s'exprime. Il sera d'autant mieux écouté qu'il a gagné son « grand pari ».

Pierre Drouin, Le Monde

FAYARD

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

L'opposition critique le « dirigisme » du projet de loi sur l'agence du médicament

Les députés ont commencé, jeudi 3 octobre, l'examen du projet de loi relatif à l'agence du médicament et à la régulation des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie. Ce texte, présenté par MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a pour objectif de moderniser la politique du médicament et d'assurer la maîtrise des dépenses pharmaceutiques.

Tout le monde, d'un bout à l'autre de l'hémicycle, s'est accordé sur le diagnostic : l'industrie pharmaceutique française, quatrième branche industrielle du pays, est frappée de langueur et a besoin d'un remontant. Quatrième exportateur mondial, la France a vu sa position internationale s'éroder dans ce secteur depuis une vingtaine d'années, passant par exemple du deuxième au septième rang en matière d'innovation. Mais surtout les dépenses de santé ont dangereusement dérapé : les Français détiennent le titre de champion européen de la consommation pharmaceutique, avec pour résultat 17 000 hospitalisations pour cause d'excès ou de mauvais usage de médicaments. C'est ce que M. Strauss-Kahn a appelé un « bilan en demi-teinte, à la fois pessimiste et décevant ».

Ce projet de loi avait précisément pour objet de redynamiser cette industrie en introduisant plus de souplesse là où les règlements finissaient par produire des effets per-

vers, notamment en matière de fixation des prix, à propos desquels M. Bianco a indiqué que le texte substituait « une logique contractuelle » à une « logique administrative ». L'opposition avait initialement applaudi à une telle inspiration libérale. Mais le texte, tel qu'il a été présenté, jeudi 3 octobre, à la discussion générale, n'a guère trouvé grâce à ses yeux, au point de motiver le dépôt d'une question préalable (signifiant qu'il n'y a pas lieu à débattre) puis une demande de renvoi en commission, toutes deux rejetées par l'Assemblée.

Un feu d'artifice de réquisitoires

Les députés de l'UDF, du RPR et de l'UDC n'ont pas vraiment contesté la création de cette fameuse agence du médicament, qui donne son titre au projet de loi et dont l'une des missions sera de contrôler techniquement la mise sur le marché des nouveaux produits. Ils ont surtout concentré leur tir

sur certains mécanismes de contrôle, telle la fixation par un comité interministériel (santé, Sécurité sociale, économie et finances) d'un objectif d'évolution des dépenses de médicaments prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie. Ils n'ont pas davantage apprécié le plafonnement des dépenses de promotion des laboratoires que le gouvernement juge excessives par rapport à l'effort de recherche (18 % contre 12,5 % du chiffre d'affaires). Sur ces deux dispositions, tout dépeçage du seul est, aux termes du projet de loi, sanctionné par des pénalités.

Les députés d'opposition trouveront là de quoi tenter au gouvernement un procès en dirigisme. Ce fut un feu d'artifice de réquisitoires. M. Jean-Luc Pirel (UDF, Vendée) : « Nous découvrons avec stupeur qu'en passant des intentions aux actes, vous avez laissé au bord du chemin des propositions intéressantes pour nous proposer, en réalité, un texte dirigiste et drastique ». Mme Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-

Loire) : « Le Gaspian s'effondre à l'est pour mieux refluer chez nous ». M. Gilbert Gantier (UDF, Paris) : « Vous instaurer une mise sous tutelle encore plus sévère que dans le régime actuel, c'est du dirigisme de type soviétique ». On se serait cru, l'espace d'une soirée, aux heures chaudes de 1981-1982. À l'autre bout de l'hémicycle, bien sûr, M. Mugette Jacquinet (PC, Seine-Saint-Denis) était de l'avis contraire puisque, selon elle, la politique du gouvernement « laissera les mains libres aux grands groupes » et « aggravera les inégalités face au droit à la santé ».

La mise en place annoncée par le gouvernement d'un « comité du médicament », pièce centrale du nouveau dispositif, a également suscité bien des interrogations chez les députés, y compris chez les socialistes, qui se sont étonnés, par la voix du rapporteur du projet, M. Bernard Charles (apparenté PS, Lot), de ne pas voir inscrite cette instance dans le texte. M. Bianco a dû expliquer que le Conseil d'État avait jugé qu'il s'agissait d'une disposition de nature réglementaire, donc non habilitée à figurer dans la loi, mais que le gouvernement restait ouvert à toutes les suggestions.

Ce « comité du médicament », appelé à être l'interlocuteur unique du côté de l'administration, qui négociera avec les laboratoires la répartition de l'enveloppe globale des dépenses remboursables, a en tout cas rendu sceptique M. Bernard Deltre (RPR, Indre-et-Loire). « Rien ne laisse entrevoir, a-t-il noté, que ce comité disposera des garanties nécessaires à l'indépendance », avant de lancer, à l'adresse du gouvernement : « Vous allez créer un nouveau CSA ». Décidément, les débats fournissaient de références à d'autres épopées parlementaires, comme si les députés, subitement, étaient pris d'une lancinante nostalgie.

FRÉDÉRIC BOBIN

Un colloque au Sénat

Les élus s'inquiètent des effets de la nouvelle loi sur le financement des partis

Sur l'initiative du Centre national des collectivités territoriales pour l'audiovisuel (CNCTA), un colloque a réuni, mercredi 2 octobre au Sénat, sous la présidence de M. Jacques Baumelet, député (RPR) des Hauts-de-Seine, des professionnels de la communication, des hommes politiques et des juristes, venus débattre des conséquences de la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales.

« J'organise des assises de la famille dans mon département le mois prochain. Est-ce que cela peut apparaître comme une opération de campagne électorale pour les futures cantonales ? », « Est-ce que les cartes de vote envoyées par le conseil régional à Noël, avec la photo du président, sont susceptibles d'être comptabilisées dans les dépenses de campagne ? », « Ai-je le droit d'inaugurer pendant les trois mois qui précèdent le jour des élections ? ».

Ils sont ignorants, ils sont surtout terriblement inquiétés à l'idée que leur élection pourrait être invalidée en raison d'une méconnaissance ou d'une transgression de la loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales du 15 janvier 1990. Aussi assiste-t-on depuis quelques mois à une multiplication

des colloques et des rencontres au cours desquels professionnels du droit et hommes de communication tentent d'apporter des réponses aux questions inquiètes des hommes politiques. Le salon organisé la semaine dernière à Valenciennes, sur la communication des collectivités locales, le CAPCOM, avait notamment consacré une table ronde à ce sujet (le Monde des 3-9 et 25 septembre).

Le retour de la politique des tréteaux

Au cours des débats, mercredi au Sénat, les participants pour la plupart des responsables de collectivités locales, n'ont pas hésité à entrer dans les détails, allant même jusqu'à interroger les orateurs — parmi lesquels MM. Thierry Saussez, responsable de très nombreuses campagnes au RPR, René Vacquier, président de la commission nationale de contrôle des comptes de campagne et des financements politiques, Pierre Zémor, conseiller d'État, Jean-Marc Varaut, avocat, ou encore Jean-Pierre Thomas, trésorier du Parti républicain — sur le nombre de portraits de leur président qu'ils pouvaient décerner publiquement dans la revue du conseil général ou régional.

Mais le plus intéressant fut peut-être les conclusions qu'on tira de la loi des hommes politiques aussi professionnels et solidement implantés que MM. André Santini, député (UDF), maire d'Issy-les-Moulineaux, ou Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, président du conseil général des Hauts-de-Seine.

Fidèle à lui-même, M. Santini a choisi le ton de la dérision et de l'ironie, pour constater que sa « méthode », politique, faite de pot-de-vin et d'inaugurations en série, le mettait à l'abri des inquiétudes. « Je n'ai pas écouté les professionnels de la communication qui me disaient que j'étais regardé lorsque je mettais ma photo dans chaque page de mon journal, ou lorsque j'inaugurais une ville par l'inauguration de trois pavés ou d'un morceau d'arbre. Avec cette nouvelle loi, je pourrais continuer sans être suspecté de faire campagne électorale puisque c'est habituel ».

M. Vacquier avait en effet évoqué auparavant la jurisprudence, créée par les premières élections partielles, selon laquelle la commission de contrôle s'attachait à distinguer, pour évaluer les dépenses de campagne, ce qui relevait de la communication habituelle du conseil général, du maire ou du député, de ce qui présentait un caractère exceptionnellement directement lié au contexte électoral. Finalement, observait M. Santini, cette loi marque « le retour de la politique des tréteaux, des militants et du contact. Moi, ça me va très bien ! », lançait-il. M. Pasqua, venu écouter les travaux du colloque, observait en écho que le texte du 15 janvier 1990 atteint, selon lui, le but inverse de celui qu'il souhaitait, en favorisant les hommes politiques sortants au détriment des « nouveaux talents, moins connus ». « Bon, alors on fait comme avant », constatait simplement M. Lucien Neuwirth, sénateur RPR de la Loire.

PASCALE ROBERT-DIARD

Grogne au groupe RPR

La colère de M. Delalande

M. Jean-Pierre Delalande, député du Val-d'Oise, avait beaucoup étonné les parlementaires du RPR en s'en prenant avec une vigueur inattendue, le 19 septembre dernier, au « verrouillage » de son parti par M. Chirac et de son groupe parlementaire par M. Bernard Pons (le Monde 20 septembre). Coup de sang isolé d'un élu injustement brimé ou signe avant-coureur d'une vaste révolte des députés de la « base » ?

Le sage M. Delalande se défend d'être un impulsif ou un bouffon. Il ne se présente pas comme le porte-étendard de bataillons contestataires prêts à sortir des tranchées. Il avait simplement, explique-t-il, « envie de dire : assez, sinon on va dans le mur ». Il constate que « les socialistes s'effondrent, que Le Pen progresse et que nous, nous ne retrouvons pas de crédibilité ». Il s'est donc interrogé sur cette carence.

Maire de Deuil-la-Barre depuis 1989, élu député contre un socialiste en 1986 après l'avoir été contre un communiste en 1978, il rappelle qu'il est entré à l'UDR en 1968 parce que de Gaulle « transcendait les clivages sociaux ». Aujourd'hui, il se demande à quoi il sert. Cet homme de quarante-six ans, qui fut cadre au Crédit lyonnais puis à la direction du groupe Bayard Presse, veut qu'« on écoute davantage les gens au lieu de les faire taire ». Or les « gens » pour lui, ce sont les citoyens, et ceux qui se trouvent à leur contact direct, c'est-à-dire les « élus du terrain ». Le procès qu'il fait à son parti comme aux autres est d'être organisés « comme des machines au service d'un présidentiable ». Le « présidentiable ordinaire », voilà sa bête noire. Il affirme qu'il ne vise pas M. Chirac. « Ce n'est pas le problème », dit-il, mais « sa stature de candidat à l'Elysée l'entraîne dans la surenchère pour flatter l'électorat ». Tout comme le font d'ailleurs, selon lui, M. Giscard d'Estaing ou M. Léotard.

Ce qui fait souffrir surtout M. Delalande, c'est que les projecteurs des médias braqués sur ces leaders réduisent le débat au profit de ceux qui occupent la parole et laissent dans l'ombre ceux qui connaissent vraiment les problèmes ». M. Delalande est pourtant un parlementaire assidu et actif. Il a déposé des propositions de loi sur la participation des salariés au capital des entreprises, sur la publicité de la fortune des hommes politiques (dès 1979), et en 1986 sur le financement des partis et les dépenses de campagnes électorales. Or tout cela n'a servi à rien. Il se souvient que lorsque

M. Pasqua a élaboré la loi sur le financement des partis, en 1988, il n'a même pas été consulté. Les grands choix énoncés publiquement par les présidents, assure-t-il, n'ont jamais été discutés au préalable dans les instances du parti avec « les élus qui connaissent les dossiers ». Son verdict est sévère : « Les dirigeants des partis contribuent à l'abaissement de l'aspiration civique et à la dévalorisation des mouvements politiques ».

Le souvenir de « Spartacus »

Mais M. Delalande veut réagir. D'abord en se faisant entendre. Tout en affirmant que beaucoup de députés pensent comme lui, il reconnaît que bien peu l'ont suivi au sein de son groupe. Seul M. René André (Manche) a dit sa colère alors que M. Dovedjian (Haute-de-Seine) employait des termes plus mesurés. Va-t-il créer un « courant » ? La mode en est passée et lui-même qui fut « rénovateur » auprès de M. Séguin l'avait quitté lorsque celui-ci s'était allié avec M. Pasqua. Il s'était alors rapproché... de MM. Chirac et Juppé. Il est cependant convaincu que son « inquiétude », qu'il refuse de qualifier de « révolte », est assez largement partagée.

M. Delalande ne désespère pas. Il cherche des solutions « pour répondre à l'attente de l'opinion, pour organiser différemment le débat public ». Il propose un « moratoire des primaires » afin que les candidats à l'Elysée ne soient désignés que six mois avant le scrutin et qu'ils ne soient pas choisis parmi les chefs de parti. Il voudrait une organisation des mouvements politiques en groupes de travail consacrés à des problèmes précis. Il souhaite un régime véritablement présidentiel et un Parlement dont les grandes vedettes seraient « les députés qui travaillent et connaissent bien les problèmes ».

Ce n'est pas la première fois que des « députés de base » manifestent leur impatience. Ils avaient même trouvé dans les années 70 un porte-drapeau en la personne de M. Hector Roland, tricolore député RPR de l'Alier, qui, se baptisant « Spartacus », prônait une nouvelle révolte des esclaves. Celui-ci vient justement d'annoncer qu'il se retire de la scène politique. Il y a deux ans il avait l'intention d'être candidat aux élections régionales. N'y aurait-il rien de nouveau sous le soleil de la République ?

ANDRÉ PASSERON

La réforme du code pénal

La majorité sénatoriale ne parvient pas à rétablir le délit d'atteinte homosexuelle sur un mineur

La majorité sénatoriale a adopté en seconde lecture, dans la nuit du jeudi 3 à vendredi 4 octobre, le livre II du code pénal, relatif aux atteintes contre les personnes. Les groupes communiste et socialiste ont voté « contre ». Contrairement ce qui s'était passé en première lecture, une majorité de sénateurs s'est opposée au rétablissement du délit d'atteinte homosexuelle sur un mineur, réforme souhaitée par la commission des lois.

La majorité sénatoriale a confirmé, globalement, les positions qu'elle avait exprimées lors du premier examen du texte, en mai dernier, que ce soit à propos du niveau des peines (le Sénat est revenu, chaque fois que ce niveau avait été abaissé, à celui qu'il avait établi en première lecture), de propos de l'application obligatoire de la période de sûreté et pour le dispositif relatif à l'interdiction du territoire comme sanction obligatoire des infractions les plus graves.

La droite sénatoriale, qui n'était pas parvenue, en première lecture, à s'entendre sur la déqualification de l'interruption volontaire de

grossesse pratiquée par la femme sur elle-même, a su mettre à profit la navette avec l'Assemblée nationale pour mettre au point un dispositif plus symbolique, notamment à propos du régime des peines, qui a été adopté sans difficulté.

Il prévoit des peines de six mois de prison et 20 000 francs d'amende. Le sursis sera de droit, sauf en cas de récidive dans un délai de cinq ans, et les débats auront lieu à huis clos. La disposition rétablissant le délit d'atteinte homosexuelle sur un mineur, en revanche, n'a pas eu le même succès. Adopté en première lecture contre l'avis du gouvernement, des sénateurs de gauche et des associations d'homosexuels, cet amendement, présenté de nouveau, a cette fois-ci, fait les frais de l'abstention relative de la droite dans l'hémicycle.

Il a été repoussé au cours d'un vote à main levée, le coup de grâce étant porté par M. Jacques Sourdis (RPR, Ardennes), qui a voté « contre » avec quatre socialistes et un communiste. Le livre II doit revenir à l'Assemblée nationale, pour une seconde lecture, après l'examen du projet de loi de finances pour 1992 qui doit commencer le 15 octobre.

GILLES PARIS

M. Hontebeyrie est nommé secrétaire général de l'Assemblée nationale

Le bureau de l'Assemblée nationale réuni le 3 octobre a nommé M. Pierre Hontebeyrie secrétaire général de l'Assemblée nationale et de la présidence, en remplacement de M. Michel Ameller. Il sera lui-même remplacé au poste de directeur général des services législatifs à partir de janvier 1992 par M. François Monet, actuel directeur du service de la bibliothèque.

Le bureau a également approuvé les principes généraux de la réforme du corps des administrateurs de l'Assemblée nationale (le Monde du 3 octobre), dont l'adoption définitive a été renvoyée à une réunion ultérieure du bureau. L'association des administrateurs et les cinq syndicats de personnels s'étaient en effet opposés « avec vigueur » au projet de transformer l'emploi de directeur du secrétariat général de la question en celui de « directeur général », prévoyant notamment le maintien en fonction de son titulaire jusqu'à soixante-sept ans. Ils avaient dénoncé par lettre cette « disposition au déclinisme ».

[Né en avril 1937, M. Hontebeyrie, est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Nommé en 1962 administrateur des services de l'Assemblée nationale, il fut successivement affecté au service des communications, à celui de l'information, à celui des études et de la documentation. Chef du secrétariat de la commission des finances, il fut ensuite conseiller au service de la science, puis directeur de ce service, avant de devenir, en 1989, directeur général des services législatifs.]

Parution du nouveau « Trombinoscope ». — Le « Trombinoscope du Parlement » dont le directeur est M. Félix Colin, vient de publier ses nouvelles éditions. En effet, à l'occasion de son dixième anniversaire, cet annuaire des dirigeants politiques se présente en deux volumes. L'un consacré aux institutions nationales, l'autre aux collectivités territoriales. Chaque tome comporte une brève biographie des personnalités citées, accompagnée de leur photo.

Édité par la Gazette du Parlement, 236 bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tome 1, 400 F, tome 2, 300 F.

Demain notre supplément
Le Monde RADIO TÉLÉVISION

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
DEPARTEMENT DES SCIENCES HUMAINES
EXAMENS D'UNIVERSITÉ
• DROIT
• SCIENCES ÉCO.
1^{re} et 2^{es} années
TOUTES ÉPREUVES
Enseignements annuels
de soutien aux universités
cours du soir
SUCCÈS CONFIRMÉS
45 55 59 35 42 24 10 72
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

Michel MULLER
DAUMESNIL
FOURRURE - CRÉATION
Diffusion
J.-L. SCHERRER - GUY LAROCHE
C. DIOR
Atelier rénovation - transformation
160, avenue Daumesnil - 75012 PARIS
M^{me} Daumesnil - ☎ 43-43-11-98

POLITIQUE

Les discussions au PS

Le débat sur les alliances pourrait compliquer la préparation du « projet » socialiste

Le bureau exécutif du Parti socialiste, n'ayant pu examiner, lors de sa réunion hebdomadaire du mercredi, le texte du « projet » préparé par M. Michel Charzat (le Monde du 4 octobre), s'est attelé à cette tâche jeudi 3 octobre en fin de matinée. Bien qu'il n'ait pu parvenir à un accord sur l'ensemble du texte, les dirigeants socialistes ont décidé de transmettre celui-ci aux membres du comité directeur, qui doivent en débattre et l'approuver le 12 octobre prochain, avant qu'il ne soit mis en discussion dans les sections du parti en vue du congrès extraordinaire de décembre prochain.

« Nous sommes d'accord à 98 % », a indiqué M. Charzat après la réunion, en précisant qu'il subsistait « des petits problèmes de formulation » sur certains points, comme les prévisions obligatoires ou les médias. Sur ce dernier sujet, le texte initial de M. Charzat, critiquant un « ton de persiflage permanent » et demandant la définition d'une « déontologie des professions du quatrième pouvoir », ne fait pas l'unanimité des responsables socialistes. La

manière dont sont traitées les questions de l'évolution des prévisions obligatoires et de l'avenir de la sécurité sociale soulève, elle aussi, des critiques. Des désaccords subsistent également sur la politique économique et sur les rapports entre les pays de l'Est et la CEE.

M. Poperen écrit à M. Delebarre

Le bureau exécutif reviendra donc sur ce texte lors de sa prochaine réunion, le 9 octobre. Il devra confirmer alors, notamment, les « options » offertes au choix des militants sur les institutions (une évolution vers un régime présidentiel étant préconisée par M. Lionel Jospin), les prestations sociales (maintien de la parité ou évolution vers des niveaux différenciés en fonction du revenu), la défense européenne (proposée par M. Gérard Fuchs) et la décentralisation (priorité donnée à la région ou au département). D'autres questions pourraient être laissées ouvertes, les rattachés, notamment, envisageant de défendre des positions spécifiques sur plusieurs d'entre elles.

Le débat « stratégique » sur les alliances, dont M. Mauroy a répété, jeudi, que le congrès extraordinaire devra se saisir, prend un tour nouveau après les proposi-

tions du premier secrétaire sur le mode de scrutin législatif et pourrait interférer dans la discussion sur le « projet ». M. Mauroy s'est élevé, jeudi, contre l'idée d'une dissolution du PS dans une « nébuleuse », mais certains dirigeants du PS estiment que toute proportionnalisation du mode de scrutin, telle qu'envisagée par le maire de Lille, ne peut que favoriser cette dissolution.

Le ministre des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, a adressé à M. Michel Delebarre, ministre de la ville, à la suite du « point de vue » de ce dernier publié dans le Monde du 2 octobre, une lettre dans laquelle il propose que le comité directeur prenne l'initiative d'une « confrontation sur le projet socialiste », après son adoption au congrès de décembre, « avec toutes celles et tous ceux qui souhaitent participer à ce mouvement et à ce débat », selon les termes qu'avait employés M. Delebarre dans son article. « A toutes ces forces aujourd'hui dispersées, souvent désorientées, ouvrons la perspective d'une grande structure de rassemblement, souple, qui puisse réunir toutes les énergies de la gauche au sens le plus large, comprise comme le parti du mouvement », écrit M. Poperen, dont le courant avait recueilli 11 % des mandats au congrès de Rennes et qui propose à M. Delebarre une « concertation » à ce sujet.

P. J.

Les propositions pour une réforme du mode de scrutin

M. Juppé n'a pas l'intention de se rendre à l'invitation de M. Mauroy

En réponse à M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, qui avait proposé aux dirigeants des autres formations politiques de se réunir pour débattre d'une réforme du mode de scrutin, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a déclaré lors de son point de presse du jeudi 3 octobre : « Je n'ai pas l'intention de me rendre à cette invitation pour aller à M. Mauroy à réfléchir à la meilleure manière de sauver les meubles du Parti socialiste à l'approche des élections législatives. Il ne faut pas mélanger les responsabilités. Ce n'est pas aux partis politiques de concevoir des réformes électorales. C'est au gouvernement à prendre ses responsabilités et à ce qu'il échoue, à organiser les consultations nécessaires. »

Le même jour, M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, auquel on demandait, au cours du « Grand O » de Ouf-FM-la Croix, s'il était prêt à participer à la consultation souhaitée par M. Mauroy, a répondu : « Pourquoi pas ? Si la proposition de M. Mauroy est discutée des prochains scrutins de 1992 et 1993, pourquoi ne pas en discuter ? Nous avons d'ailleurs un certain nombre de propositions à faire. M. Sarkozy s'est dit favorable, pour sa part, à « un mode de scrutin à l'allemande ». « On garderait un scrutin

à la majorité, a-t-il expliqué. Chaque Français, avec sa première voix, voterait pour son député, et on donnerait une deuxième voix à chaque électeur pour élire par exemple une centaine de députés sur une liste proportionnelle nationale de manière à ce que chacun puisse voter pour son courant politique. »

M. Juppé a évoqué la préparation du prochain congrès du RPR qui se tiendra à Paris les 26 et 27 octobre. Trois thèmes y seront abordés : la réforme de l'Etat, la vie quotidienne des Français et le rayonnement de la France en Europe et dans le monde. A cette occasion, pourrait être changé le « logo » du RPR, après consultation des militants. Ceux-ci ont reçu une lettre du président du mouvement, M. Chirac, leur proposant le choix entre le maintien du logo actuel (un bonnet phrygien frappé d'une croix de Lorraine) et deux autres solutions tournant autour du thème du drapeau tricolore et de la croix de Lorraine. Toutefois, la dénomination du mouvement ne sera pas modifiée alors qu'il avait été envisagé de l'appeler simplement « le Rassemblement ».

A. P.

A Strasbourg

M. Mitterrand participera à la célébration du bicentenaire de l'émancipation des juifs

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et la ville de Strasbourg organisent, le 6 octobre, à l'occasion du bicentenaire de l'émancipation des juifs de France, le 27 septembre 1791 (1), un colloque présidé par M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel.

La veille au soir, un « banquet républicain » est prévu au restaurant du Parlement européen, banquet auquel doit participer M. François Mitterrand. Plusieurs membres du gouvernement ont annoncé leur présence, de même que M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat,

M. Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, l'évêque de Strasbourg et le recteur de la mosquée de Paris.

Le colloque lui-même, qui sera conclu par un discours de M. Badinter sur « Les juifs et la République », accueillera, aussi, plusieurs ministres, dont MM. Henri Nallet, Michel Sapin, Dominique Strauss-Kahn, Jean Poperen et M. Elisabeth Guigou. M. François Léotard a fait savoir qu'il s'y rendra, de même que M. Valéry Giscard d'Estaing.

(1) Voir la page « dates » du Monde daté 29-30 septembre dernier.

Le maire de Sevrain se démet de ses fonctions au PCF. — M. Bernard Vergnaud, maire communiste de Sevrain, conseiller général de Seine-Saint-Denis, a décidé de se démettre de ses fonctions qu'il exerçait jusqu'à présent au sein du PCF, sans renoncer, toutefois, à son appartenance au parti. Dans une lettre en date du 1^{er} octobre adressée à sa section, M. Vergnaud écrit notamment : « L'idée communiste est en danger. Il faut la penser, et la refonder. Il faut discuter, discuter. Entre communistes et

avec les non-communistes. On exclut ces questions et l'on n'en tend pas ceux qui les posent. Parce que je ne peux plus, dans les instances du PCF, et d'abord la section, penser et être écouté, discuter avec des camarades qui aient la possibilité de penser et d'être écoutés, je démissionne de mes responsabilités politiques dans le PCF. » M. Vergnaud dirigeait, à Sevrain, le comité de ville du PCF, regroupant les différentes sections, et il était membre du comité directeur de l'Association nationale des élus communistes.

Avant le congrès d'Angoulême

M. Arthuis s'inquiète d'une logique « d'inspiration stalinienne » dans la conduite du CDS

A une semaine de leur congrès d'Angoulême, les dirigeants du CDS ont quelques soucis à se faire. Leur arrangement particulier du 19 septembre dernier — prévoyant le prolongement de M. Pierre Méhaignerie à son poste de président, la création d'un fauteuil de « président exécutif » pour contenter M. Dominique Baudis et l'attribution du siège de secrétaire général à M. Bernard Bosson, — passe apparemment mal auprès des militants.

Avec un style qui lui est propre, M. Jean Arthuis, le turbulent sénateur de la Mayenne, vient d'oser dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas, en dénonçant « cette logique de fonctionnement d'inspiration stalinienne » proche, selon lui, « du centralisme démocratique ». « L'appareil, confiait-il, que les responsables de notre mouvement ont d'autres ambitions que d'être à trois dans un couffin. Ou bien le CDS retrouve une âme ou bien il se retrouve dans l'état de l'empire soviétique à la veille du râteau de fer et il n'y aura plus qu'à tirer l'échelle. » Ainsi dûment chapitrés, les responsa-

bles du CDS ont multiplié à nouveau, mercredi 2 octobre, les conciliabules pour tenter de désamorcer cette fronde.

Dans la soirée, le bureau politique du mouvement, se souvenant que le parti avait des statuts à respecter, a décidé que la création du poste de président exécutif serait d'abord l'objet d'une motion soumise au vote des congressistes d'Angoulême et que, dans l'hypothèse d'un vote positif, les candidatures seraient ouvertes. La direction du CDS a également renoncé à proposer un vote global sur le « ticket » Méhaignerie-Bosson. Les votes, conformément aux statuts, auront lieu séparément.

Enfin, le projet, cher à M. Baudis, de substituer au bureau politique un comité exécutif qui réunirait une fois par semaine les responsables des principaux organes du mouvement, a été purement et simplement abandonné. Malgré ces aménagements de dernière minute, il n'est pas dit que M. Arthuis, déjà candidat au poste de secrétaire général et convaincu de refléter le malaise de la base, ne sera pas irrité.

DANIEL CARTON

En Charente

Les habitants de Benest ignoraient que leur maire « apolitique » militait au Front national...

ANGOULÊME

de notre correspondant

La fièvre s'est emparée de Benest, une commune de quatre cent trente-sept âmes, nichée en Charente limousine. Le maire et ses trois adjoints se sont démis de leurs fonctions. Tout le monde est sur ses gardes. L'affaire a éclaté au début de l'été...

Au soir du 19 juin, en regardant le journal télévisé, certains habitants du bourg reconnaissent, avec stupeur, leur maire « apolitique » sur le petit écran : M. Jean-François Galvaire, ceint de son écharpe tricolore, apparaît au côté de M. Jean-Marie Le Pen qui vient de braver l'interdiction prononcée contre une manifestation du Front national à Paris (le Monde du 21 juin).

A Benest, on sait l'homme à droite. On le dit plutôt autoritaire. Sans plus. Avocat à Paris, il n'est pas souvent au village, où il possède une résidence secondaire. Mais le fait de le voir s'afficher avec le chef de file de l'extrême droite ne soulève pas l'enthousiasme dans cette commune rurale. Elu depuis 1983, officiellement « sans étiquette », M. Galvaire n'a pourtant pas fait mystère de ses opinions et de son amitié trentenaire avec M. Le Pen (1), mais on ignorait, ici,

qu'il est également président de l'association des Amis de Napoléon, dans la dernière livraison duquel il clame sa préférence pour les propositions « claires et courageuses » du Front national et sa nostalgie pour « le temps des colonies ».

Coup de théâtre

L'étonnement passé, les adversaires de M. Galvaire dénoncent une « tromperie » et une « malhonnêteté intellectuelle ». « On ne lui reproche pas d'être au Front national, affirme l'un d'eux, mais de ne pas nous l'avoir dit. Il n'avait pas à porter son écharpe de maire « apolitique » pour défilier avec Jean-Marie Le Pen. » « Plaisanterie », répond l'intéressé. Pendant huit ans de mandat, j'ai constamment respecté dans la commune un apolitisme absolu. »

En août, quatre des onze membres du conseil municipal, adversaires du maire, donnent leur démission. Une élection partielle est organisée les 22 et 29 septembre. Au premier tour, une seule liste de quatre noms, favorable à M. Galvaire, se présente. Les opposants veulent tester la résistance de Benest. Aucun des candidats ne recueille la majorité : la participation est

forte (78,5 %), mais plus de soixante-dix habitants, non candidats, obtiennent des suffrages. Au second tour, dimanche dernier, deux conseillers démissionnaires sont élus, haut la main, avec deux de leurs amis.

Coup de théâtre, mardi : la préfecture reçoit une lettre de démission de M. Galvaire, qui reste conseiller municipal. Ses trois adjoints font la même démarche. « Il en avait marre des propos injurieux », disent ses amis. « Mis en échec à l'élection partielle, il cherche un nouveau souffle, disent ses adversaires. A moins qu'il ne manigance un coup tordu ! » Aux élections régionales de mars prochain, il délaissera ses électeurs pour conduire la liste du Front national dans le département voisin de Charente-Maritime.

JEAN-PIERRE DUFRENNE

(1) M. Galvaire milite depuis longtemps à l'extrême droite. Participant, le 13 mai 1970, à un meeting parisien du mouvement néofasciste Ordre nouveau (devenu en 1973), dont il était l'un des fondateurs (le Monde du 15 mai 1970), il fut à l'origine, ensuite, du Parti des forces nouvelles, — il assurait qu'un jour il faudrait « faire des comptes et peut-être dresser des poteaux d'exécution ». Dans un entretien accordé, peu après, à l'hebdomadaire Minute, il faisait remonter son militantisme à la campagne poujadiste de M. Le Pen en 1956.

L'extrême droite et l'Europe

Deux députés du FN dénoncent l'emprise des « lobbies » sur la CEE

Plusieurs centaines de personnes ont participé, jeudi 3 octobre, à la réunion organisée à Paris par MM. Bernard Antony et Jean-Claude Martinez, députés européens du Front national, sur le thème : « Sortons de cette Europe-là ! » Afin de se faire parfaitement comprendre, les organisateurs avaient symbolisé cette « Europe-là » par un drapeau sur lequel les douze étoiles de la CEE étaient remplacées par une rose socialiste, une faucille et un marteau communistes, un dollar américain, les compas maçonniques, l'étoile de David et le croissant de l'Islam (le Monde du 2 octobre).

M. Antony, membre du bureau politique du parti d'extrême droite, a longuement dénoncé l'emprise des « lobbies » sur le Parlement européen, indiquant que, dès son entrée dans cette Assemblée, il avait été « contacté » par le « lobby de l'amitié euro-israélienne », qui « se confond avec celui de l'Afrique du Sud », et, « immédiatement après, par le lobby arabe ». Il a assuré que « le lobby des franc-maçons affecte la vie de l'administration européenne » et que le premier ministre, M. Edith Cresson, est « un des hommes politiques à être des hommes de lobbies ».

Faisant implicitement allusion à M. Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine, qui avait participé, la veille, à une réunion de SOS-Racisme, M. Antony a déclaré : « Les Arméniens de France, qui jouent quelquefois les immigrés aujourd'hui, seraient bien quand même de se souvenir que ce sont les députés du Front national qui ont fait reconnaître le génocide [de 1915 en Turquie] » (1).

V. D.

(1) Le Parlement européen a adopté, le 13 juin 1978, un rapport sur la question arménienne, rapport présenté par un député belge du groupe Arc-en-ciel et soutenu, au nom du groupe socialiste, par M. Henri Saby (France).

Le Monde de l'Éducation

Octobre 1991

« AU TÉLÉPHONE SONNE »

FRANCE-INTER - Lundi 7 octobre 19 h 15

avec Catherine BEDARIDA

rédaetrice en chef du Monde de l'Éducation

ENQUÊTE

A QUI PROFITE L'ÉCOLE PRIVÉE

Plus d'un élève sur trois a recours à l'enseignement privé pendant sa scolarité. Ce choix est-il efficace ? Et pour qui ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde INITIATIVES

mardi daté mercredi

Le Monde de la Fonction Commerciale

SOCIÉTÉ

L'aménagement du territoire à l'horizon 2000

- « Croissance maîtrisée » de la région parisienne
- 30 000 emplois publics transférés en province

Le premier comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) depuis la nomination de M. Edith Cresson s'est réuni, jeudi 3 octobre, à Matignon. Il a adopté un ensemble de mesures proposées par M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, concernant l'avenir de l'Ile-de-France, appelée à une « croissance maîtrisée », la localisation d'activités publiques ou privées vers les autres régions, le programme « Université 2 000 » et la préparation des prochains contrats de plan.

« Chantier » ouvert par M. Rocard en juillet 1989, la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), qui dessinera les grands traits de l'Ile-de-France dans vingt-cinq ans a franchi une nouvelle étape. L'avant-projet, adopté jeudi 3 octobre par le comité interministériel d'aménagement du territoire, a été préparé, après deux ans de concertation, par MM. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, Paul Quilès, ministre de l'équipement, et Christian Sautter, préfet de la région Ile-de-France.

Parallèlement, le conseil régional et les huit départements — dont la Ville de Paris — qui composent la région ont élaboré chacun une charte. Si des divergences subsistent, sur les financements en particulier, nombre de souhaits exprimés, sur les transports et l'environnement par exemple, se retrouvent dans l'avant-projet du gouvernement, comme le choix de limiter à douze millions le chiffre de la population francilienne en l'an 2015, alors que l'évolution spontanée conduirait à dépasser treize millions.

L'option fondamentale qui est retenue est celle d'une « croissance maîtrisée de l'Ile-de-France », ce qui signifie que le développement de la région parisienne ne devra pas s'opérer au détriment de la province. « Maîtrisée ne veut pas dire entravée ni réduite », a précisé M. Delebarre. Orientée plutôt, pour « assurer un équilibre avec les autres régions » et « éviter une détérioration des conditions de vie quotidienne et de l'environnement ».

Cette attitude « volontariste » s'attachera à renforcer l'« attractivité » des autres régions et à décloisonner la province, des emplois tertiaires et des activités publiques. La lutte contre le chômage et l'apport nouveau de population active devraient se solder, au terme des vingt-cinq ans à venir, par la création de 750 000 emplois en Ile-de-France.

De même, pour endiguer l'afflux des étudiants des autres régions, un réseau associant les universités des neuf villes universitaires autour de l'Ile-de-France et les universités franciliennes sera mis en place. La recherche aussi sera rééquilibrée : l'Ile-de-France détient actuellement 52 % du potentiel national. Celui-ci devra descendre à 48 %. Pour cela, deux recrutements sur trois dans la recherche publique seront effectués hors de l'Ile-de-France, jusqu'en 2000.

Deuxième ligne directrice : la même attention devra être accordée à l'amélioration de la vie quotidienne et au développement des atouts économiques et culturels nécessaires à la compétition européenne. Cinq pôles d'excellence européenne seront promus : Paris, Roissy, Marne-la-Vallée, Saclay-Massy-Orly et la Défense. Les secteurs « désindustrialisés » (La Plaine-Saint-Denis, Seine amont et Seine aval, Mantes, Gennevilliers) seront stimulés. Les villes nouvelles seront dotées d'universités et les villes proches du Bassin parisien d'UT.

L'Ecole du patrimoine à Lille

En matière de transports, des choix précis sont faits. Une rocade complète de voies ferrées sera construite en première couronne, de banlieue à banlieue, au cours des deux ou trois prochains contrats de plan. Une liaison « performante » de transports en commun sera réalisée entre Roissy et Paris. Pour les routes, l'effort portera sur des rocades en moyenne couronne et entre villes de la grande couronne. La question épineuse de l'« autorité unique » qui coordonnerait et gèrerait les transports sur l'ensemble de la région est abordée par le préfet de région dans ses « vingt-cinq propositions » : M. Sautter suggère que l'Etat présente, avant le printemps 1992, des schémas « cohérents et imaginatifs de financement et d'organisation des transports aux principaux intéressés : usagers, employeurs et collectivités territoriales ».

Dans la ligne du précédent comité interministériel d'aménagement du territoire, le gouvernement a également approuvé le principe selon lequel 5 % au moins des effectifs sociaux de fonctionnaires en poste en Ile-de-France devraient, d'ici trois ans, être transférés en province. Tous les ministères devront déposer avant la fin de l'année des « plans de localisation », c'est-à-dire dresser la liste des services qui pour-

raient quitter la région parisienne sans nuire au fonctionnement des pouvoirs publics. La DATAR va engager des « expertises » avec chaque ministère à cet effet. En attendant que les ministères aient déposé leurs plans, le gouvernement a décidé de « galérer » toute demande de mètres carrés supplémentaires.

Les décisions les plus spectaculaires — pour lesquelles l'arbitrage de M. Cresson était attendu — concernent l'Ecole nationale du patrimoine que M. Jack Lang voulait voir s'installer à Paris, mais qui, dans une optique plus volontariste d'aménagement du territoire, sera implantée à Lille, « sous réserve d'une expertise complémentaire ».

L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger sera installée à Nantes, l'Agence du médicament à Lille et à Montpellier, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie à Angers, Valbonne et Cergy-Pontoise et l'Institut français de l'environnement à Orléans.

Outre ces organismes à créer, le gouvernement a décidé de décaler des moyens financiers (prélevés sur la taxe sur les bureaux d'Ile-de-France), soit quelque 170 millions de francs, pour engager effectivement, dès 1992, la décentralisation de près de 1 700 emplois publics. Il s'agira, entre autres, d'un laboratoire de recherche agricole à Angers, du service de la circulation des étrangers à Nantes, des phares et balises à Brest, du service technique de la

navigation aérienne à Toulouse, de l'Agence pour l'amélioration des conditions de travail à Lyon, ou d'un service du ministère de la Défense (640 emplois) déménageant de Saint-Cyr-Ecole à Creil (Oise).

Un effort sera entrepris pour inciter des grandes entreprises publiques à desservir leur concentration francilienne. Des contacts sont en cours avec l'UAP. Trente mille emplois publics au total devront quitter l'agglomération parisienne avant la fin du siècle pour des villes de province, grandes ou moyennes. Même les entreprises privées, les PME-PMI en particulier, seront encouragées à la mobilité et aidées. Une quarantaine d'entreprises et 3 000 emplois déménageront vers la province avant l'an prochain.

La préparation des futurs contrats de plan a enfin été examinée par les ministres réunis autour de M. Cresson. Le gouvernement souhaite que les conseils régionaux ne soient plus les interlocuteurs exclusifs de l'Etat, mais que le partenariat politique et financier s'élargisse au profit des grandes villes notamment. Il importera aussi de mieux sélectionner les secteurs sur lesquels l'Etat et les collectivités locales sont prêts à engager pour cinq ans une politique contractuelle. L'objectif est d'aboutir à la conclusion de ces contrats avant la fin de 1993.

F. Gr. et Ch. V.

Paris-en-France

par François Grosrichard et Charles Vidal

POUR la première réunion du comité interministériel d'aménagement du territoire, depuis qu'elle est à Matignon, M. Cresson innove. L'avenir de l'Ile-de-France sera défini en tenant compte des besoins de l'ensemble du pays. Pour que cette bonne intention ne reste pas un vœu pieux, le premier ministre tient à ce que l'Etat donne l'exemple. Aussi annonce-t-il des décentralisations administratives spectaculaires. Plus que ne l'avait montré M. Rocard, le maire de Châtelleraud sourit à la province.

A six mois des élections régionales et cantonales, cette attitude de bon sens n'en est pas moins guidée par des visées politiques évidentes. On pourrait d'abord relever ce qui ne peut pas être

une coïncidence : les villes choisies pour accueillir les services publics décentralisés ont une forte tendance à être dirigées par des maires socialistes ! Mais, surtout, M. Cresson répond aux exigences et aux échos du front national qui, au sein de la région-capitale, se rejoignent pour dénoncer à cor et à cri le « tout-béton » qu'entraînerait inévitablement à leurs yeux un développement intense et libéral de l'Ile-de-France. Son regard se tourne aussi vers la province, où la crainte d'un « impérialisme » économique et culturel parisien a paru gagner du terrain, aussi bien à droite qu'à gauche.

L'objectif affiché d'une « croissance maîtrisée » de l'Ile-de-France sera néanmoins difficile à atteindre. A preuve, la préparation de l'avant-projet de schéma, qui a donné lieu à des empoignades entre ministères. Comment, surtout, résoudre la contradiction entre la volonté de faire de l'Ile-de-France une région qui tienne son rang dans la compétition européenne — face aux grandes aires géo-économiques comme le croissant qui s'étend de Londres à Milan via Francfort — et le souci d'éviter que Paris et sa banlieue au sens large n'écrasent le reste du pays ?

La solution — la voie médiane — consiste à raisonner en termes de « grand bassin parisien », c'est-à-dire à ne pas se limiter à l'Ile-de-France stricte sensu. Le gouvernement semble l'avoir compris, le conseil régional aussi, même si la Ville de Paris reste encore sur la réserve. Depuis quelque temps les élus, nœuds d'affaires et décideurs franciliens de tous bords multiplient les contacts avec leurs homologues de Picardie, de Normandie, de Champagne-Ardenne ou du Centre.

Mais sur ce dossier, comme sur bien d'autres, l'obstacle principal reste l'évaluation du montant des financements, nécessaires et surtout la désignation des poches où il faudra puiser l'argent disponible.

La taxe sur les bureaux (2 milliards de francs) risque par exemple d'être affectée à des opérations à Marseille ou à Nantes alors que M. Rocard l'avait instituée pour améliorer le logement social en Ile-de-France. En tout état de cause, l'ampleur des sommes à mobiliser est telle (plus de 10 milliards par an pour les seuls transports) que l'Etat aura bien du mal à ne pas se défaire sur les finances régionales. Un beau thème de campagne électorale...

GÉRARD COURTOIS

EDUCATION

Une campagne de recrutement des professeurs

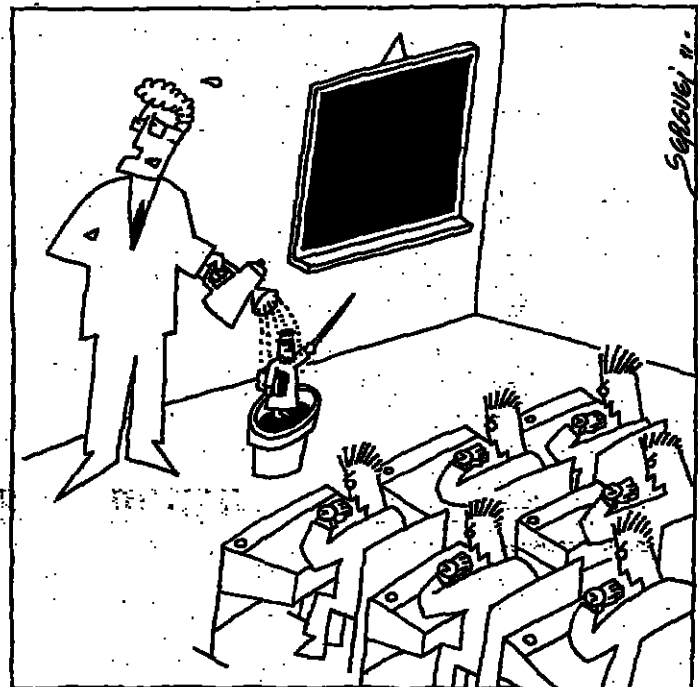
Le gouvernement ouvrira pour 1992 plus de 21 000 postes aux concours des CAPES et agrégations

En annonçant, jeudi 3 octobre, la création pour 1992, de 21 050 postes aux concours externes de recrutement d'enseignants, le ministère de l'éducation nationale espère attirer vers l'enseignement un nombre croissant d'étudiants. Cet effort reste pourtant en deçà de besoins considérables, notamment dans les disciplines scientifiques.

Cela commence à se savoir, l'éducation nationale recrute. Et les responsables du ministère affichent un optimisme mesuré : même si la crise persiste, ils enregistrent un frémissement encourageant (+ 8 %) du nombre des étudiants candidats à la dernière session des concours, CAPES et agrégation. Pour accélérer le mouvement, le ministère de l'éducation va lancer, pour la

Les responsables du ministère font aussi état d'une « nette amélioration » des taux de rendement des concours (rapport du nombre d'admis sur celui des postes offerts), particulièrement en mathématiques, sciences physiques, sciences économiques et sociales et lettres modernes. Ainsi, pour le CAPES, il est passé de 61 % en 1990 à 79,4 % en 1991. Mais il ne s'améliore pas dans les disciplines technologiques et professionnelles, où le vivier est très insuffisant. En génie électrique et en génie mécanique notamment, le nombre de postes offerts en 1991 dépassait à peine celui des candidats.

Cette politique de recrutement ne répond pas cependant à l'ampleur des besoins. Pour faire face aux départs en retraite et honorer l'objectif des « 80 % de jeunes au niveau du baccalauréat



troisième année consécutive, une campagne de promotion du métier d'enseignant.

Une brochure sera diffusée dans les universités afin de mieux faire connaître les différents concours, les chances de succès par discipline, les modalités de formation dans les nouveaux instituts de formation des maîtres (IUFM), ainsi que les salaires offerts et les possibilités d'évolution de carrière. Une « campagne d'image » sur le métier d'enseignant et sur les IUFM devrait suivre, à partir de janvier 1992.

Mais surtout le ministère va accentuer sensiblement, en 1992, son effort de création de postes aux concours externes du CAPES et de l'agrégation. Sous réserve de l'adoption du projet de loi de finances, il devrait passer, toutes disciplines confondues, de 16 500 à 21 050 postes (+ 29 % par rapport à 1991). Les futures certifiées de l'enseignement général et technique (CAPES et CAPET) seront les mieux servies, puisque le nombre de postes mis aux concours devrait augmenter de 40 % (de 11 500 à 16 200 postes).

En revanche, les concours internes, réservés aux enseignants déjà en poste, devraient être réduits à la baisse (-25 %) après une forte augmentation enregistrée entre 1990 et 1991. Le ministère prévoit ainsi de ne proposer que 11 420 postes aux concours internes.

Un meilleur rendement des concours

L'effort portant sur les disciplines déficitaires, l'augmentation du nombre de postes offerts aux CAPES avoisine ou dépasse 35 % en lettres modernes, anglais et mathématiques, et il atteint 54 % en philosophie. Le volume de postes offert en physique, en revanche, reste stable, à cause de l'insuffisance du vivier de candidats et malgré des besoins criants.

d'ici à l'an 2000 », le ministère lui-même avait établi, en 1988, qu'il faudrait recruter, en douze ans, près de 300 000 enseignants, dont 156 000 pour les collèges et les lycées. Un apport de sang neuf considérable pour lequel l'actuel vivier d'étudiants est trop maigre. Certes, le nombre des licences délivrées en 1991 a augmenté, grossissant d'autant le flot des candidats potentiels au métier d'enseignant. Mais le flux reste trop faible et l'alignement, à partir de la session 1992, du niveau de recrutement des instituteurs sur la licence (au lieu du seul DEUG) devrait inciter à la prudence.

Inévitable recours aux auxiliaires

Ainsi, en mathématiques, 2 427 licences ont été délivrées en 1990 et 3 000 diplômés sont attendus pour 1991. Mais ce flux est à peine supérieur à celui des 2 346 postes mis au concours du CAPES dans cette discipline. La situation est plus préoccupante encore en sciences physiques, où le nombre de postes offerts en 1991 (1 228) couvre tout juste le flux de licenciés (1 260). Pour la première fois, insiste-t-on rue de Grenelle, le nombre des nouveaux enseignants mis dans des classes à cette rentrée va dépasser d'un millier le nombre des départs en retraite. Et il le dépassera de 2 000 en 1992.

Mais, compte tenu des créations de postes rendues nécessaires par l'augmentation du nombre des élèves, il manque malgré tout 2 800 enseignants à cette rentrée, et le déficit prévu pour 1992 est de 1 500. Le ministère aura donc recours, cette année encore, aux maîtres auxiliaires, qui sont 39 500. La situation devrait s'aggraver dans les trois prochaines années et jusqu'à l'an 2000, avec la progression des départs en retraite des enseignants recrutés massivement au début des années 60.

CHRISTINE GARIN

Les schémas de développement universitaire sont approuvés dans une dizaine de régions

Aquitaine, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Bretagne, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Pays-de-la-Loire, Poitou-Charentes : telles sont les dix premières régions qui ont conclu leur schéma Universités 2 000. Approuvés par le comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) du jeudi 3 octobre, ces plans de développement universitaire associent l'Etat et l'ensemble des collectivités territoriales concernées (régions, départements et villes). Ils vont maintenant faire l'objet de conventions en bonne et due forme entre l'Etat et ses partenaires.

Pour chacune de ces dix régions — sur vingt-deux — le feu vert du CIAT met un terme à des mois de négociations complexes. Il s'agissait en effet pour l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements d'enseignement supérieur de fixer, pour la période 1991-1995, l'ensemble des opérations et des investissements qu'ils souhaitent réaliser, en déterminant les lieux d'implantation d'équipements universitaires nouveaux, la nature des filières de formation, un calendrier précis, ainsi que les enveloppes financières de tous les partenaires.

Les dix schémas régionaux

entrés par le CIAT confirment les grandes lignes fixées par le ministère de l'éducation nationale, le 7 mai, devant le conseil des ministres. Ainsi les trois universités nouvelles prévues à La Rochelle, sur le littoral Nord-Pas-de-Calais (siège Dunkerque) et en Artois (siège Arras) seront implantées « avant 1995 ». D'autre part, le pôle de développement universitaire de Lorient-Vannes, en Bretagne, pourra conduire à l'émergence d'une université à part entière d'ici à l'an 2 000. Il devrait en être de même pour les pôles de Valence et de Belfort-Montbéliard. Enfin, la volonté du gouvernement de concourir à l'aménagement du territoire en favorisant les villes moyennes et les formations de techniciens supérieurs se traduit par un fort développement, dans toutes les régions, des instituts universitaires de technologie.

L'Ile-de-France à la traîne

Lors du lancement du plan Universités 2 000, en mai 1990, le gouvernement s'était engagé à y consacrer, entre 1991 et 1995, 16,2 milliards de francs et espérait que les collectivités territoriales participeraient à hauteur de 6 à 7 milliards. Au fil des mois,

l'effort des partenaires de l'Etat s'est fortement accru. Ainsi, pour neuf des dix régions où les dossiers sont bouclés (le Nord excepté), l'Etat apportera 3,9 milliards sur des engagements globaux de 7,8 milliards de francs, soit la moitié seulement de l'ensemble des investissements. En Poitou-Charentes, la part des collectivités locales s'élève même à 60 % de l'enveloppe globale de 920 millions. Dans le Limousin, en revanche, l'Etat financera 63 % des 198 millions de francs d'investissements prévus.

C'est donc une étape importante qui vient d'être franchie. Reste cependant une douzaine de régions, dont les plus grosses au plan universitaire, qui ne sont pas encore parvenues à un accord. D'ici à la fin du mois d'octobre, un deuxième comité interministériel à l'aménagement du territoire devrait examiner une bonne partie de ces dossiers, et l'on espère, au ministère de l'éducation nationale, parvenir à un accord dans la plupart des cas. A quelques exceptions près, sans doute, comme la Picardie, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et surtout l'Ile-de-France qui rassemble 28 % des étudiants français et 50 % de la recherche au plan national.

GÉRARD COURTOIS

La suppression des « privilèges de juridiction »

A la cour d'assises de Paris

Six policiers en « association de malfaiteurs »

MAURICE PEYROT

... et transiens sanguine:

Sida et transfusions sanguines

Les deux associations réclament une indemnisation urgente par voie législative (le *Monde* date 15-16 septembre). « Le Gouvernement se refuse aujourd'hui au débat parlementaire, explique M. Graeve. Il craint bien sûr qu'à cette occasion l'opposition mette publiquement en cause certains principes de la République ». M. Daniel Colin, député (UDF) du Var demande « solennellement » dans une lettre ouverte à M. Bianco « l'ouverture d'une instruction judiciaire contre X. ».

Un responsable de l'association de défense des transfusés fondée par M. Henri Caillaud a été reçu, mardi 2 octobre, par M. François Mitterrand. Aucune information n'a été communiquée sur la suite de cet entretien. En juin dernier

La proposition du ministre des affaires sociales ne vise, semble-t-il, qu'à constituer un nouveau fonds de solidarité réunissant des sommes d'origines publique et privée, un fonds du type de celui créé en 1989 à l'initiative de M. Claude Evlin, alors ministre des affaires sociales. Or, l'association française des hémophiles tout comme l'Association des polytransfusés présidée par M. Jean Péron-Garvanoff refusent une telle solution. Soutenant les différentes actions en cours devant les juridictions administratives et pénales,

Après l'interdiction du somnifère en Grande-Bretagne

La France soumet le dossier de l'Halcion au comité européen des spécialités pharmaceutiques

dosage plus faible - « l'Halcion 0,125 mg - avait été mis sur le marché », le ministre avait rappelé à cette occasion que, « comme tous les benzodiazépines hypnotiques, il convient de commencer un traitement par le dosage unitaire le plus faible et de réserver les dosages supérieurs aux insomnies rebelles ». Dans l'attente de la décision que les autorités sanitaires seront amenées à prendre, il est recommandé aux personnes qui prennent de l'Halcion de continuer à le prendre strictement selon les posologies prescrites par leur médecin, ainsi que la durée de traitement. F. N.

SCIENCES

Dans un communiqué publié jeudi 3 octobre, le ministre de la santé rappelle que les effets indésirables réversibles provoqués par l'halcion ont été constatés chez des personnes âgées, atteintes de pertes de mémoire et des troubles du comportement, avaient déjà fait l'objet d'un examen attesté par la commission nationale de pharmacovigilance en 1987. Il avait été alors conclu que l'halcion n'avait pas semblé dépendre d'une sensibilité individuelle, de la tension psychoaffective du moment mais aussi de la dose d'halcion.

A la suite de cette étude, le ministre de la santé avait retiré l'autorisation d'usage de l'halcion à 0,50 mg. Parallèlement, la commercialisation de l'halcion 0,25 mg avait été poursuivie et un

SCIENCES

□ L'Italie dispute l'homme du glacier de Similaun à l'Autriche. — Les autorités italiennes ont demandé à l'Autriche, le 3 octobre, de leur restituer le corps momifié retrouvé le mois dernier (le *Monde* du 26 septembre) émergent du glacier de Similaun. Certains pensent que du début de l'âge du bronze (vers 2 000 avant notre ère). Des experts italiens sont allés le 2 octobre sur le site de la découverte et en ont conclu que celui-ci est sur le territoire italien : « C'est notre droit de demander la restitution de ce corps humain », a déclaré le directeur de l'école scientifique. Nous le laisserons donc à Innsbruck pour que tous les essais y soient effectués, car cela concerne l'humanité entière. »

On y prend goût

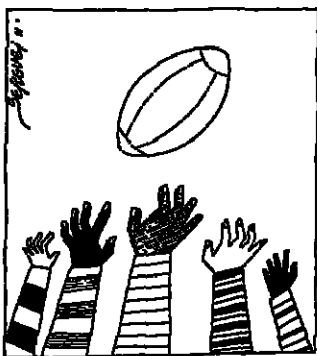
NOUVELLES FRONTIÈRES

bouddha
bariolé, ou Bouddha doré,
comment éviter sa sérénité ?
la légende,
les offrandes,
sont partout !
alors j'ai goûté cette paix
et j'ai trouvé le secret
du sourire thaïlandais.

BANGKOK 3 890 F

**VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES
TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64**

100% sans tabac et alcool



L'équipe de Nouvelle-Zélande a battu celle d'Angleterre 18-12 lors du match d'ouverture de la deuxième Coupe du monde de rugby, jeudi 3 octobre à Twickenham. Les All Blacks, tenants de la coupe, se sont imposés pendant un match tarte, par un essai de Michael Jones, meilleur joueur sur le terrain, quatre pénalités et une transformation de Grant Fox. Les Anglais, décevants, menaient 12 à 9 à la mi-temps, grâce à trois buts de pénalités de Jonathan Webb et un drop de Rob Andrew; ils ont cédé en deuxième période face à la pression néo-zélandaise. Logiquement, le 19 octobre au Parc des Princes, les All Blacks devraient être opposés en quarts de finale à l'équipe de France. Pour le compte de la poule IV (comprisant en outre le Canada et les Fidji), les Français rencontreront, le vendredi 4 octobre, le Quinze de Roumanie à Béziers.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Blancs contre noirs. Hémisphère nord contre hémisphère sud. L'heure était au manichéisme jeudi 3 octobre à Twickenham. Dans un sport si avare en chocs au sommet, les champions du monde en titre ne rencontrent pas tous les jours les champions d'Europe officiels - les Anglais ont réalisé le Grand Chelem lors du dernier Tournoi des cinq nations.

Serge Blanco héros furtif

Suite de la première page

Sur les pelouses comme en coulisse, ce goût de l'intrigue ne l'a jamais quitté.

L'attend-on joueur de football, dans son quartier de Saint-Martin, à Biarritz? A dix-sept ans, il porte le maillot rouge et blanc du club de rugby, le Biarritz olympique (BO). Sa mère espère-elle qu'il poursuivra ses études? Il quitte le collège pour passer un CAP de tourneur-fraiseur: «Je voulais gagner de l'argent, entrer dans la vie active». Ses entraîneurs le révoquent-ils pour ses études? Le gamin, attachant et farceur, n'apprécie jamais l'entraînement physique, mais prolongera souvent les «trois heures mi-temps». «Un vrai travailleur», sourit M. Georges Darrieu, le président du club. De cette jeunesse tumultueuse, Serge Blanco a gardé un goût pour la fête et un amour immodéré du jeu de rugby.

Ni Noir, ni Blanc, ni mérité

Ce sport, dit-il, ne l'a «jamais déçu». Tour à tour passe-temps enivrant et outil d'une promotion personnelle en zigzag. De 1978 à 1983, il pointe à 7 h 44 à l'usine Dassault d'Anglet, œuvre pour des Mirage 2000 ou des Jaguar, et quitte son poste d'ajusteur à

16 h 15: «Les gens étaient adorables, mais je demandais des congés sans solde pour partir en tournée». En 1983, il abandonne son bleu de travail, devient responsable des relations publiques chez Pernod, s'initie à l'art du sourire et de la poignée de main, prend aussi du ventre: «J'ai découvert un tout autre milieu, mais je m'y suis adapté. Certains clients sont devenus des amis». En septembre 1991, dernier visage en date, il ouvre, sur la plage d'Hendaye, un centre de thalassothérapie à son nom, financé en grande partie par le MACIF (80 millions de francs): «J'avais envie de créer quelque chose, de contribuer à l'essor d'un région qui m'a tant donné». Bref un itinéraire professionnel qui l'a conduit où on ne l'attendait décidément pas. Tout comme ses diagonales de fou du jeu.

Ainsi, c'est en Afrique du Sud qu'il enfila pour la première fois le maillot du Quinze de France, le 8 novembre 1990 pour subir une seule défaite (37-15) et recevoir des oranges lancées par un couple de Blancs, «comme à un singe». Il en garde un souvenir douloureux. D'autant que le voyage lui vaudra en outre de figurer sur la «liste noire» des sportifs épinglés par la commission anti-apartheid de l'ONU: «Cette liste n'avait aucune raison d'être. Pour qui se prenaient-ils, ces



donneurs de leçons? Par ma présence là-bas, j'étais le symbole de combat. Il a bien annoncé qu'il partirait pour éviter ce fameux groupe B, mais il s'est très vite ravivé. «Personne ne l'a vraiment cru! Sans le phare et l'océan, il serait malheureux», se souvient M. Michel Langis, vice-président du club. «Ici les gens sont francs. Il n'y a pas de couche à gratter», reconnaît Serge Blanco.

Toute l'ambiguïté du personnage réside sans doute dans cette capacité à avancer comme un funambule sur le fil, entre le parcours paisible d'un homme sans histoires et une aventure dans le jeu et dans sa vie professionnelle, il est demeuré étonnamment prudent dans son existence sportive et familiale. Il s'est notamment appliqué à préserver sa vie privée: rares sont les magazines qui

ont publié des photos de son épouse, Liliane, et de ses deux fils, Sébastien et Stephan.

Il est également resté fidèle à son équipe de Biarritz, quand même, cette fidélité l'a amené, lui, le sextuple vainqueur du Tournoi des cinq nations, à évoluer dans le groupe B, la seconde zone du rugby national (saison 1989-90). «Il aurait pu nous quitter à plusieurs reprises, les propositions n'ont jamais manqué de la part de clubs plus fortunés que le nôtre», rappelle M. Darrieu, avant de confier: «Au moment de la descente, il a même écrit toutes ses primes de matches de la saison à ses jeunes coéquipiers.»

Personnage ambigu

Au soir d'une défaite contre Cognac qui entraîna la relégation, il a bien annoncé qu'il partirait pour éviter ce fameux groupe B, mais il s'est très vite ravivé. «Personne ne l'a vraiment cru! Sans le phare et l'océan, il serait malheureux», se souvient M. Michel Langis, vice-président du club. «Ici les gens sont francs. Il n'y a pas de couche à gratter», reconnaît Serge Blanco.

Toute l'ambiguïté du personnage réside sans doute dans cette capacité à avancer comme un funambule sur le fil, entre le parcours paisible d'un homme sans histoires et une aventure dans le jeu et dans sa vie professionnelle, il est demeuré étonnamment prudent dans son existence sportive et familiale. Il s'est notamment appliqué à préserver sa vie privée: rares sont les magazines qui

FOOTBALL: coupes d'Europe

Tous les clubs français qualifiés pour le deuxième tour

Pour la troisième année de suite, tous les clubs français engagés se sont qualifiés pour le deuxième tour des coupes d'Europe de football, qui aura lieu les 23 octobre et 6 novembre. Après Monaco (Coupe des coupes), Marseille (Coupe des champions) et Auxerre (Coupe de l'UEFA), l'Olympique lyonnais et l'AS Cannes ont éliminé respectivement en Coupe de l'UEFA l'équipe suédoise d'Öster Värje et la formation portugaise de Salmaguer Porto.

La sélection française pour l'Espagne-France, Michel Platini a communiqué, jeudi 3 octobre, la liste des dix-sept joueurs retenus pour le match Espagne-France de football comptant pour le championnat d'Europe des nations, le 12 octobre à Séville. Gardiens de but: Bruno Martini (Auxerre), Gilles Rousset (Lyon); Défenseurs: Franck Silvestre (Sochaux), Laurent Blanc (Naples),

Manuel Amoros, Jocelyn Angloma, Basile Boli et Bernard Casoni (Marseille); Milieux de terrain: Luis Fernandez (Cannes), Christian Perez (Paris-S-G), Didier Deschamps, Jean-Philippe Dumast et Franck Sauzet (Marseille); Attaquants: Eric Cantona (Nîmes), Jean-Pierre Papin (Marseille), Christophe Cocard et Pascal Vahirua (Auxerre).

LA COUPE DU MONDE DE RUGBY

POULE 1: la Nouvelle-Zélande bat l'Angleterre 18-12

Le noir est mis

Ils s'étaient même soigneusement évités ces six dernières années, comme pour mieux alimenter les espoirs sur ce match d'ouverture dans le «temple du rugby», à quelques kilomètres du terrain où le jeu fut inventé. Le tout sur fond de bouleversements historiques, de passage brutal d'un siècle et demi de rugby traditionnel à une nouvelle ère, où l'argent jouera un rôle prépondérant.

Las, les All Blacks n'aiment pas faire d'histoires. La seule légende à laquelle ils semblent croire est celle de leur invincibilité. Ils ont laissé planer un doute pendant une première mi-temps à peu près équilibrée, puis ils ont mis leur grosse patte sur le jeu. Assommant du même coup le suspense. La partie était de toute manière en noir et blanc depuis longtemps, dépourvue de ces attaques bigarrées qui font les après-midi de fête. Le choc historique n'était plus qu'un match d'ouverture un peu crispé.

La presse, le public anglais, auraient pourtant voulu croire à des All Blacks en déclin. Les hommes en noir ne venaient-ils pas de subir une sévère déconvenue dans la Bledisloe Cup, rencontre traditionnelle avec l'Australie, en s'inclinant 21-12 à Sydney avant de s'imposer péniblement à Auckland au match retour? On murmure aussi que quelques fissures seraient apparues dans l'équipe. Ainsi l'entraîneur Alan Wylie, gros morse roux originaire de la région de Canterbury, s'entendrait très mal avec John Hart, entraîneur des lignes arrière et capitaine d'Auckland à la frange bien peignée. Wylie aurait aussi délibérément écarté le troisième ligne et capitaine Wayne Shelford, soupçonné de faire de l'ombre à l'ouvrier Grant Fox, qui se veut le tacticien des Blacks sur le terrain. Or les décisions de ce dernier seraient de plus en plus contestées

Faire courir l'adversaire

Mais les Néo-Zélandais peuvent bien s'écrier dans les vestiaires: sur un terrain de rugby ils ne forment qu'un bloc. Le secret de leur domination leur vient précisément de cette faculté à se souder, à rester disciplinés. Les imperfections de la première période oubliées, les All Blacks ont montré qu'ils pouvaient toujours utiliser leurs bonnes vieilles recettes: vitesse, puissance, précision d'exécution. Et surtout maîtrise totale du ballon, facilitée à Twickenham par l'apathie d'une équipe anglaise qui n'a pas su relever le défi physique de sa rivale. Les Blacks ont pu alors se livrer à leur hobby préféré: faire courir l'adversaire, comme ils l'avaient fait face à la France lors de la finale de 1987.

Lorsqu'elle joue de cette manière, l'équipe noire n'a même pas besoin d'individu au talent exceptionnel pour gagner, puisqu'elle sait collectivement tout

faire à la perfection, sans une seule seconde de relâchement. Or les All Blacks possèdent au moins un joueur de génie: leur flanker (troisième ligne aile) Michael Jones, qui se remet à peine d'une méchante blessure au genou. Le numéro 7, étudiant à Auckland, ressemble à un mutant tout droit sorti des rêves d'un théoricien du rugby total: démarche de panthère, visage de serpent, il sait tout faire. Il prend des balles en touche et pousse en mêlée. Originaire des îles Samoa, il en a gardé le goût du plaquage, élevé à-bas au rang d'art majeur. A Twickenham, Michael Jones se ruait sur tout ce qui passait à côté des regroupements, empêchant ainsi les rares attaques anglaises de se développer. Mais surtout, placé toujours côté ouvert (1), il profite de sa rapidité pour jouer le rôle d'un trois-quarts supplémentaire. Et ce n'est pas un hasard si c'est lui qui a inscrit le seul essai de la partie (cinquantième minute), en suivant une percée de John Kirwan.

Cette performance va pourtant coûter cher à Michael Jones. Furieusement couronné, il refuse de jouer le dimanche. «Je ne voudrais pas que les gens pensent que je ne me sens pas concerné par le rugby», explique-t-il. Mais pour moi les obligations envers Dieu viennent avant tout. Et parmi ces obligations, il y a celle de respecter le jour du Seigneur. En donnant aux All Blacks la victoire et la quasi-certitude de finir premiers de leur poule, Michael Jones se prive des quarts de finale et des demi-finales, qui se joueront deux dimanches consécutifs. Mais il donne la seule raison de la réussite néo-zélandaise: l'équipe passe avant tout.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) Chez les All Blacks, le troisième ligne aile se spécialise soit dans le côté fermé, soit dans le côté ouvert.

CADRAGE

Le demi démêlé

Les mêlées de la Coupe du monde de rugby sont sous haute surveillance. Les vingt-quatre arbitres ont pour instruction d'appliquer le règlement à la lettre, de jouer du sifflet à la moindre faute dans cette phase de jeu à haut risque, tant du point de vue technique que sur le plan physique.

Les demis de mêlée (n° 9), témoins privilégiés de cette confrontation entre les packs, sont concernés au premier chef. Ils devront maîtriser leur troupe et s'en tenir à la loi du jeu.

Une manière de rappeler le rôle essentiel de ces joueurs placés en embuscade aux côtés des avants a-boutés.

«Sentir le jeu»

Au moment d'introduire le ballon, c'est-à-dire dans le cas où la faute sanctionnée a été commise par l'adversaire, le demi de mêlée sait qu'il va lui falloir réagir au plus vite, choisir en quelques secondes la tactique à suivre, comme l'explique Fabien Galthié, Benjamin du Quinze de France: «C'est un poste de créateur. On est amené à prendre sans cesse des initiatives. Lors de la mêlée, je dois d'abord motiver mes avants et n'introduire le ballon qu'au moment où ceux-ci sont prêts à donner le meilleur d'eux-mêmes. Il suffit alors d'un signe du talonneur (n° 2), une petite tape de la main sur le dos de son pilier gauche (n° 1), pour que je lâche la balle.»

Le règlement exige que le

ballon soit bien lancé au centre, entre les deux premières lignes d'avants. Les arbitres du Mondial ont d'ailleurs pour ordre de sanctionner plus systématiquement les introductions irrégulières.

Une fois la balle mise en jeu, la mêlée devient une phase plus confuse. «Si nos avants dominent, poursuit le Français, le ballon peut rester «enfoulé» un certain temps. Au contraire, s'ils sont dominés, nous avons intérêt à l'extraire plus vite. Alors, après avoir suivi sa trace entre les plaids de nos coéquipiers, je le récupère et je décide de la marche à suivre. Personnellement, j'aime le jeu, j'ai donc tendance à faire vivre la balle, à la transmettre au demi d'ouverture, ou, mieux encore, à l'envoyer directement vers les trois-quarts. Tout dépend de l'adversaire et de l'endroit où nous nous trouvons sur le terrain. En fait, il importe surtout de garder la tête haute. C'est primordial pour voir le jeu.»

En cas d'introduction au bénéfice de l'adversaire, le rôle du demi de mêlée est, bien sûr, différent, mais il reste actif: «J'agis alors sur le plan défensif», explique Fabien Galthié, je monte sur mon vis-à-vis pour le gêner, tout en prenant garde à ne pas aller au-delà du ballon pour éviter d'être sifflé hors-jeu. Si la mêlée souffre, il est possible de la gêner. En défense comme en attaque, les techniques ont évolué mais notre boulot reste une affaire d'instinct, il faut «sentir» le jeu.»

Ph. Br.

insaisissable à force de perfection. Un monstre d'aisance, décontracté en toutes circonstances, qu'il soit sur un terrain de rugby, à la table de ministres ou entouré de ses nombreux amis du show-business.

Partir en quête de reproches à son sujet est un combat perdu d'avance, un plaquage dans le vide. Du rocher de la Vierge de Biarritz à la pelouse de l'Arms Park de Cardiff, il est point comme un modèle de gentillesse et de modestie. Les internationaux du Quinze de France rivalisent de compliments à l'égard de ce capitaine bien-aimé. Il est tout à la fois «honnête» et «généreux». Tout juste apprend-on au détour d'une confidence embarrassée, que ce calme au sourire facile est capable de bargner quand il s'estime victime d'un acte d'anti-jeu. «On l'a vu maître des marions», sourit un ancien joueur. Mais Pascal Ondarts, le pilier qui est à la fois son coéquipier et son ami depuis quinze ans à Biarritz, s'interroge: «Quel reproche pourrait-on faire à un type qui a toujours été «réglo»? Serge Blanco fait donc figure de fils idéal au sein de cette famille d'Ovère, où la discrétion est vertu. «Il n'a qu'un défaut, c'est d'être parfait», assure le comédien Michel Creton, un proche avec lequel il a mené de multiples actions en faveur de l'enfance handicapée.

Une carrière politique?

Les très rares détracteurs de Serge Blanco n'ont qu'un sujet d'«étonnement»: sa facilité à passer entre les gouttes des orages rugbistiques sans jamais se mouiller. De tout temps les «grandes gueules» du jeu comme les Herrero, Villepreux, Fouroux ou Paparemborde se sont retrouvés en butte à l'autorité - la dictature? - fédérale. Dernièrement, alors que le départ de Jacques Fouroux, les élections à la fédération ou encore l'éviction de Pierre Berbizier ont alimenté les polémiques, Serge Blanco est resté d'une discrétion contrastant avec le caractère affiché dans le jeu. Il ne s'est guère manifesté que pour afficher sa sympathie à l'égard d'Albert Ferrasse, l'omnipotent président de la FFR. «J'ai toujours respecté tout le monde. Est-ce vraiment un défaut?», dit Serge Blanco en guise de justification. Et Michel Creton de plaider en sa faveur: «Cette manière de contourner les sujets dangereux ne relève pas de la diplomatie et du calcul. Serge n'est pas un arriviste. Il est incapable d'être «tordu». En fait, il faut bien comprendre qu'il est au-dessus des querelles de café du Commerce. C'est le Mozart de l'ovale, une sorte de Marianne qui est né génial. Tout ce qui se passe sur terre n'a donc guère d'importance.»

Cette discrétion vaut également pour son action en faveur des «grandes causes». Il en est ainsi du racisme, qu'il n'a pas combattu à la manière des stars de cette fin de siècle, en de vastes opérations médiatiques (aller parler dans les cités ne sert à rien), mais plus discrètement, à sa manière. «Par sa gentillesse et sa disponibilité, il a fait tomber toutes les barrières, à commencer par celle de la couleur de peau», résume M. Michel Langis, le dirigeant du BO. «C'est un modèle d'intégration», insiste Michel Creton avant d'ajouter: «Pour l'instant, il agit sur les terrains et c'est déjà énorme, mais, plus tard, il montera au créneau et sera plus «militant». Je lui fais confiance. Il a tout pour faire une carrière politique.»

PHILIPPE BROUSSARD

BROCANTE DE PARIS



ÉCHECS

La Coupe du monde

Ivanchouk-Karpov: nulle

Ca n'a pas été l'vainqueur de Karpov avec les Noirs la veille. Ljubovjevic est tombé, alors qu'il avait les Blancs, devant Khalifman dans la neuvième ronde du tournoi de la Coupe du monde d'échecs à Reykjavik jeudi 3 octobre. Le match au sommet Ivanchouk-Karpov s'est terminé par la nulle et Seirawan a fait la bonne opération du jour en gagnant contre Salov, ce qui l'amène à la troisième place avec Nikolic.

Classement après neuf rondes: 1. Karpov, 6,5; 2. Ivanchouk, 6; 3. Nikolic et Seirawan, 5,5; 4. Ljubovjevic, 5 + une ajournée; 5. Ehlvest et Khalifman, 5, etc. Il reste six rondes.

INSEE
la référence au bout des pages...

ECONOMIE & STATISTIQUE

Chaque mois, une analyse rigoureuse de l'actualité économique et sociale.

Abonnement 1 an (11 n°) 390 F

INSEE - CNRP - BP 2713 - 93027 AMIENS Cedex

SPECTACLES

VENDREDI 4 OCTOBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
La terre qui flambe (1922), de Friedrich Wilhelm Murnau, 18 h ; André Masson et les quatre éléments (1968), de Jean Grélaud, De l'oubli à l'instant (1920), de Karl-Helmuth Martin, 19 h ; Une page folle (1928), de Teinosuke Kinugasa, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)
Ciné-mémoire : l'Enfer de la corruption (1948), de Abraham Polonsky, 11 h ; Meltemi (1984), de Bruno Gaburro, 14 h ; Pacific 231 (1931), de M. Tschankovsky, la Jeune Femme sévère (1936), 18 h ; Crise (1928), de G. W. Pabst, 18 h ; Trade Tattoo (1937), de Lan Lye, A l'angle du monde (1937), de Michael Powell, 20 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Le Cinéma australien : Camera nature (1988, v.o. s.t.), de Ross Gibson, Proof (1990, v.o. s.t.), de Jocelyn Moorhouse, 14 h 30 ; The Hungry Miles (1985, v.o. s.t.), de Keith Gow, Blister Springs (1985, v.o. s.t.), de Ralph Smart, 17 h 30 ; la Randomness (1971, v.o. s.t.), de Nicholas Rong, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Etienne, Forum des Halles (40-28-34-30)
Paris la nuit : Nuits noires : Bande annonce : Bob le flambeur (1956) de Jean-Pierre Melville, Touche pas au grisbi (1954) de Jacques Becker, 14 h 30 ; Adolphe (1930), de Sigmund Kravitz, 18 h 30 ; Bande annonce : Boy meets girl (1984) de Léos Carax, Désordre (1986) de Olivier Assayas, 18 h 30 ; Jazz : le Jazz à Paris (1965) de Leonard Kugel, Sport parfum Jazz Yves Saint Laurent (1989), Autour de minuit (1986-1988) de Bertrand Tavernier, 20 h 30 ; Ciné-mémoire : Images de New York : Architectural Millenary (1954) de Sidney Peterson, Manhole covers (1954) de Ruth Cuck, Bridges go-round (1953) de Shirley Clarke, Interior, New York Subway d'un collectif, The Window Cleaner (1948) de Jules Bucher, Birth of a Building (1958) d'Alexander Hammid et Haver Roddick-wicz, Empire (1984) d'Andy Warhol, 18 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82).
AN ANGEL AT MY TABLE (info-études, v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).
ATLANTIS (Fr.) : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
AY CARMELA (Esp., v.o.) : Lucerna, 6 (42-78-47-88) ; Espace Saint-Michel, 8 (44-07-20-40) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
BACKDRAFT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-33) ; Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-79-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (43-27-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94).

(48-28-42-27) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).
LA BANDE A PICSOU (A., v.f.) : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Cinoche, 6 (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-59) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-81-94-95) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
BARTON FINK (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-20-40) ; Max Linder Panorama, 9 (48-24-86-88) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mistrail, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-59) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59).
LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 3 (42-22-87-23) ; Les Trois Balcas, 9 (43-35-30-40) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
BOYZ'N THE HOOD (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (45-82-20-40) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-20-12-06) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Miramar, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-47-94).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-ind., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-10-30).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-84-46-85).
LA CHAIR (It., v.o.) : Lucerna, 6 (42-78-47-88) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).
CHES (Fr.-Alg.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).
LE CHOIX D'AIMER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; UGC Biarritz, 9 (45-82-20-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathe Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-59) ; UGC Opéra, 9 (45-74-83-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-81-94-95) ; Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).
CITY SLICKERS (A., v.o.) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; George V, 9 (45-82-41-48).
LES COMMENTAIRES (Irlandais, v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathe Haute-Seuille, 6 (46-33-79-38) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Grand Pavois, 15 (45-84-46-85).
DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; La Berry Zibre, 11 (45-87-51-55) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).
IDAISE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-83-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-47-94) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-81-94-95).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-28-48-18) ; Club Gaumont Publicis Champs-Élysées, 8 (45-82-20-40) ; Les DOIRS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Grand Pavois, 15 (45-84-46-85).
DOUBLE IMPACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (45-53-18-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-83-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43).
LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6 (43-28-48-18) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33).
L'EXPERIENCE INTERDITE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-84-46-85).
LES FRÈRES KRAYS (A., v.o.) : Paris Ciné I, 10 (43-20-32-20) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Cinoche, 6 (46-33-10-82).
HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Utopia, 5 (43-25-10-30) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-10-30).
HUDSON HAWK, GENTLEMAN ET CAMERON (A., v.o.) : UGC Biarritz, 9 (45-82-20-40) ; Studio 28, 19 (48-05-36-07) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-59).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : George V, 9 (45-82-41-48) ; Studio 28, 19 (48-05-36-07).
NUIT ET JOUR (Fr.-Bel.-Suis., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82).
LA MORT D'UN MAÎTRE DE THE (Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 8 (44-07-20-40).
NAVY SEALS (A., v.o.) : George V, 9 (45-82-41-48).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Studio Gaiety, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-84-46-85).
NIKITA (Fr.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).
NUIT ET JOUR (Fr.-Bel.-Suis., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82).
LA MORT D'UN MAÎTRE DE THE (Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 8 (44-07-20-40).
NAVY SEALS (A., v.o.) : George V, 9 (45-82-41-48).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Studio Gaiety, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-84-46-85).
NIKITA (Fr.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).
NUIT ET JOUR (Fr.-Bel.-Suis., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82).
LA MORT D'UN MAÎTRE DE THE (Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 8 (44-07-20-40).
NAVY SEALS (A., v.o.) : George V, 9 (45-82-41-48).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Studio Gaiety, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-84-46-85).
NIKITA (Fr.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82).
RAGE IN HARLEM (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-59) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).
RIO NEGRO (Fr.-vénézuélien, v.o.) : Lucerna, 6 (42-78-47-88).
ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 8 (45-53-18-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; Pathe Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-20-12-06) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Wepler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-38-10-86).
LE ROI DES ROSES (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
SAILOR ET LULA (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio Gaiety, 5 (43-54-72-71).
SEXE, MENSONGES ET VIDEOS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09).
LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-83-59) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).
SIMPLE MORTEL (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82).
LA TENTATION DE VENUS (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 9 (45-82-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-51-55) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-79-79-79).

75-79-79) ; Bravante Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-47-94).
THE VOYAGER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-59).
THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; v.f. : UGC Convention, 15 (45-74-83-59).
TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Le Berry Zibre, 11 (45-87-51-55).
LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Marignan), 8 (43-59-31-87) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-Ail.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-84-84) ; Les Trois Balcas, 9 (45-82-20-40) ; Gaumont Las Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 9 (45-82-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-51-55) ; UGC Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-83-59) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathe Wepler II, 18 (45-22-47-94).
TWENTY ONE (A.-Brit., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-84-84) ; George V, 9 (45-82-41-48).
URGA (Fr.-Sov., v.o.) : Gaumont Las Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathe Haute-Seuille, 6 (46-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (45-84-46-85) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-51-55).

Lire la suite page 14

Nouveau.

Il n'y a aucune différence entre ces Notes Post-it.™

Notes Post-it™ classiques.

Nouvelles Notes Post-it™ en papier recyclé.

C'est juste une question de nature.

La grande nouveauté des nouvelles Notes Post-it™ en papier recyclé par rapport aux Notes Post-it™ classiques, c'est qu'elles sont similaires en couleur, en format et en prix. En plus, elles sont dotées d'un petit logo vert sur leur emballage, ce qui vous permettra de les reconnaître facilement et peut-être de gagner de nombreux pin's Post-it™ en tapant 3614 3M BURO du 1^{er} octobre 1991 au 31 janvier 1992. Comme quoi la nature est bien faite.

Nouvelles Notes Post-it™ en papier recyclé : c'est juste une question de nature

3M, l'innovation à vos côtés™



Le Monde de la Fonction Commerciale

TACOTAC
Tirage au sort des gagnants du 1^{er} tirage au sort
LE N° 839 980 gagne 400 000 F

| TOUTES LES MISES DE TIRAGE SONT GAGNANTES | |
|---|----------|
| 39 980 | 40 000 F |
| 9 980 | 4 000 F |
| 980 | 400 F |
| 80 | 40 F |
| 0 | 10 F |

DATE LIMITE DE PARTICIPATION : 31 JANVIER 1992
40^{ème} TRANCHE
TIRAGE DU 03 OCTOBRE 1991

LOTTO
Mardi 02 OCTOBRE 1991
1991/25

| MISES EN JEU | |
|--------------|---------|
| 2 | 1 284 F |
| 3 | 1 284 F |
| 4 | 1 284 F |
| 5 | 1 284 F |
| 6 | 1 284 F |
| 7 | 1 284 F |
| 8 | 1 284 F |
| 9 | 1 284 F |
| 10 | 1 284 F |
| 11 | 1 284 F |
| 12 | 1 284 F |
| 13 | 1 284 F |
| 14 | 1 284 F |
| 15 | 1 284 F |
| 16 | 1 284 F |
| 17 | 1 284 F |
| 18 | 1 284 F |
| 19 | 1 284 F |
| 20 | 1 284 F |
| 21 | 1 284 F |
| 22 | 1 284 F |
| 23 | 1 284 F |
| 24 | 1 284 F |
| 25 | 1 284 F |
| 26 | 1 284 F |
| 27 | 1 284 F |
| 28 | 1 284 F |
| 29 | 1 284 F |
| 30 | 1 284 F |
| 31 | 1 284 F |
| 32 | 1 284 F |
| 33 | 1 284 F |
| 34 | 1 284 F |
| 35 | 1 284 F |
| 36 | 1 284 F |
| 37 | 1 284 F |
| 38 | 1 284 F |
| 39 | 1 284 F |
| 40 | 1 284 F |
| 41 | 1 284 F |
| 42 | 1 284 F |
| 43 | 1 284 F |
| 44 | 1 284 F |
| 45 | 1 284 F |
| 46 | 1 284 F |
| 47 | 1 284 F |
| 48 | 1 284 F |
| 49 | 1 284 F |
| 50 | 1 284 F |
| 51 | 1 284 F |
| 52 | 1 284 F |
| 53 | 1 284 F |
| 54 | 1 284 F |
| 55 | 1 284 F |
| 56 | 1 284 F |
| 57 | 1 284 F |
| 58 | 1 284 F |
| 59 | 1 284 F |
| 60 | 1 284 F |
| 61 | 1 284 F |
| 62 | 1 284 F |
| 63 | 1 284 F |
| 64 | 1 284 F |
| 65 | 1 284 F |
| 66 | 1 284 F |
| 67 | 1 284 F |
| 68 | 1 284 F |
| 69 | 1 284 F |
| 70 | 1 284 F |
| 71 | 1 284 F |
| 72 | 1 284 F |
| 73 | 1 284 F |
| 74 | 1 284 F |
| 75 | 1 284 F |
| 76 | 1 284 F |
| 77 | 1 284 F |
| 78 | 1 284 F |
| 79 | 1 284 F |
| 80 | 1 284 F |
| 81 | 1 284 F |
| 82 | 1 284 F |
| 83 | 1 284 F |
| 84 | 1 284 F |
| 85 | 1 284 F |
| 86 | 1 284 F |
| 87 | 1 284 F |
| 88 | 1 284 F |
| 89 | 1 284 F |
| 90 | 1 284 F |
| 91 | 1 284 F |
| 92 | 1 284 F |
| 93 | 1 284 F |
| 94 | 1 284 F |
| 95 | 1 284 F |
| 96 | 1 284 F |
| 97 | 1 284 F |
| 98 | 1 284 F |
| 99 | 1 284 F |
| 100 | 1 284 F |

CULTURE

CINÉMA

Le pays du Software-Levant

Le Festival de Tokyo met en évidence la nouvelle importance accordée au cinéma par l'industrie japonaise

TOKYO

de notre envoyé spécial

Le Festival de Tokyo n'est pas (encore?) le plus grand du monde, il est sans doute déjà le plus cher. Le milliard de yens consacré à son organisation et la nature de ses bailleurs de fonds en disent plus long sur ses ambitions que le choix des films présentés.

La manifestation qui s'est ouverte le 27 septembre au Bunkamura (imposant «village des arts» habillé par Willemotte) à Shibuya, quartier de commerce et de loisirs de la capitale, s'intitule Quatrième Festival International du Film. Mais il s'agit bien d'une nouvelle formule: nouvelle périodicité - annuelle et non plus tous les deux ans -, nouveaux sponsors, nouvelle direction.

Directeur général du Festival depuis moins d'un an, M. Yasuyoshi Tokuma symbolise à lui seul cette évolution. Il préside aux destinées de 23 sociétés, qui concernent la totalité de la sphère médiatique: édition, presse, agences de nouvelles (par téléfax), télévision par câble et par satellite, programmes informatiques...

Wim Wenders en clôture

Le nom générique de son consortium est Médiamix, on ne saurait mieux dire, et l'une de ses principales sources de revenus est liée aux jeux électroniques Nintendo, dont il édite manuels, revues et cassettes. Le studio de cinéma DAIEI - le quatrième du Japon - représente une préoccupation parmi d'autres de son «modeste» empire. M. Tokuma ne parle pas des films au terme d'œuvre, ni même de produit. Il parle de software.

«Le software japonais, c'est-à-dire la culture, est en retard sur le hardware, explique-t-il. C'est pourquoi j'ai décidé de m'occuper du Festival». Ses nombreuses et puissantes relations professionnelles et politiques

lui ont permis de mobiliser l'ensemble de l'industrie du cinéma, et de puissants alliés comme Sony, pionnier de l'investissement dans le «film-software» avec le rachat de Columbia il y a trois ans, ou Matsushita qui a suivi la même voie en acquérant Universal l'an dernier.

Chânes hôtelières et de grands magasins sont aussi de la partie. Mais, et c'est plus nouveau et plus significatif, le Festival a aussi obtenu le soutien des pouvoirs publics - en particulier du MITI (Ministère du commerce international et de l'industrie). Ces mêmes pouvoirs publics qui s'étaient jusqu'alors totalement désintéressés de leur cinéma national: les films sont bien devenus une denrée stratégique pour l'économie japonaise.

Les principaux objectifs affichés par le Festival traduisent clairement ce statut. Il devra devenir une vitrine pour les nouvelles techniques de production (la haute définition) et de diffusion (le satellite). Et il doit à l'avenir s'augmenter d'un marché «d'une importance comparable à celui du Festival de Cannes», annonce M. Tokuma, mais essentiellement tourné vers l'Asie. Il servira à vendre et acheter des films, mais surtout à mettre sur pied des coproductions, prioritairement entre pays asiatiques. Le Japon a besoin de ces alliés, face à la domination américaine.

En attendant, la sélection officielle et les diverses sections parallèles font la part belle aux films de cette partie du monde. C'est, pour les cinéphiles, le principal attrait d'une programmation qui n'est guère parvenue à attirer des cinéastes prestigieux - si ce n'est Wim Wenders, dont la nouvelle œuvre, *Jusqu'au bout du monde*, sera projetée en clôture le 6 octobre. Mais il y a fort à parier que les prix (en yens sonnants et trébuchants) attribués par le Festival sauront prochainement pallier cette carence.

JEAN-MICHEL FRODON

VARIÉTÉS

Cabrel en direct

Trois CD enregistrés en concert dans un coffret de luxe pour résumer l'inspiration d'un rocker tranquille

Un million cinq cent mille exemplaires vendus: *Sarbacane*, l'album sorti en 1989, cassait l'image de Cabrel rocker de terroir - cheveux longs et idées moyennes. Ni bête de scène ni briseur de genre, Cabrel même transmutait sa baraque depuis *Je l'aime à mourir*, son premier tube en 1978, fidèle à ses références, presque toutes américaines (Bob Dylan, James Taylor, Leonard Cohen), en essayant d'échapper aux mainteneurs qui l'ont orné longtemps. Le Sarbacane tour, une tournée de plusieurs mois à travers la France, lui prit du temps.

Il le prolongea néanmoins par quelques concerts plus intimistes, abandonnant sa guitare électrique et les synthétiseurs, au profit d'une guitare acoustique et d'un quatuor à cordes. Il est retourné aujourd'hui dans son village d'Astafort, dans le Lot-et-Garonne, pour ne rien faire, alors que son triple album, occasion de comparer à son avantage un Cabrel chef de bande musclé à un Francis en demi-teinte, plus démuné. Le live a, dit-il, les défauts de ses qualités: je finis parfois les concerts avec une voix à la Springsteen.

«Après votre dernier enregistrement public à l'Olympia en 1983, vous aviez dit «plus jamais»...»

«Je voulais échapper à cette vulgarisation de l'enregistrement public. Mais à la demande de CBS (aujourd'hui Columbia), ma maison de disques, j'ai accepté en formulant des exigences: deux semaines d'enregistrements, d'une vingtaine de titres chacun, dont certains se recoupent. *Sarbacane*, *Petite Marie*, *Je te suivrai*, *Tourner les hélices*... l'un avec le groupe du Sarbacane Tour, l'autre en version acoustique. Nous avons réalisé le premier au Palais des sports de Toulouse en décembre 1989 - pour échapper à Paris, même si les conditions n'étaient pas idéales. - le second au Centre culturel de

Sariat, un lieu que j'aime, en mai 1991. Il y a deux idées essentielles dans ce coffret. Celle de la dualité, et je voulais la faire sentir à demi-mois par le titre, *D'une ombre à une autre*, par l'image de couverture (une peinture de Muriel Furstenberg). Et celle de la durée, de l'éternité. Donc, je ne voulais pas y mettre mon visage. D'où ce tableau, deux guitares, dans les tons ocres.

N'y a-t-il pas contradiction dans le fait de chercher la durée dans l'éphémère du concert?

En tout cas, moi, j'ai une idée de la chanson qui dépasse le trimestre. Je suis venu à la musique à quatorze ans, en écoutant Bob Dylan. Je n'y comprenais rien, mais je l'entendais malaxer le verbe, sensuel, délicat, maladroit. *Like a Rolling Stone*? C'est de la philosophie, plus que de la chanson. A l'époque, l'amour dans la chanson française, c'était Joe Dassin! Je me suis d'emblée senti plus de points communs avec Bob Dylan, James Taylor ou Leonard Cohen.

Bashung, Maneset?

Bashung est un vrai desperado. J'aime le son de sa voix. Il est sans cesse à contre-pied, il déroute lui-même sa propre statue. Quand à Maneset, il réalise ce que j'ai raté: il donne son disque et puis s'en va. C'est une façon très rock d'appréhender les choses. Quand j'étais jeune, je me suis dit, comme beaucoup de monde: «Un jour je ferai un groupe, et je ne passerai ni à la radio ni à la télé». Mais voilà, il y a la scène, ça met tout en l'air. C'est une récréation, un plaisir pur dont il m'est difficile de me passer.

Le style baby-rock, c'est toujours vous?

J'ai un côté de mon tempérament qui me fait éviter les combats inutiles. Je ne sais pas mentir, et, moi, je suis arrivé à un moment où les années 60-70, les

dites années baby, déclinaient. Elles n'étaient plus à la mode. Pourtant, au moment même où elles périclitaient, j'avais déjà envie de montrer qu'elles continuaient, que mes références musicales étaient là. Parce que cette musique est belle. Et puis le style, quand on en a un, c'est dur d'en sortir. Pour ne pas être fade, pour échapper aux filtres de la radio, de la télévision, il faut constamment exagérer le propos.

Vous sentez-vous autre depuis vos premiers pas dans la profession de chanteur?

Non. Le succès ne change pas la nature des gens. Moi, je suis fils d'ouvrier. Je ne l'oublie pas. A la mi-septembre, au moment de la Fête de l'Humanité, j'ai acheté *l'Humanité* tous les jours, pour voir s'il y avait du monde, et je me suis réjoui qu'elle soit toujours vivante. Le communisme était une idée généreuse au départ. Vouloir changer, nettoyer les vieilles mornies, ôter les ornières de certains, c'est bien. Mais est-ce que ça veut dire qu'il n'existe plus rien? Que les ouvriers n'existent

plus, ne peuvent plus s'exprimer? Je fais peu référence à l'actualité du moment dans mes textes. Ça vieillit vite. La chanson de Renaud est belle, mais M= Thatcher a déjà disparu du paysage.

La chanson est un médicament somptueux. Chacun est pour moi une lettre codée à quelqu'un que j'aime. C'est pour cette raison que je les chante moi-même, même si j'ai des limites en tant que chanteur. Il serait impudique de confier ces textes finalement confidentiels. Pour les écrire, il faut être enflammé. Donc, je vais attendre. Il faut de la distance entre chaque album.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Trois CD Columbia 468971, en version «luxe», réunis dans un coffret ou en trois CD séparés.

(Publicité)
ORCHESTRE ET CHORALE
KUENTZ
BRAHMS
REQUIEM ALLEMAND
MOZART - Symph. Linz
M. Slavova - P. Uika

CONNAISSANCE DU MONDE
SALLE CHRYSE PLEYEL: Dimanche 6 octobre (14 h 30), Lundi 7 (16 h 30), Mardi 8 (16 h 30), Mercredi 9 (16 h 30), Jeudi 10 (20 h 30), Vendredi 11 (15 h 30 et 18 h 30), Samedi 13 (14 h 30 et 17 h 30), Lundi 14 (16 h 30).
BERNARD PIERRE
Le romancier des fleuves présente son film
LE NIL
DES SOURCES À L'EGYPTE
UN GRAND SUCCÈS
Sources du Nil, Lac Victoria, Montagnes de la Lune, Lac Tana, Nil Blanc et Nil Bleu, La Haute Égypte, Le Caire, Le Delta, Le Nil Immortel.
PROCHAIN SUJET: LE NIGER, de 20 à 28 OCTOBRE - Tél.: 45-61-16-99

THÉÂTRE DE GENÈVE
AXA
DE SOPHOCLE
MISE EN SCÈNE:
STEPHANE BRAUNSCHWEIG
TEL: 020.34.50.10 METRO GARE DE VILLIERS
AS YOU LIKE IT
DE SHAKESPEARE
MISE EN SCÈNE:
MARC FRANÇOIS
8 OCTOBRE - 3 NOVEMBRE
DANS LE CADRE DU
FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS

Le Monde
ÉDITIONS
AUTOUR D'UN PLAT
Les chroniques de La Reynière
à la sauce Desclaux
EN VENTE EN LIBRAIRIE

MUSIQUE DU 11 AU 20 OCTOBRE
Lambert Wilson chante

LOCATION: 49 80 18 88
FNAC VIRGIN MEGASTORE
teilm

OPERA
BASTILLE
6, 9, 12, 14, 16, 19, 22, 25 NOVEMBRE
L'ANGE DE FEU
PROKOFIEV
LOCATION OUVERTE
PAR TELEPHONE
(1) 44 73 13 00

REPRISE LE 5 OCTOBRE 1991
nombre de représentations limitées avant départ en tournée
THEATRE DU SOLEIL
LES
ATRIDES
Iphigénie à Aulis d'Euripide,
Agamemnon, Les Choéphores,
Les Euménides, d'Eschyle
TÉLÉPHONE: 43 74 24 08

S A N S V I S A



Le temps du rapprochement américano-sibérien : ici, une étudiante en russe de l'université de l'Alaska à Fairbanks.

Alaska : la fonte des glaces

La guerre froide aura pris tout son sens dans cette région du monde où, durant des décennies, de nuit arctique en nuit arctique, les deux adversaires ont vécu dans l'effroi le plus total d'avoir à riposter, ou à déclencher, le feu nucléaire. Aujourd'hui, c'est le dégel. Les Alaskans, pionniers à part entière et Américains d'une autre Amérique, lorgnent avec convoitise par-dessus le point le plus formel — et désormais le moins évident — de partage de la planète : le détroit de Béring.

musio-hall satirique très couru à Anchorage, un sosie du sénateur local explique combien il est coûteux de vivre dans une capitale « étrangère » : Washington.

La dernière frontière. L'appropriation effrontée du mythe fondateur de l'Amérique est aussi justifiée par les trois gigantesques radars installés en 1961 à Fairbanks. On les aperçoit de la route ou de la voie ferrée, sombres vigiles dominant l'immense forêt qui fait exploser ses couleurs d'automne. On les retrouve par intermittence, dès que les arbres desserrent leur étreinte et qu'une trouée ouvre l'horizon, ces carcasses métalliques larges de 120 mètres et hautes de 50 mètres, soigneusement disposées en arc de cercle. On les devine, en l'occurrence, scrutant le ciel de la Chine au pôle Nord, guettant l'intrus atomique. Ces détecteurs

base, un panneau routier facticeux indique : « Vitesse limitée, contrôle radar ». Comme s'il semblait maintenant possible d'en rire.

Comme s'il était maintenant possible d'oublier que l'Alaska, nouveau Far West, a aussi été pendant trois quarts de siècle l'un des lieux où s'achevait l'Occident. Oublier que l'Alaska et la Sibérie se sont, de longues années durant, regardés en chiens de faïence de chaque côté du détroit de Béring, à mi-chemin de Moscou et de Washington. Prises dans les glaces neuf mois par an, ces deux redoutes avancées se sont surveillées sans relâche, usant à cette fin de tous les perfectionnements de l'électronique. Stations de radar, Awacs et satellites, la nuit arctique n'avait plus guère d'intimité.

En 1988, l'Air Force, l'Army et la Navy disposaient de vingt-deux bases d'importance à travers l'Etat, auxquelles s'ajoutaient vingt-deux postes de coast guards.

Le Pentagone employait dans cette zone sensible plus de 76 000 personnes, soit 16 % de la population, et dépensait sur place 2 milliards de dollars par an. En face, les « Rouges » étaient à Irkutsk, à Dikson, à Tiksi, à Ambartchik, dans la presqu'île des Tchoukches, dans celle du Kamtchatka, autant dire partout. La sentinelle communiste et la vigie capitaliste vivaient au jour le jour, entre iceberg et banquise, la guerre froide. « L'Alaska (...), comme arrachée par une main cruelle à sa sœur de sang (...), la Sibérie, jumelles séparées, devaient de plus en plus loin l'une de l'autre », a écrit Eugène Evouchenko (1), le poète soviétique originaire d'Extrême-Orient.

Pour corroborer l'idée que ce fossé politique était aussi physi-

que, les planisphères, avec vingt-quatre fuseaux horaires et 360 degrés, renvoyaient l'Asiatique et l'Américain aux antipodes de la mappemonde. A partir du méridien zéro, celui de Greenwich, en comptant douze fuseaux à l'est et douze fuseaux à l'ouest, la ligne du changement de date devait, géographiquement, traverser la pointe de la Sibérie. Mais les scientifiques lient aussi les journaux : moyennant un léger écart de compas sur la carte, ils firent passer cette ligne au milieu du détroit de Béring, créant ainsi entre ses deux rives le plus important décalage horaire de la planète : une journée entière. Quand l'Alaska s'apprête à déboucher les bouteilles pour saluer l'an nouveau, au même moment, à quelques encablures de là, la Sibérie a déjà la gneule de bois du lendemain soir.

Le lent cheminement démocratique de la perestroïka et l'explosion de liberté d'août 1991 ont finalement entrepris d'effacer les incompatibilités politiques, et les évidences géographiques ont repris le dessus : chacun s'est sou-

venu que la passe de Béring ne dépasse pas 90 kilomètres entre le cap Oriental et le cap du Prince-de-Galles, que l'îlot de la Petite-Diomède, américain, n'est qu'à 5 kilomètres de celui de la Grande-Diomède, soviétique. « Face à la tradition ancestrale d'échanges trans Béring, une période d'isolement politique, comme celle connue récemment, ne peut être que transitoire », concluaient William Fitzhugh et Aron Cronwell, deux anthropologues, dans une étude comparative des cultures indiennes des deux côtés du détroit (2). Evouchenko encore : « Le besoin des hommes de communiquer est plus grand que les craintes réciproques. Nous n'avons pas seulement des instincts de peur mais aussi le désir animal de nous sentir les uns les autres. »

De notre envoyé spécial
Benoît Hopquin
Lire la suite page 20

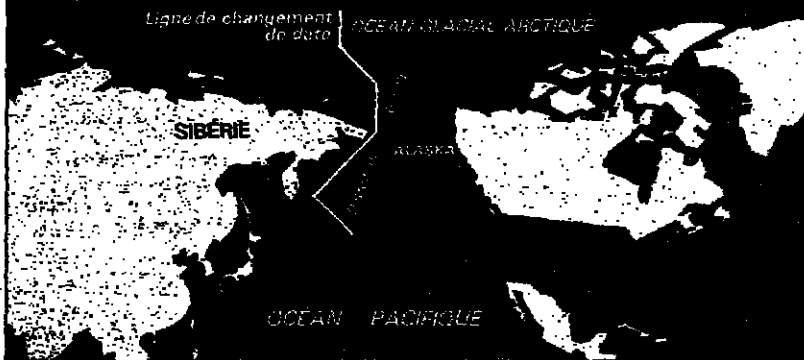
(1) *Divided twins : Alaska and Siberia*. Penguin Books, 1988. New York.
(2) *Crossroads of Continents. Culture of Siberia and Alaska*. Smithsonian Institution, 1988.

La « dernière frontière ». La devise de l'Alaska est partout. Elle est inscrite sur les plaques minéralogiques des camionnettes pick-up glissant au ralenti, presque immobiles, perdues entre ciel et terre dans l'immensité brumeuse des Chugach Mountains. Elle est affichée au fronton des restaurants et des bars de Fairbanks qui rivalisent d'imagination et de bois verni pour recréer l'ambiance des salons de western, estampillant leur authenticité par tout un bric-à-brac de photos jaunies, de vieux costumes, d'outils rouillés et d'animaux empaillés. Elle est en filigrane dans la traduction du mot aléoute *Alyeska*, le « grand pays », et dans le surnom dont aime à s'arborer l'Etat, le « désert sauvage ». Elle est en exergue des statistiques sur l'explosion démographique d'Anchorage : 340 000 habitants en 1940, 48 000 en 1970, 223 000 aujourd'hui.

Ce kaléidoscope reste toujours dans les esprits et arrive inévitablement dans la conversation des habitants, qu'ils soient *sourdough* (pionniers) ou *cheechako* (piédestal). 15 % seulement des non-

indigènes sont nés ici, 25 % de la population habite depuis moins de cinq ans dans l'ancien Etat de l'Union, rattaché aux Etats-Unis en janvier 1959, deux mois avant Hawaii.

Ils ne s'en défendent pas, ces Américains grand teint coiffés de la traditionnelle casquette de baseball : ils sont venus dans ce pays où, selon Jack London, « le whisky gèle et peut servir de presse-papier pendant une bonne partie de l'année », attirés par des salaires nettement supérieurs à la moyenne nationale. Originaires du poliéd Massachussets, du rude Wyoming ou de la récréative Floride, aucun n'envisage pourtant de repartir, fortune faite. « Quand je retourne dans l'Oregon, je redoute la foule. J'ai l'impression d'étouffer et je reviens très vite ici. Comprenez-vous ce que c'est que de vivre dans un endroit dont on ne connaît pas vraiment les limites, où on peut se promener pendant des années sans jamais repasser deux fois au même endroit, où il est possible de marcher plusieurs jours sans rencontrer une qui vive ? », explique ce fonctionnaire de Juneau, la micro-capitale de l'Etat. A raison de 0,38 habitant au kilomètre carré,



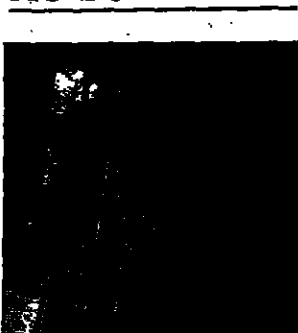
L'Alaska a nourri une race à part d'Américains, des claustrophobes qui cultivent leur différence, se sentent héritiers de l'esprit de la conquête et parlent avec un brin de commiseration des Lower 48 (les « 48 en dessous », la métropole).

Ici, le drapeau alaskien (la constellation de la Grande Ourse et l'étoile polaire sur fond bleu nuit) vole la vedette au Stars and Stripes et le gouverneur, républicain en rupture de ban, joue avec ambiguïté de ce souci d'indépendance. Dans un spectacle de

d'apocalypse peuvent repérer une attaque de missiles un quart d'heure avant son arrivée sur le territoire des Etats-Unis. Quinze minutes pour déclencher le *wargame* nucléaire tant redouté et frapper à son tour.

Dans le train, qui conduit d'Anchorage à Fairbanks, l'employée d'Alaska Railroad se veut rassurante. Elle explique que le personnel de la base est soumis à de très stricts contrôles et qu'il n'a pas le droit de boire. Il ne manquerait plus que ça ! Trois cents mètres avant l'imposante entrée de la

AU SOMMAIRE



L'Opéra, la cathédrale du Second Empire... p. 19
Samarkand, ville de l'imaginaire... p. 18
Gastronomie, pommes de la terre... p. 23
Mayenne, les années Gutenberg... p. 24
Escapes (p. 18) • Table (p. 23)
Jeux (p. 22) • Table (p. 23)

LES ANTILLES A PARTIR DE 2 690 F A/R

**DE TELS PRIX
RENDENT LE MONDE
PLUS ACCESSIBLE.**

| | | | |
|----------------|-------------------|--------------|-------------------|
| NEW YORK | A/S 1320 A/R 2955 | CARACAS | A/S 3085 A/R 5060 |
| LOS ANGELES | A/S 1980 A/R 3960 | BUENOS AIRES | A/S 3850 A/R 6160 |
| SAN FRANCISCO | A/S 1980 A/R 3960 | SANTIAGO | A/S 3850 A/R 6160 |
| MIAMI | A/S 1395 A/R 3090 | NAIROBI | A/S 3045 A/R 4995 |
| MONTREAL | A/S 1100 A/R 2200 | DAKAR | NA A/R 5105 |
| RIO DE JANEIRO | A/S 3280 A/R 5170 | BANGKOK | A/S 3290 A/R 5280 |
| SAO PAULO | A/S 3625 A/R 5170 | SYDNEY | A/S 4500 A/R 7920 |
| MEXICO | A/S 2200 A/R 4400 | SEYCHELLES | NA A/R 6270 |

ET ENCELESTRAUTS DES DESTINATIONS DISPONIBLES EN CLASSE DE PREMIERE ET EN CLASSE ECONOMIQUE. PREVISIONS MOYENNES DE LOUVRAGE DE VOYAGES. CROISIERS ET SOJOURNS A LA CARTE. POSSIBILITE DE RESERVER ET DE PARTIR A VOYAGE A LA CARTE AVEC VOYAGE CROISIERS. * DEPART LONDRES

ACCESS

PARIS : METRO ET RUE CHATELAIN-LES-BALES.

TEL. (1) 49 15 82 82 et (1) 42 71 46 94 - Fax (1) 49 08 83 35
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU, TEL. 78 65 67 77.

Samarkand...



ETAIT-CE la brume de chaleur, la poussière ou tout bonnement une construction de l'imagination? La ville apparaissait, lointaine encore, en contrebas de la route venant de Tachkent. Indécise, tremblante dans l'intense lumière de fin d'après-midi d'un automne commençant. Telle qu'on l'imaginait. Au ras de l'ossis de Zeravchan, l'une des premières régions agricoles du monde, irriguée depuis la plus haute antiquité. A l'horizon, les courbes estompées des contreforts du Pamir et leurs couleurs éteintes, argile pâle, indéfinissables, dont la ville semblait s'être imprégnée. Encore d'un vert intense par endroits, les feuillages d'automne se nuançaient de pourpre.

Il est des noms de villes dont l'écho résonne longtemps après que la réalité a pris en défaut les images qui s'y attachent. Samarkand est un exemple de ces villes que l'on attend et que l'on ne trouve pas. Mais l'imagination refuse de capituler et, esquissant la déception, elle s'acharne à croire qu'un peu plus loin, au bout de cette rue, au détour de telle autre, apparaîtra la ville que l'on désirait, la ville des récits. Celle dont on disait qu'elle était « belle comme une coupe précieuse sur la verdure ». Celle qui dans la tradition musulmane est l'un des trois plus beaux sites du monde, avec Damas et Ubulu.

Samarkand, la ville de Tamerlan, des caravanes de la route de la soie, l'une des plus anciennes cités du monde, deux fois et demie millénaire, conquise par Alexandre le Grand au quatrième siècle avant notre ère, incendiée et pillée par Gengis Khan en 1220, qui renait sans cesse de ses cendres, est rebaptisée, et rebâtie sur les sables de ruines. Samarkand, celle de l'on nomma « le visage du monde », survécût aux conquérants et, indifférente aux dynasties, semblait un des ces

lieux immuables où l'histoire et le présent se confondent. De cette ténacité transcendant les époques, la « modernité » socialiste a eu partiellement raison.

Samarkand n'est plus une ville où l'on entre de plain-pied dans l'histoire, comme elle l'était encore, racontent des voyageurs, il y a trente ans. Parce qu'elle fut une de ces cités qui peuplent notre imaginaire, on en attend peut-être trop. Plus en tout cas que le simple charme des villes d'Asie centrale : l'animation colorée du bazar avec les pyramides de melons jaunes voisinant avec l'indigo des raisins, les arômes des épices ou le murmure enivrant de l'eau qui suit le promeneur comme pour lui rappeler que ce bien, symbole d'abondance comme de nostalgie, tant son absence est cruelle, l'eau était si précieuse que l'on nommait les sources « les yeux de la terre ».

La vieille ville tadjik, avec ses ruelles de poussière et ses murs d'argile derrière lesquels pointent les minarets, et ses ateliers d'artisans, n'est guère qu'un archipel. La flânerie, à l'aube ou au crépuscule, se nourrit de l'imagination qui y trouve inopinément, çà ou là, ses ancrages. Mais ailleurs Samarkand est devenue une ville prosaïque pour qui ne se contente pas d'admirer seulement ses monuments et leurs apparats, chroniques de pierre, de siècles et d'une grandeur enfus.

Tamerlan (1369-1405) le conquérant, qui, sur les brisées de Gengis Khan, rêvait de dominer le monde, ne sema pas seulement la terreur et la dévastation. Il fut aussi un bâtisseur. Ayant soumis et rasé Samarkand, il réunit archi-

tectes et artisans et fit élever mausolées, palais et mosquées dans cette ville qu'il voulait le « centre de l'univers ». Son petit fils, Ulug Beg (1399-1449), grand savant, en fit le centre culturel et scientifique de l'Orient : il en reste un étonnant observatoire abritant un gigantesque sextant de 63 mètres qui n'a été conservé qu'en partie. A l'aide de cet instrument, le savant monarque établissait les célèbres Tables d'Ulug Beg, qui décrivent avec une surprenante précision les mouvements célestes. De Samarkand, il ne restera dans les yeux que

l'opale et l'azur des mosaïques ornant la medersa (école coranique) d'Ulug Beg, le monument le plus ancien de l'ensemble du Reghistan, flanqué de ses deux minarets dont les bleus semblent des miettes de ciel recomposées en figures géométriques rappelant étoiles et signes solaires. Et, en face, la medersa aux Lions, dont le tympan est décoré de représentations de ces deux animaux.

Turquoise des coupoles aux formes magnifiquement pleines, scintillement des mosaïques dans les rayons presque horizontaux du soleil déclinant attirant les or-

de la medersa aux Lions. Grandeur de l'intérieur de la mosquée, fastueusement restaurée, de l'ensemble du Reghistan ouvrant sur la cour intérieure, dont la galerie couverte mène aux chambres où logeaient autrefois les élèves de la medersa.

C RIS des hirondelles qui virevolent et se nichent dans les interstices des mosaïques. Au-dessus du minaret, se profile une lune diaphane, alors qu'à l'opposé le soleil rougeoyant n'a pas encore disparu.

La grandeur du passé enfui de Samarkand s'impose aussi lorsqu'on chemine le long de l'étroit passage qui mène à la nécropole du mausolée de Chahi Zindeh (« le roi vivant »). La légende recoupe ici l'Histoire. Un cousin de Mahomet, Qasim Ibn Abbas, l'un de ces « guerriers du prophète » conquérants de l'Asie centrale, aurait été tué et enseveli à Samarkand. La légende veut qu'il ait été décapité alors qu'il faisait sa prière. Le cousin du prophète prit alors sa tête dans ses mains et disparut dans un puits, où il continuerait à vivre en parfaite béatitude : de là le nom de « roi vivant » donné à ce mausolée qui date du onzième siècle.

Jeu d'ombre et de lumière du passage intérieur le long duquel se succèdent les mausolées anonymes, dont certains seraient ceux des femmes de Tamerlan, ocre des briques faisant ressortir davantage les gammes de bleus des lambeaux de mosaïques : l'endroit à la charme de ces lieux où le temps semble avoir été suspendu par le geste de l'artiste. L'élégante proportion des édifices, le jeu des coupoles de

dimensions et de hauteurs différentes : l'harmonie de l'ensemble ne se donne pas d'emblée, mais se dégage au fil du cheminement.

En haut des dernières marches de l'escalier de la nécropole, se profile sur le ciel le mausolée de Kazis Zadesh Rumi, précepteur de Ulug Beg. Ses formes sont si discrètes, si parfaites, que l'on tend à le négliger en arrivant. Coupoles monochromes d'un azur tendre aux tambours décorés de camaïeux de bleu se combinant à de capricieuses inscriptions. Le somptueux portail de céramique de différents bleus est rehaussé par la maçonnerie de couleur sable.

Un vent chaud balaie la colline d'un jaune grisâtre, sillonnée de ravins. Comme Afrasiya, la cité des origines dont le nom figurait dans les chroniques grecques, romaines ou chinoises, dévastée par Gengis Khan et dont Samarkand fut l'héritière, Benjiken, à une soixantaine de kilomètres, non loin de la frontière du Tadjikistan, est une cité ensevelie dans la poussière de la terre. Au pied de la colline s'étend la vallée verte de Zeravchan, courant le long des contreforts du Pamir, dont le vent chargé de sable estompe les contours.

Un troupeau descend vers la vallée guidé par un berger à dos d'âne. La nuit tombe. Chante-t-il? Ou hèle-t-il simplement ses bêtes? Le Chant nocturne d'un berger errant en Asie, de Leopardi, revient en mémoire. Images récurrentes d'un présent éternel côtoyant les vestiges des ambitions humaines. L'imagination a repris sa flânerie. Samarkand demeure un de ces lieux magiques qui existent indépendamment du lieu qu'aujourd'hui ils désignent.

Philippe Pons

ESCALES

Quatre villes pour Rembrandt

Rembrandt, dans ce qu'il en reste depuis que la critique a réduit le nombre des toiles véritablement dues à son noir pinceau (le Monde du 26 septembre). Rembrandt, de l'association culturelle Hors Cadre (17, rue Custine, 75018 Paris, tél. : 42-52-27-27) suit à Berlin, Amsterdam et Londres pour des week-ends avec visites commentées dont l'association s'est fait une spécialité. Hors Cadre entretient en effet avec la peinture des liens exclusifs, assurant le regard que l'on porte sur les tableaux par des conférences et des voyages. Ainsi ce « départ pour une toile inconnue », du maître du clair-obscur en l'occurrence. Le séjour à Berlin comporte la visite intensive des principaux monuments et musées de la capitale - la Gemäldegalerie, le Pergamon pour l'architecture antique, le quartier de Dahlem et ses sept musées - du très baroque château de Charlottenburg où brillent peinture française et peinture romantique, et du pavillon de chasse de Grünewald, qui présente des œuvres de Cranach (1-3 novembre, 5 190 F. vols, séjour en demi-pension, soit la presque totalité de son œuvre graphique, et l'exposition du Rijksmuseum : La Haye pour le Mauritshuis, où l'on verra également « Bredius, Rembrandt » ; Leiden, ville natale du peintre, et le musée de Lakeland, qui présente « Rembrandt et Lievens - deux jeunes et nobles peintres », sont les trois étapes du voyage aux Pays-Bas (7-8 et 14-15 décembre, 2610 F en avion, 2320 F en car, hôtel trois étoiles, trois repas, entrées). A Londres : dessins de Rembrandt au British Museum, Rembrandt à la National Gallery (4-5 avril et 16-17 mai, 2 890 F. vols, hôtel trois étoiles, deux repas, afternoon tea, entrées).

L'Egypte des lettrés

Regarder l'Egypte avec les yeux d'un pharaon. Avec Kéops. Kéops lit et parle plusieurs langues : hiéroglyphes, hiératique, copte, arabe nilotique. Cours d'enseignement supérieur privé dédié à l'Egypte, ses langues, sa civilisation, l'institut organise trois voyages d'études dans la sur place. Ce dernier point ne doit

pas fermer la porte au voyageur non initié mais curieux d'aller plus loin. Ces trois itinéraires, décalés dans le temps, couvrent trois secteurs géographiques : Le Caire, Louxor et le Sinaï ; la Moyenne Egypte et les oasis ; la Haute Egypte. Première option : Le Caire, les tombes de l'Assassi, le temple de Deir-el-Bahari, la vallée des Rois, la ville de Pi-Ramsès, Bubaste, le site de



vallée du Nil. Leur valeur réside dans le haut niveau des commentaires de ses égyptologues et dans un riche programme de visites qui ne se borne pas aux grands monuments habituels, y incluant des sites secondaires mais non dépourvus d'intérêt. Une séance préparatoire donne l'itinéraire, une documentation détaillée sur les lieux et les musées visités et des précisions sur les textes qui seront relevés et étudiés.

Tanis, Ismaïlia sur le canal de Suez, notamment : dans le Sinaï, couvent de Sainte-Catherine et mont Moïse. Du 26 octobre au 8 novembre, 13 500 F. Deuxième possibilité : les sites archéologiques des oasis de Kharga et Dakhla, Tell-el-Amarna et El Achmounéin, Memphis et Saqqara, pour ne citer que quelques noms. Du 2 au 15 mars, 11 900 F. Troisième voie : Karnak et Louxor, Assouan - le site de

Art contemporain à Barcelone

C'est, au dire des spécialistes de l'art, un remarquable ensemble de visites qu'organise prochainement à Barcelone l'association pour la Fondation Drouot. Art moderne et contemporain plus précisément, avec la visite du Musée Picasso, du Musée d'art contemporain (en avant-première de l'inauguration prévue en 1992), de la Fondation Tapis, de la Fondation Miro et du centre culturel de La Caixa, d'une part ; de galeries, parmi lesquelles la galerie Joan Prats, la galerie Dau Al Set et la galerie Maeght, d'autre part ; de collections privées, enfin, au nombre desquelles la collection Godia, la collection San Riera et la collection d'art contemporain international de M. Josep Sunol.

Autre volet, l'architecture : les équipements olympiques, le stade olympique (Vittorio Gregotti), le palais des sports (Arata Isozaki), le chantier, repris, de la Sagrada Família, de Gaudí. Intermède musical dans ce parcours pictural : le Requiem de Mozart, interprété par l'orchestre de la ville de Barcelone sous la direction de Garcia Navaro. Du 8 au 11 novembre, 9 430 F. comprenant vols, nuits et petits déjeuners à l'hôtel Colon, deux entrées dans les musées, expositions et galeries. Les conservateurs et directeurs de galeries présenteront eux-mêmes leurs collections. Renseignements auprès de la Fondation Drouot (13, rue de la Grange-Batelière, 75009 Paris, tél. : 48-00-20-71) qui organise également, à Paris, visites, conférences et colloques.

d'El Kab, le temple d'Edfou, Abou-Simbel, les temples de Kalabsha et Ber-el-Wali. Du 29 février au 12 mars, 11 900 F. Renseignements sur les cours, les conférences et les voyages auprès de Kéops, 13, rue Gracieuse, 75005 Paris, tél. : 43-31-05-76.

Les Glénans enseignent la navigation au moment le plus propice, c'est-à-dire en hiver, quand la météo est la plus défavorable : radiotéléphonie, technologie, permis A et B, météo, astronomie. Et profit des vacances de la Toussaint pour proposer aux adolescents de quinze à dix-huit ans des stages de voile : catamaran, planche à voile, dériveur, ou croisière. Programme automne-hiver disponible au siège de l'association (quai Louis-Bleriot, 75781 Paris cedex 16, tél. : (1) 45-20-01-40) ou, par Minitel, 3615 code Glénans.

TÉLEX

L'abbaye des Vaux-de-Cornay, fondée au douzième siècle et foyer de vie spirituelle sous les cisterciens, retrouve une animation de bon aloi à l'occasion d'un festival qui associe, du 18 au 20 octobre, concerts de musique de chambre, exposition de peinture et plaisir de la table. Coût : 60 F et 30 F : son et lumière, 50 et 25 F. Programme et réservations au 45-79-00-36 ou par Minitel (3615 FNAC). Pour dîner dans l'ancien réfectoire (menu à 180 F) et passer le week-end à l'abbaye (300 F environ la chambre), réserver au 34-85-23-00.

Terroir et patrimoine régional pour « Détours en France », nouveau magazine trimestriel (le numéro, 35 F), et Venise au sommaire de Partance (le numéro, 45 F), magazine émanant de Geo. En kiosque.

De Gisors, capitale du Vexin normand, à Château-Gaillard, forteresse de Richard Cœur de Lion, en passant par l'abbaye de Mortemer, l'histoire du rattachement de la Normandie au royaume de France en une excursion d'une journée. Au départ de Saint-Germain-en-Laye, en autocar et avec une croisière en bateau sur la Seine, 500 F tout compris, les samedis 12 et 19 octobre. Renseignements : Clés de France, tél. : (1) 30-61-23-23.

Week-ends d'automne à Rouen. Ils associent visites culturelles (au Salon des antiquaires notamment), repas gastronomiques dans les hauts lieux de la cuisine rouennaise (La Couronne, les

Quatre Saisons, le Bistrot de Rouen), séjour dans un bon hôtel, un concert (Orchestre national de France) ou un ballet (le ballet de l'Opéra de Kiev dans la Belle au bois dormant), le voyage en train Paris-Rouen-Paris en 1^{re} classe, mise à disposition d'une voiture avec ou sans chauffeur. Du 11 au 13, du 18 au 20 et du 25 au 27 octobre, chaque week-end : 2 450 F tout compris, avec chauffeur ou 1 950 F, sans chauffeur. Réservations : Setel, 38 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris, tél. : 42-61-80-71.

Bilingues illustrés en noir et blanc, le Guide des marchés à Paris (quelle que soit leur spécialité) et le Guide du promeneur à Paris (du Paris des enfants aux maisons d'artistes), l'un et l'autre publiés par Syros Alternative, 144 p., 90 F.

« Journées des pistes », dimanche 6 octobre, autour de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Au départ de quatorze communes, randonnées équestres, pédestres et cyclistes. A l'arrivée, sur l'île d'Aumône, un village « loisirs-tourisme » pour s'informer sur les sports et les loisirs locaux. Au programme : concerts, croisières sur la Seine, vols en montgolfières et en hélicoptères. Renseignements : Office du tourisme (Place Jean-XXIII, 78200 Mantes-la-Jolie, tél. : (1) 34-77-10-30) qui diffuse notamment un guide de la découverte du Mantois.

Sécession et Succession Rectificatif. - Si, dans l'ancien Empire austro-hongrois, le style Art nouveau est bien nommé « Sécession », c'est une coquille qui nous a fait parler dans notre reportage sur Prague (Le Monde sans visa du 28 septembre) de « guerre de Sécession d'Autriche » alors qu'il s'agissait évidemment de la « guerre de Succession » survenue au pays des Habsbourg entre 1740 et 1748.

Sélection réalisée par Patrick Francis et Danielle Trouard

La cath

La cathédrale du Second Empire

A l'impératrice Eugénie qui s'emportait contre son projet d'Opéra : « Qu'est-ce que c'est que ce style-là ! Ce n'est pas un style, ce n'est pas du grec, ni du Louis XIV, ni du Louis XVI », Garnier répondait : « Non. Ces styles ont fait leur temps. C'est du Napoléon III, et vous vous plaignez ! »

PARLEZ-LEUR du fantôme, ils s'enfuient en courant. Non, il n'y a pas d'île, de rivière souterraine, le décor du *Roi de Lahore*, roulé et craquelé, n'a jamais abrité le crime d'un fou ! Voyez, les sept mille clés ouvrent des portes sans surprise. Les amants, amoureux de Paris, qui caressaient le cuivre velouté des statues, n'ont plus accès au toit depuis belle lurette. Apollon dresse sa lyre d'or ornée d'un paratonnerre. L'apiculteur, là-haut, n'a laissé qu'une ruche et un pot de menthe : il ne vend plus son miel de l'Opéra. Dans la cave, sous la scène, un pompier élève des carpes pour le plaisir, seuls êtres vivants qui pourraient, mais elles sont muettes, raconter les frayeurs et les amours du cinquième dessous.

Le palais Garnier, l'Opéra de Paris, la fierté de Napoléon III privé de son dessert, vaste rétrospective des arts pompiers, toute la lyre, brillant finale qui ferme le Second Empire, est enfin devenu c'était l'intention de l'architecte — la réussite incontestée d'un programme qui réclamait à la fois de l'utile et de l'ornement.

Lorsqu'en 1861 Charles Garnier, à peu près méconnu, remporta le concours pour l'édification du nouvel Opéra de Paris, commence un épais sur-place pour fixer, dans la pierre et les marbres, les fastes d'un régime bientôt évanoui, pour achever un monument à la gloire d'un prince qui perdait son prestige au rythme de la construction, l'orchestration complexe d'un Magnificat qui ne serait jamais joué devant son commanditaire. Des fondations déjà creusées dans le passé, des coupoles comme des crinolines démodées.

Qu'importe, Garnier s'obstina : c'était un classique et un original, il aimait l'ordre et les calembours en homme de son temps, plein de bon sens et d'illusions. Il eût bâti pour un Empire d'opérette : la postérité fut meilleur juge. Le régime s'était souillé de misères et de guerres, Badinguet, amateur des beaux-arts, avait cédé à ses penchants autoritaires et aux appétits de Monsieur Vautour, la caricature du propriétaire : l'Opéra devint le symbole d'une époque fastueuse et troublée. Garnier n'écrivait-il pas lui-même : « L'architecte fait les monuments, mais c'est le temps qui les fait » ?

Messieurs tiraient ses cordons dans Paris. La ville éventrait les pauvres et s'ouvrait aux riches. A nouvelles artères, sang neuf. On pensait alors que « les grands



BERNARD DESCAUVREUX

monuments de l'architecture contemporaine étaient l'église, l'opéra et la gare... c'est-à-dire les monuments du renoncement, du plaisir délicat et du travail ». Et Garnier, l'intendant des plaisirs délicats, offrait à la bourgeoisie bouffie d'argent et ne regardant plus à la dépense une vitrine de luxe, une « épate » en dur, qui devait la saisir d'admiration et séduire son œil aimant tout ce qui brille.

A une structure très fonctionnelle — les corps de bâtiment sont bien dessinés et répartis : le foyer, la salle, la scène, les bureaux de l'administration — l'architecte mêlât la profusion du décor et la polychromie. « Je jette des regards autour de moi : je vois le ciel gris et sombre, je vois des maisons remises à neuf, je vois des ombres toutes noires qui s'agitent dans les boulevards interminables. Je vois enfin Paris tel qu'il est ! Et de mon rêve d'artiste je retombe dans la réalité bourgeoise. » Le spectateur en frac quittera donc la ville pour entrer aux pays des merveilles où l'illusion se formera par étapes successives : au pavé luisant de la rue succèdera un porche qui l'abritera de la pluie, puis une entrée chaude, isolée du dehors, ouvrant sur un escalier monumental où déjà le spectacle commence. Des balcons et des balustrades de spath fluor, des mains courantes en onyx, des bronzes, des mosaïques, des lustres, un brio-à-brac d'antiquaire, un rêve sculpté dans la richesse des matériaux et des ors — Garnier avait extrait des blocs de nombreuses carrières en Europe, des porphyres rouges de Finlande, des brocatelles d'Espagne, des bleus turquins d'Italie ; il était allé jusqu'en Suède chercher des limons verts, — premiers pas fluides et enchanteurs vers les stucatures et les velours grenats de la salle, vers la cage de scène, lieu suprême de l'illusion où le tulle peint, les montants et les ciels tombant des cintres redistribuent les drames et les bonheurs de l'existence en toute sécurité.

Mais il fallait encore, pour servir la supercherie du théâtre, que le spectateur soit perdu, comme un promeneur dans l'immensité de la nuit, que l'Opéra soit un univers avec assez d'espace et de mouvement, que la scène, de la face au lointain, soit profonde et fuyante comme du terrain à bâtir, que le jour se lève, sous les feux de la rampe, dans l'ampleur d'une aube réelle et que tombe le crépuscule avec son grand manteau.

Pour cela, Garnier construisit la scène la plus vaste et la plus moderne du monde : trois étages de grilles, cinq étages de dessous, 50 mètres du sol au premier grill, 26 mètres de profondeur. Il plaça dans les dessous d'énormes cabestans, comme ceux des navires de la Royale, et des cordages plus épais que les drisses des grands mâts. Il se servit du fer pour monter, encore plus haut et partout, de passerelles pour tirer des temples ou des montagnes ; il utilisa mille « rues », mille trappes, mille poulies, parce que, à l'Opéra, la nature n'a pas horreur du surnatu- rel, parce que le Diable n'effraie pas les élégantes dans leurs loges : ami des peurs, sa voix de basse invite aux damnations mondaines.

Pour captiver, Garnier voulut une salle captive, modeste comme un cocon — à peine 2000 places, — au centre du bâtiment, une vie unanime, protégée, apaisée, tout entière occupée de fées, bercée de chants et de danses. Il céda aux vanités du public un foyer où, à l'entracte, on eût loisir de se donner en spectacle en jouant les conventions de son temps, où les traînes purgent balayer les marbres comme pour s'approprier leur

richesse, et les laides se trouver belles en leurs miroirs. « Dans nos grands théâtres tout est pour le luxe », écrit Garnier, les architectes reçoivent un programme de somptuosité qu'il faut satisfaire, le vrai public y est toléré comme profanum vulgum... Peut-être faudra-t-il bientôt une transformation de tout le programme dans un sens plus libéral, et les édifices eux-mêmes en subiront le contrecoup. »

Garnier, lucide mais docile à son projet, réserva aux abonnés un somptueux foyer de la danse. Ils s'y retrouvaient chez eux, au milieu des ballerines auxquelles ils offraient des bonbons, des promesses et qui leur tenaient parfois « la dragée haute ». L'architecte construisit, dans un « style bâtarde et un peu dévergondé », en hommage à son temps, pour les « messieurs » en tuya de poêle et gants blancs, pour des rats croquant des diamants, rongeurs des fortunes, ces coulisses de Cupidon, ce flamboyant bordel de la prostitution légère, et le sépara de la scène par un rideau de fer. Car, au même moment, à l'extérieur, la Danse de Carpeaux indignait les vertus et choquait les regards.

Garnier, fidèle au programme

de 1860, servit donc l'art lyrique à un public particulier, qui aimait voir et être vu, et à une clientèle influente et restreinte qui préférait sans hésiter les danseuses à la danse. Il bâtit, d'un côté du théâtre, une rotonde pour les abonnés et, de l'autre, une rotonde pour l'empereur, d'où Napoléon III, qui avait échappé à l'attentat d'Orsini, aurait pu gagner sa loge sans risque. Mais, encore, l'Histoire avança plus vite que les travaux et ces « nécessités » figurant au programme apparurent au moment de l'inauguration, le 5 janvier 1875, comme les derrières boursouflés d'un régime tombé comme un soufflé. Mac-Mahon, d'ailleurs, ne voulut point passer par cette aile morte, insoufflée, où les médaillons ne portaient pas les armes de l'Empire, où les aigles n'ont pas été sculptées, et dont on fit sans tarder un musée.

Ainsi la « Notre-Dame de Napoléon III », la grande machinerie de l'insouciance et du plaisir, tombée en République après Sedan et les troubles de la Commune, haut témoignage d'un pouvoir honni et délaissé, fut-elle, dès son inauguration, admirée par des nostalgiques et détestée par Maupassant. Les vainqueurs étaient Bismarck et Wagner. Ce théâtre à l'italienne, si heureusement adapté à l'esprit français, où s'inventa le ballet, où la tradition triomphait, étouffant les artistes maudits (Flaubert, dans le *Dictionnaire des idées reçues*, écrit à l'article « Wagner » : « Ricaner quand on entend son nom et faire des plaisanteries sur la musique de l'ave-nir »), partait avec l'Empire au magasin des accessoires. L'Opéra de Paris naissait dans un purgatoire, en fanfare et le dos tourné à la modernité. Excepté le regain des Ballets russes, il lui faudra cent ans de sommeil dogmatique pour s'en remettre, et qu'un courant d'histoire américain réhabilite l'art officiel du dix-neuvième siècle. Jusqu'en 1966 on montait l'*Otello* de Verdi dans la mise en scène de Lippissida, qui datait de la création en 1894.

Avec plus de recul, de perspective, le palais Garnier apparaît aujourd'hui — à l'instar de l'église romane pour le chant grégorien — comme le lieu d'élection du théâtre lyrique et de la danse, la forme la mieux aboutie d'une époque où l'opéra connut son apogée. Pas simplement un opéra, mais l'opéra du dix-neuvième siècle, la résidence principale de Rossini, de Meyerbeer ou de Gounod. Un répertoire créé sur mesure, un conservatoire, une salle de lecture qui ne peut se passer d'histoire pour que les œuvres faibles reprennent du sens, les œuvres fortes leur universalité.

Garnier fut l'artisan patient, laborieux, de cette lente fusion. Il tint pendant quinze ans à ses cer-

titudes et à ses servitudes. Il consacra la plus grande partie de sa vie active à cette œuvre anachronique et démesurée, et, s'il ne fut jamais réellement novateur, il fut un artiste juste et sincère, trouvant dans l'éclectisme l'originalité qui manquait à l'Académie et rejetant les audaces pour ne pas trahir sa commande. Il finit ainsi par créer un style composite mais évident : le style Napoléon III.

Aujourd'hui encore on s'attache à ce travail bien fait, l'usine tourne et l'ombre du « grand chef » — c'est ainsi qu'on appelait Garnier sur le chantier — règne encore dans la maison, bienveillante et têtue. L'administration, dans des bureaux étroits et des couloirs sombres, n'est cependant pas séparée de la scène et de la salle. Les machinistes, sur le pont, tirent encore parfois des fils et des praticables comme au temps de la Patti. Les cintres sont bleutés comme si toujours un fantôme emportait la magie dans les plis de sa cape. L'acoustique de la salle est exceptionnelle de l'accord des musiciens qui se souviennent des divas dont les vocalises montaient dans les étages. Ce monument sage et fou emprisonne la mémoire, retient la tradition, empêche l'illusion de se perdre. Dans l'atelier de couture on coud toujours à l'aiguille les costumes des ballets, on teint les étoffes, on travaille la soie, les tutus cerclés ou les tutus anglais. Derrière des portes de caserne, dont les pompiers sont les « ouvriers », dorment des débris de costumes, de bijoux, d'armures étincelantes de fer blanc. A l'écart cinq ou six cloches se remettent d'avoir carillonné pour *Rigoletto* ou *Boris Godounov*. Et partout des rideaux cachent des salles pour des répétitions ou des exercices de danse. Car on ne cesse de battre et de jeter.

Une ballerine rentre dans sa loge où, sur des rayonnages, sont posés comme des poupées des dizaines de chaussons au nez écorché. De petits instruments de torture et de satin, durs comme du fer et légers comme des plumes, ayant eu leurs heures de pointe. Le public attend sa bonne étoile. Cette dernière sait que, au-delà de la rampe, dans l'aveuglement de la nuit, si la salle n'est pas « en gants », si elle respire d'un poumon régulier, elle sera tout à l'heure récompensée de ses efforts, libérée de ses pesanteurs pour voler le feu de la danse. Erik, le fantôme de Leroux, savait aussi donner à la Voix qui le faisait mourir d'amour des beautés indignées. Il n'était autre que le génie du lieu.

Christian Colombani

► A lire : *L'Opéra de Paris*, par Alain Duault, éd. Sand, 315 p. ; *Paris Impérial*, par Hervé Mangier, éd. Armand Colin, 371 p., 325 francs ; *Le Théâtre par Charles Garnier*, éd. Actes Sud, 254 p., 160 francs.

Train + Hôtel vous emmène...

à
Nice
pour 1 652 F

à
St-Raphaël
pour 1 518 F

à
Ste-Maxime
pour 1 633 F

Prix par personne au départ d'Ile-de-France, train en 2^e classe
Place assise + 3 nuits en chambre*** et petit déjeuner à Nice,
en chambre** et 1/2 pension à St-Raphaël et à Ste-Maxime.

52 destinations possibles toutes gares SNCF
agences du réseau Frantour Minitel 3615 code TH
Pour recevoir la brochure : tél. (1) 42.80.28.16

Frantour
Train + Hôtel

Berghotel
SCHATZALP

Enchantement et féerie
d'un hiver enneigé
pour jeunes et
moins jeunes.

Sur la face in-
solite du domaine
skiable, au pied des pistes.
Hôtel Belle Époque alliant le
charme rétro au confort
le plus moderne.

CH-7270 Davos Platz
Tél. 194191 44 13 31 • Fax 43 13 44

Alaska : la fonte des glaces

Suite de la page 17

Les relations ont repris, curieusement, à la faveur d'un sauvetage... de baleines. A la fin de l'automne 1988, à Barrow, le village le plus septentrional des Etats-Unis, trois cétacés, surpris par le retour brutal des grands froids, se retrouvent prisonniers des glaces. Les Esquimaux s'affaiblissent à les délivrer. En vain. Les journaux et la télévision se passionnent, la presse prenait d'assaut l'unique hôtel du village, et le public s'angoissait à mesure que les bulletins quotidiens se faisaient plus pessimistes. Le caractère exemplaire de cette quête désespérée pour la liberté finit par inspirer à Mikhail Gorbatchev, expert en action médiatique, un coup d'éclat. Après tractations, un bris-glace soviétique fut dépêché dans les eaux américaines pour frayer un chemin aux trois animaux. L'une des baleines mourut d'épuisement, mais les deux autres firent comprendre à l'Amérique bien-pensante que les Soviétiques avaient un cœur. « Les Russes aussi aiment leurs enfants », chantaient à la même époque Sting. Un an après la rencontre d'Hel-sinki, le bris-glace soviétique avait été pour l'Alaska un signe tangible de la glasnost et avait ouvert une voie nouvelle à des échanges avec la Sibirie.

Symboles par excellence, les sportifs ont été les premiers à se lancer la balle; des parties de football, de volley, de hockey se sont succédées, en matches aller-retour. Une course de chiens - le passe-temps le plus populaire ici, chacun se vantant d'élever ses vingt ou trente huskies pour le plaisir de promenades hivernales - est désormais organisée sur 1 000 milles de part et d'autre du détroit. Les jumelages ont scellé des liens durables, entre Anchorage et Magadan, Juneau et Vladivostok, Nome et Provideniya, Unalakleet et Petrovsk, chaque « mission » faisant l'objet d'abondants articles dans la presse locale.

Alaska Airlines ayant ouvert, en même temps qu'un charter pour Disneyworld, trois vols hebdomadaires pour Provideniya, Khabarovsk et Magadan, il est très vite devenu du dernier chic à Anchorage de faire le pèlerinage vers ce qui avait été longtemps tenu pour « l'empire du mal ». Les agences de

voyages se mirent à proposer des parties de chasse et de pêche sous le ciel de la Kolyma, ou des pèlerins complets d'une semaine pour 1 795 dollars, avec en prime un petit trajet en transsibérien jusqu'à Irkoutsk. Des avions privés ont été autorisés cette année à survoler l'espace aérien soviétique, permission qui a eu un grand retentissement dans un Etat où l'on possède un aéroplane pour cinquante-huit habitants.

Ces gestes ne seraient qu'anecdotes s'il ne venaient après tant d'années d'incompréhension mutuelle et d'exclusion réciproque. Si, pendant une génération d'hommes, la Sibirie et l'Alaska n'avaient été coupés par ce que l'on a appelé dans ces parages l'« Ice curtain », le « rideau de glace ». La passe de Béring était devenue une frontière hermétiquement close et d'autant plus dangereuse que son tracé faisait l'objet de litiges. Combien de prisonniers des camps staliniens ont payé de leur vie, morts de froid ou fauchés par la mitraille des patrouilles, la tentative de trouver par là leur salut? Combien d'excès parvenus à s'enfuir ont été dépités par l'accueil d'une Amérique succombant à l'époque à l'espionnage.

Le « rideau » s'était bien entrouvert pendant la seconde guerre mondiale : des aviateurs américains avaient eu l'autorisation de traverser l'URSS pour rejoindre le front, apprenant au passage aux enfants des steppes le goût du chocolat et celui du chewing-gum. Mais, à partir de 1948, le passage entre océans Pacifique et Arctique redevint une sorte de Checkpoint Charlie du Grand Nord. Seuls quelques Esquimaux, dissimulant leurs embarcations sous des peaux de bêtes et profitant d'épais brouillards, tentaient de braver l'interdit pour communiquer avec leur famille sur l'autre bord. C'est ainsi que l'on pouvait parfois trouver une bouteille d'antarktika, la vodka de l'Alaska, dans les yaranga de l'Alaska, ou un litre venant de Petropavlovsk dans les habitations des Brooks Range.

Lien tenu pendant les années sombres, les indigènes ont largement contribué à développer les relations entre les deux rives dès qu'un vent de liberté s'est mis à souffler. Depuis le 4 août 1989, les « natifs » de chaque bord (indiens

et Esquimaux forment 13 % de la population de l'Etat) sont autorisés à traverser sans visa une frontière qui fait enfin l'objet d'un traité en cours de ratification.

Pendant soixante-quinze ans, le Far East et le Far West ont donc feint d'ignorer que leurs histoires étaient liées, dans un flux et un reflux migratoires incessants. Venu des grandes plaines d'Asie, les premiers Amérindiens sont passés par le détroit quand, il y a trente-cinq ans, ils ont suivi leur gibier sur le gigantesque pont de glace lancé entre les deux continents par le refroidissement de la planète. Il y a deux cent cinquante ans, l'Alaska a été la dernière frontière de l'empire russe dans sa poussée séculaire vers l'est quand, débarquant à Cordova pour le compte de Pierre le Grand, le navigateur danois Vitus Béring affirma la souveraineté du tsar sur le nouveau territoire. Au milieu du dix-neuvième siècle, en vertu de la doctrine Monroe et de la « destinée manifeste », la jeune démocratie américaine fit l'acquisition de ces arpentés de neige quand, en 1867, le sénateur William H. Seward racheta les territoires à un empire russe aux abois pour l'équivalent de 2 cents l'acre (3). Aujourd'hui, la chute du communisme attire furtivement de l'autre côté du détroit la nation la plus puissante de l'époque : la conquête américaine de la Sibirie commence.

« C'est probablement le bon moment pour installer en Extrême-Orient soviétique », analyse Vic Fischer, directeur des relations soviétiques à l'université d'Anchorage, commentant l'échec du coup d'Etat conservateur. Et les hommes d'affaires, cow-boys avec attaché-case, commencent en effet à débarquer en terre soviétique. Balbutiements, bien sûr : les dossiers se perdent encore dans les méandres de l'administration, sous la papérase en cyrillique. Mais des joint-ventures - l'association avec un entrepreneur local est encore obligatoire - se créent, avec des noms tels que RUSA ou URSA. « Le développement économique doit faciliter la démocratisation », explique Mark Butler, directeur de Soviet Strategies, qui aide les hommes d'affaires à monter des sociétés. Les vocations se multiplient : Earl Roman a installé « en face » une entreprise de piles électriques; Doug Drum construit une douzaine d'usines agroalimentaires; une compagnie d'aviation sur cible est basée à Provideniya et diffuse les programmes américains dans les foyers privilégiés.

D'autres projets s'ébauchent, encouragés par le succès du pionnier local du business avec l'autre rive, Jim Rowe. La frontière à peine entrouverte, le propriétaire de Béring Air avait lancé les grandes compagnies en créant une liaison aérienne entre Nome (contraction de No Name) et Provideniya. Puis, conscient des besoins des Soviétiques et de leur difficulté à se procurer des dollars, notre homme s'est lancé dans le trafic (légal) de devises. Depuis un an, les magasins de Nome affichent en vitrine : « Rubles acceptés ». La nouvelle a vite fait le tour de la Sibirie orientale, et les « touristes » ont afflué, déversés par les charters de Béring Air. Sur la parité de 1 dollar pour 1 rouble, les Russes trouvent dans cet avant-poste de la société de consommation de quoi éprouver leur bourse de laine. En bout de course, Jim Rowe rachète les roubles au plus cher et les échange contre des dollars à ses compatriotes en mal de souvenirs originaux au prix de « roubles de collection ». Ce commerce est assez lucratif puisque Jim Rowe a fait récemment une donation de 116 000 dollars à une école soviétique de Provideniya.

L'implantation de petites entreprises peut sembler menue monnaie au regard de la formidable machine économique des Etats-Unis, mais les « Big Dollars » ne sont pas loin : les compagnies pétrolières lorgnent déjà les réserves de Sibirie orientale et ont entrepris une première approche prospective dans la mer des Tchoukches, à cheval sur la frontière. Elles espèrent avoir « en face » les coudées plus franches que dans leur pays, où la pression des écologistes est devenue très forte notamment depuis l'automne 1989 et la marée noire de l'Exxon-Valdez. Choquée, l'opinion publique était prête à faire « rendre gorge » au pollueur et, après une longue procédure, les plaignants, publics et privés, exigeaient 59 milliards de dollars de dommages et intérêts. Un record. Une



transaction « honorable » semble finalement avoir été arrachée juste avant ce qui devait être un procès historique.

Pour empoisonner un peu plus la vie des pétroliers, par un parage de Jimmy Carter, la quasi-totalité du territoire a été interdite à toute exploitation pétrolière, et le seul site en activité, à Prudhoe Bay, arrivera à épuiser dans une trentaine d'années. Du coup, les champs sibériens, moins coûteux, attirent de plus en plus les compagnies américaines.

Leur retrait éventuel, même partiel, a de quoi alarmer l'Alaska, qui tire 80 % de ses ressources de cette activité, tout comme peut lui nuire la réduction en cours des effectifs et des dépenses militaires, sa deuxième « richesse ». C'est pourquoi la visite, en septembre dernier, à la base d'Elmendorf, près d'Anchorage, du général Alexandre Kovtunov, commandant des opérations militaires en Sibirie orientale, a été un événement accueilli paradoxalement avec autant d'indignité que de soulagement.

Les plus optimistes accueillent plutôt la nouvelle donne soviétique-américaine comme une « chance économique ». Le quarante-neuvième Etat peut notamment espérer devenir une plaque tournante commerciale. L'ouverture de la voie aérienne du pôle vaut déjà à l'échelle d'Anchorage d'accueillir 4,5 millions de passagers par an; celle de la voie maritime pourrait avoir un retentissement plus grand encore, entraînant une bonne part du trafic entre les pays du Pacifique nord et l'Europe et devenant le nœud des échanges entre l'URSS et les Etats-Unis.

La fin du communisme aura aussi permis à l'Alaska de faire remonter sans honte son passé russe. De Sitka, au sud, siège de la

compagnie russo-américaine qui régissait la colonie, à Fairbanks, au nord, dont le musée conserve des icônes et d'autres bribes de cette présence, le pays a ancré un peu plus solidement son particularisme dans la commémoration de la découverte de Vinus Béring (4). La centaine d'églises orthodoxes - il reste aujourd'hui vingt mille pratiquants chez les natifs - conservées jusque dans l'éclat de leurs bulbes sont autant de témoignages que ce coin de terre peut prétendre à une histoire certes différente mais presque aussi ancienne que celle des Lower 48.

Chacun a sa version de l'histoire. Alors que l'avion survole la vallée de Matanuska où des fermes expérimentales font pousser si près du cercle arctique des légumes géants et des céréales, réussissant là où avait échoué Lyssenko, un « titi » américain donne la sienne, entrecoupant son discours d'interjections peu glorieuses : « Comment les Russes ont-ils pu abandonner ce pays? Il y avait tout ici : la chasse, le pêche. Et puis après l'or, et ensuite le pétrole. S'ils avaient su garder l'Alaska, ils ne seraient pas là où ils en sont. » Et de conclure par une boutade en vogue ici : « La vente de l'Alaska en 1867 a été la première entreprise de privatisation de la Russie ». L'Histoire elle-même ironise : en 1970, la livraison inaugurale de pétrole de Prudhoe Bay atteindra 7,2 millions de dollars, c'est-à-dire le même chiffre exactement que la transaction entre le tsar et le président des Etats-Unis. De quoi donner une leçon, à titre posthume, au Congrès américain de 1867, réticent à acheter une terre qui lui semblait chère et sans avenir, et que l'on surnommait dédaigneusement « la glacière de Seward ». L'Alaska restera d'ail-

leurs déset jusqu'à la rive vers l'or de 1897.

Jack London a raconté ce moment de l'Histoire qui jeta en quelques jours cent mille Américains avides sur les pistes du Septentrion. Parti de San Francisco avec le *Capitaine de Marx*, l'origine des espèces de Darwin, le paradis perdu de Milton et le Déclin et la Chute de l'Empire romain, il reviendra un an plus tard avec 4 dollars et 50 cents de poussières d'or grattées sur son claim, mais riche des innombrables histoires glanées dans les bords.

Le filon était là, et ses romans lui rapportèrent de son vivant un million de dollars-or. Exaltant les vertus compétitives de la lutte pour la vie, glorifiant la volonté de sortir du troupeau et l'appel de l'immensité, louant le courage des aventuriers épris de liberté, le « Klipping du Grand Nord » a beaucoup fait pour le mythe de la dernière frontière, une frontière qu'il situait « n'importe où entre le 53° degré de latitude nord et le pôle dans les territoires de chasse qui s'étendent de la côte orientale de la Sibirie aux confins de l'Amérique ». Un mythe partagé des deux côtés du détroit : Jack London est le dernier auteur qu'ait lu Lémine, à la veille de sa mort.

de notre envoyé spécial
Benoit Hopquin

(3) 40,47 ares ou 4 046,86 mètres carrés.

(4) En 1647, le Cosaque Simon Dejnev atteint la presqu'île des Tchoukches et apprend par la population locale l'existence d'une terre un peu plus à l'est. En 1728, une première expédition de Vinus Béring découvre le détroit qui porte aujourd'hui son nom. En 1732, Mikhaïl Gvozdev, sur le *St-Gavril*, longe les côtes de l'Alaska pendant cinq jours et établit les premiers contacts avec la population. L'expédition de 1741 ne fera que marquer la prise de possession du nouveau territoire par l'empire russe.

Guide

● A moins d'apprécier le neige et les climats très rudes (jusqu'à 40 degrés), il est préférable de visiter l'Alaska en juin, juillet, août ou septembre. Ce dernier mois étant d'ailleurs le plus beau (même si les températures sont déjà basses) par ses couleurs d'automne.

Transports. La plupart des compagnies aériennes font escale sur l'aéroport d'Anchorage dans leur route vers le Japon. Le vol le moins coûteux - mais le plus long - est celui de Northwest Airlines.

Pour se déplacer à l'intérieur du pays, l'avion est plus que conseillé : les compagnies domestiques sont Alaska Airlines et Mark Air. De multiples sociétés proposent par ailleurs des excursions en bus et des croisières en bateau. On peut prendre aussi le torillard d'Alaska Railroad entre Anchorage et Fairbanks, qui laisse amplement le temps de photographier les grands espaces.

A visiter. Anchorage, qui abrite la moitié de la population de l'Alaska, est le point de départ obligé de presque toutes les excursions. Notamment celle des superbes Chugach Mountains. Prendre le bateau pour le glacier du Portage, dont les énormes pans de glace bleutés tombent directement dans la mer. D'Anchorage, filer sur Seward et embarquer pour les étonnantes fjords de la presqu'île de Kenai. Se rendre également à Alyeska, la station de sports d'hiver, et visiter la mine de Crow-Creek, qui date de 1898 et donne un aperçu des

conditions de vie spartiates des chercheurs d'or. Moyennant 5 dollars, le visiteur peut marier la battée et trouver quelques pallentes. Le résultat est garanti!

Fairbanks, la deuxième ville du pays, est également intéressante par ses vestiges de la Ruée vers l'or. Voir le Gold Dredge Number 8, curieuse machine à récolter le métal précieux qui fut en activité de 1928 à 1959. A visiter également le Musée de l'université d'Alaska et l'Alaska Public Lands Information Center.

Le parc national de Denali est le lieu le plus fréquenté par les touristes. D'après les statistiques américaines, il n'existe qu'une chance sur dix de découvrir le mont McKinley (6 194 mètres) sans nuages, mais la quasi-assurance de voir ours, élans ou caribous en liberté.

Que l'on aime ou non le pêche, on peut se rendre dans un de ces chefs perdus dans le bush, au cœur de l'Alaska, où le Tout-Anchorage démolit les week-ends d'été : seul moyen de transport, le plus souvent, un hydravion qui atterrit sur le plan d'eau devant le chalet. Certaines de ces habitations sont très confortables : par exemple, le Riversong Lodge, accueil remarquable et cuisine excellente.

Hôtels. A Anchorage le Sheraton et le Hilton rivalisent de luxe à l'américaine. Ceux qui préfèrent les vieilles pierres, assez rares dans les parages, choisiront l'Anchorage Hotel, qui date de la création de la ville.

A Fairbanks : le Captain Bartlett Inn (chambres sans intérêt, mais saloon et restaurant au décor kitsch).

A Denali : le Mont McKinley Village Lodge et le McKinley Chalet Resort sont de bons points de départ pour des excursions dans le parc national.

Dans la presqu'île de Kenai : le Kenai Princess Lodge jouit d'un site incomparable.

Deux restaurants, le Surdough Mining Co., à Anchorage, et le Pump House, à Fairbanks, ont su recréer un décor digne de l'époque des pionniers, avec en prime une solide cuisine.

Livres. Les guides français sur l'ouest des Etats-Unis consacrent quelques pages sommaires à l'Alaska. Le guide publié par Lonely Planet est nettement plus complet.

Il faut également relire les œuvres du Grand Nord de Jack London, qui nourrissent votre imagination. A éviter par contre ses émules indigènes qui, hélas! pullulent. On s'intéressera en revanche à Alaska, de James Michener, cette volumineuse saga étant le fruit d'un remarquable travail de recherche historique.

Pour tous renseignements détaillés, s'adresser à l'Office du tourisme des Etats-Unis (4, avenue Gabriel, 75008 Paris; Tél.: 42.60.57.15, de 13 heures à 17 heures), qui vous mettra en contact avec le Convention and Visitors Bureau, bien organisé et très documenté.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE***NN
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES
Tél.: 93-30-31-11 - Téléc. 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél.: 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, cible.
Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
13, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w-c.
Tél. direct, TV couleur. De 280 F à 420 F
Tél.: 46-34-24-20.
Tél.: 43-54-92-55.

PORTE DES LILAS
HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél.: 211838. Fax: 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)
TV couleur. Tél. direct, minibar.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION
AUX BAUX-DE-PROVENCE
LE MAS DE L'OULIVIER***
Un nouvel hôtel grand confort,
avec 20 chambres climatisées, au cœur
d'une oliveraie. Magnifique piscine
payagée. Tennis. Parking fermé.
A proximité : golf 9 et 18 trous.
Équitation, vol à voile...
Et, tout autour, le site prestigieux et
idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél.: 90-54-35-78. Fax: 90-54-44-31.

Afrique

BURKINA-FASO
HÔTEL EDEN PARK****
100 chambres - 10 suites - bars -
4 restaurants - night-club - boutiques
Antenne télévision parabolique. Hôtel
situé à 5 minutes de l'aéroport
01 BP 2070 OUAGADOUGOU 01.
Tél.: 31-14-86 - 31-14-87.
Téléc.: 3224 - Fax: 31-14-88.

TOURISME

Le logis de Rennebourg
Pour les vacances à la campagne,
maison d'hôtes à 30 km de La
Rocheville dans jolie ferme restaurée
et aux chambres raffinées.
Tél.: (16) 46-32-16-07.

Canova

La fin d'un monde... de Canova...
Le monde d'aujourd'hui... de Canova...
Le monde de demain... de Canova...

Le monde d'aujourd'hui... de Canova...
Le monde de demain... de Canova...
Le monde d'aujourd'hui... de Canova...

Le monde d'aujourd'hui... de Canova...
Le monde de demain... de Canova...
Le monde d'aujourd'hui... de Canova...

Le monde d'aujourd'hui... de Canova...
Le monde de demain... de Canova...
Le monde d'aujourd'hui... de Canova...

Le monde d'aujourd'hui... de Canova...
Le monde de demain... de Canova...
Le monde d'aujourd'hui... de Canova...

Le monde d'aujourd'hui... de Canova...
Le monde de demain... de Canova...
Le monde d'aujourd'hui... de Canova...

Le monde d'aujourd'hui... de Canova...
Le monde de demain... de Canova...
Le monde d'aujourd'hui... de Canova...

Le monde d'aujourd'hui... de Canova...
Le monde de demain... de Canova...
Le monde d'aujourd'hui... de Canova...

SANS VISA
DÉCOUVERTE

Canova

Festival du film d'art et festival de musique redonnent vie, chaque année en septembre, à la petite ville d'Asolo, entre Venise et Trévise. Une région placée de longue date sous le signe de l'art : c'est à Possagno, village voisin, que le sculpteur Canova avait, à la fin du dix-huitième siècle, son atelier, aujourd'hui aménagé en musée, là aussi que l'on vient de retrouver d'étonnantes photographies prises au moment de l'évacuation des plâtres, en 1917.

Au pays natal de Giorgione, on croit savoir pourquoi la lumière est née de la couleur des choses : pour s'être fait l'écho, à chaque angle de rue, à chaque pont, à chaque percée parmi les murs, du sentiment prenant de l'arrière-pays. Quitte Venise, traverse la plaine industrielle qui passe des nœuds coulants aux villas palladiennes, voici les premiers plis des Alpes dolomitiques, un pays de coteaux qui partage avec la Toscane un air de famille frotté au gypse et aux tables rocheuses en plein ciel. De loin, chaque colline est une ligne bleue spongieuse, mais lorsqu'on atteint ses flancs, chacune est si timide que les ormeaux, les vignes alentour, semblent plantés au cœur même des villages.

Comme toutes ses semblables en Italie, Asolo, la ville « au cent horizons », est confrontée aux problèmes que pose un patrimoine trop dense. Pas une maison qui ne soit médiévale ou Renaissance, pas un ornement de fenêtre ou de balustrade dont la restauration ne s'impose d'urgence. Si Asolo est aujourd'hui ce qu'elle est, elle le doit à une princesse Cornaro, de haut lignage vénitien, devenue reine de Chypre en 1472 par son mariage avec Jacques II de Lusignan, puis régente après la mort de son époux lors d'une révolution de palais. En 1489, elle remet ses États à la Sérénissime qui lui offre en échange ce village de Venétie dont elle fera l'une des plus brillantes cours d'Italie, à l'égal d'Urbino ou de Ferrare.

Cette cour, où l'humaniste Pietro Bembo jouait les grands orateurs, s'exaltait à l'idée de ressusciter, sous une forme idéale, le modèle des académies grecques. Les Asolani de Bembo, recueil de poésie politique au sens platonicien et cependant courtois du terme, dédiés à Lucrèce Borgia, en portaient témoignage : Asolo était alors une Académie. Est-ce de ce passé que la petite ville a conservé ce sens aigu de la convivialité ? Ce savoir-vivre dans la « cité » grâce auquel, en dépit d'innombrables difficultés, maisons, palais et théâtres

retrouvent peu à peu leur aspect du temps de leur première reine. Sept heures du matin à la terrasse du Caffè centrale, sur la grande place d'Asolo, Manlio Brusatin prend son premier petit noir. Le comptoir derrière lui, la lampe qui s'éteint, les chaises que le garçon dispose, sont ses œuvres de jeunesse. Professeur à l'université de Venise et l'un des spécialistes des monuments historiques les plus estimés de la région, cet ancien élève de Carlo Scarpa (originaire d'Asolo) est l'homme de la situation.

Il y a quelques mois, Manlio Brusatin recevait des mains d'un vieux photographe de Trévise un lot de clichés pris par deux soldats italiens pendant les batailles de la Brenta et du Piave, en 1917. Surréalistes sans artifice, Stefano et Siro Serafin, le père et le fils, avaient capté sur ordre de l'état-major dans leur chambre noire le transfert des épreuves en plâtre de Canova du musée-atelier du sculpteur à Possagno, son village natal, vers le Temple qu'il leur avait dédié sur les hauteurs : ce Panthéon, paradoxalement consacré au « Dieu unique et trinitaire », allait les protéger des bombes que les Autrichiens lançaient - à la main - de leurs biplans.

L'évacuation s'était faite à dos de mulet ou sur des charrettes à foin. Malheureusement, les sculptures, en lesquelles Musset avait autrefois reconnu « l'impossible théâtre d'une histoire secrète, et future, où les personnages de cette atmosphère de célébration qui avait dominé

et habité les capitales d'Europe sont retournés au sein de la terre pour y être éternisés », ces sculptures laïques avaient déjà subi l'assaut des Autrichiens. Rassemblés dans le désordre par les deux photographes, elles évoquaient plus un collage de Max Ernst qu'une œuvre néoclassique du dix-huitième siècle finissant. Ou bien Canova souriait-il dans les éclats du plâtre, d'un sourire d'un nouveau genre, altéré par l'époque ?

Un Napoléon catastrophé, l'Italie pleurant sur Thésée, Amour et Psyché en charrette : les deux photographes avaient opéré une métamorphose des œuvres en objets d'un réalisme magique assez peu rassurant. Les Autrichiens avaient passé le Piave et tiraient au mortier à chaque assaut « sur un Tiepolo » (Wittgenstein dans une lettre du front à Karl Kraus). Mais voici que deux pauvres soldats italiens leur opposent le tragique ridicule de leur mère patrie : la Venise du Carnaval de 1797, la Venise patriote et masquée du premier Risorgimento. « Contre les Autrichiens comme sous l'occupation des Français, raconte Manlio Brusatin, les habitants de Venise blessés revêtaient une fois de plus le masque du sourire... Mais ce sourire de pierre, capté sur du papier, est plus blanc, plus figé et, sur le moment, plus fragile que jamais. »

L'escapade à Possagno, dont on devinerait presque les toits, là-bas, détachés sur la masse noire du Monte Grappa, une visite à la gypsothèque de Canova, réaménagée en 1957 par Carlo Scarpa (dont il fut l'élève), sont pour Brusatin, maître d'œuvre de la restauration d'Asolo, une sorte de leçon de morale appliquée à son propre travail : faire d'un vase brisé un nouvel ustensile qui ne perde pourtant pas sa patine - la récompense des chefs-d'œuvre.

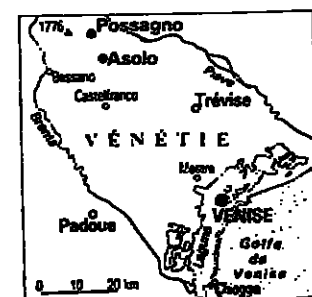
A ce paradoxe de l'architecte-restaurateur, Asolo offre une sorte de laboratoire. De la Casa Longobarda, où des sculpteurs lombards du seizième siècle auraient inscrit à même la pierre leurs préoccupations cabalistiques, au palais Renaissance de la reine Cornaro et de Pietro Bembo, du couvent baroque San Luigi à la Rocca, la forteresse médiévale qui domine la ville, il n'est question que de redonner une raison d'être, domestique ou communale, à de nobles squelettes de pierre couchés à flanc de colline.

Avec le renouveau de son Festival du film d'art, créé il y a vingt ans et tombé en désuétude alors qu'il avait pourtant

inspiré des émules, comme celui de Montréal, Asolo espère, dans les années qui viennent, investir quelques-uns de ces monuments : ainsi la restauration du vieux théâtre Duse, dont les murs n'étaient encore, l'an dernier, que coquille vide, a débuté par d'impressionnants travaux de déblaiement.

Un festival qui ne veut pas, à l'inverse de la pratique habituelle de nombreuses rencontres « à thème », défendre une esthétique donnée, le cinéaste servant de prête-nom à l'artiste, mais montrer comment et pourquoi art et cinéma relèvent désormais d'une langue commune : comment et pourquoi

chez lui



La Musa Polimnia (1812), un des plâtres de la gypsothèque de Canova, photographiée par Stefano et Siro Serafin, en 1917, lors de son transfert vers un lieu sûr.

tel éclairage, tel montage, telle prise de vue peuvent à la fois faire plaisir et avoir du sens. Le succès auprès des intellectuels, sinon encore du grand public, de l'Auditorium du Louvre, augure bien de cette nouvelle « méthode ».

Le palmarès du dernier festival d'Asolo qui s'est déroulé à la fin de septembre est à cet égard éloquent : sur les quatre films primés, trois sont consacrés à des artistes contemporains, Tinguely, Koenig et Christo, et le quatrième dresse à travers d'autres œuvres modernes le portrait de Berlin « années Neuf Zéro », selon le jeu de mots du dernier Godard... Entre l'Asolo d'hier et celle du temps présent, les ponts existent et seront renforcés.

de notre envoyé spécial
Stéphane Gambier

LE PORTUGAL À PARTIR DE

1500F*
ALLER/RETOUR

Au départ de :

Paris - Lyon - Nice - Marseille - Toulouse - Bordeaux

100 vols hebdomadaires France - Portugal - France

TAP AIR PORTUGAL

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRES DE TAP AIR PORTUGAL
OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGES

*Tarifs valables du 1/10/91 au 15/12/91, soumis à des conditions particulières de vente et de transport

Guide

• La Gypsothèque de Canova, située dans la maison natale du sculpteur à Possagno (3 kilomètres d'Asolo), est ouverte tous les jours sauf les lundis non fériés, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, tout comme le Temple, sur la colline qui lui fait face.

Parmi les écrivains d'Asolo, il faudrait lire Pietro Bembo, Robert Browning ou Daniele D'Annunzio (qui y visitait sa Duse), mais le travail éditorial en français reste à faire : ni les Asolani (1605), ni l'Asolando (1889), ni d'ailleurs le quart de

l'œuvre du Conquérant de Flume ne sont aujourd'hui disponibles. Pour percevoir la région, on se reportera à quelques pages d'Henry James (Heures italiennes), ainsi qu'aux romans ou journaux de guerre d'Hemingway, de Dos Passos, de Comisso, de Wittgenstein, qui ont parfois vécu les souffrances des gypsies de Canova...

L'éditeur Asolo Arti publie trois fois par an une excellente revue d'art, de littérature et de musique : Eidos, rivista di arti, letteratura e musica, via Collegio, 32, 31011 Asolo, Italie. •

Gutenberg les années de plomb



Gravures tirées de l'histoire de l'imprimerie éditée par les Imageries Epinal.

En exil à Strasbourg durant une dizaine d'années, au moins de 1434 à 1444, Gutenberg y utilise une presse, achète du plomb pour confectionner des caractères... et fabrique des miroirs de métal avec lesquels les pèlerins pourront capter et renvoyer à la maison le miracle d'Aix-la-Chapelle. Mais c'est à Mayence, un peu plus tard, qu'il mettra au point un miroir autrement complexe : l'imprimerie. La cité rhénane est aujourd'hui le siège du principal musée de cet art noble que visitent avec nous le Dr. Eva Hanebutt-Benz, directrice du Musée Gutenberg, le Dr. Adolf Wild, conservateur, et Bertram Schmidt-Friderichs, imprimeur à Mayence.



« Les incunables mayençaises que l'on peut voir dans le trésor du musée sont-ils les premiers textes imprimés ? »

— B. S.-F. — Il serait faux de penser que les premiers textes imprimés étaient uniquement les pages de la bible que Gutenberg concevait d'ailleurs comme un fac-similé de manuscrit, et dont le prix de revient demeurerait très élevé. Son souci n'était pas de la rendre accessible au peuple mais d'offrir une reproduction moins coûteuse que celle écrite à la main. Parallèlement, il imprimait à de hauts tirages des indulgences et toutes sortes de textes qui, le plus souvent, ne dépassaient pas la page et se vendaient bon marché. Ce sont eux qui ont contribué à financer les premiers pas de l'imprimerie.

— Dr. H.-B. — L'impression de la première bible a été un investissement lourd. Songez qu'elle a duré trois années, de 1452 à 1455, durant lesquelles il n'y avait pas de rentrées. Il était naturel, pour gagner de l'argent en attendant, de chercher des marchés pour de petites impressions. Leur fabrication et celle de la bible étaient complémentaires. Pour Gutenberg, la bible devait être la preuve de sa faculté de parvenir à une impression parfaite, qui serait l'égal au niveau artistique des grands manuscrits de l'époque. Et même supérieur dans la mesure où l'on pouvait pratiquer des corrections.

— Dr. A. W. — On peut considérer ces indulgences, où ne demeure plus que le nom du bénéficiaire à inscrire, comme les premiers formulaires imprimés. Il ne nous en reste que peu d'exemplaires, pas plus que de ces petites grammaires latines ou de ces placards couvrant de simples feuilles, qui n'ont pas résisté aux trop fréquentes consultations. Quant aux profits, ils étaient tout de même plus limités que ceux tirés des grands livres. C'est pour cela qu'on a imprimé tant de bibles et de livres religieux. Pour eux existait un marché captif avec des commandes assurées. Tout était vendu d'avance, sans risques.

« L'intérêt de l'Eglise était dans la standardisation des textes religieux. Les manuscrits s'accompagnaient de tout un cortège d'erreurs, d'ajouts ou de changements arbitraires que l'imprimerie allait permettre de bannir. L'Eglise se servira de la nouvelle technique pour unifier la foi : avec l'imprimerie, elle était assurée que les textes seraient toujours les mêmes. Mais, en même temps, c'est l'imprimerie qui a rendu la Réforme possible. »

— L'imprimerie socialise-t-elle la laïcisation du livre ? »

— Dr. H.-B. — L'évolution est allée de pair avec le développement social. On est passé au Moyen Age d'une société paysanne à une société dominée par les cités commerçantes. Dans un premier temps, le livre est resté dans les cloîtres, puis il a conquis les universités et les comptoirs. Dans cet environnement nouveau de bourgeois et de commerçants se sont développés d'autres sujets hors du domaine restreint de la foi.

— Dr. A. W. — Il n'y avait pas de confrontation entre le livre religieux et le livre laïque. Cela s'ajoutait naturellement. Déjà, avant la découverte de l'imprimerie, il existait une minorité d'ouvrages non religieux, auteurs anciens, fables, contes, chroniques ou traités de médecine populaire. Dès 1485 l'imprimerie offrira à

celle-ci son Jardin de santé, une sorte d'encyclopédie des plantes médicinales d'Europe, et, aux voyageurs, le Pèlerinage en Terre sainte de Bernard von Breydenbach (1486), qu'on peut considérer comme le premier livre de voyage imprimé, avec ses larges gravures panoramiques pliées comme dans un Baedeker.

— La typographie trouve-t-elle rapidement ses codes ? »

— B. S.-F. — On dit souvent que l'art d'imprimer a vu le jour à Mayence, mais que la typographie s'est développée à Venise. L'un des grands créateurs en est indéniablement Aldo Manuce, qui était à la fois auteur, fondateur, imprimeur et éditeur. Il a inventé de nouvelles formes de livres, des typographies, des usages de l'illustration et des ornements. Par ailleurs, le passage rapide, en Italie, des caractères romains sera une immense innovation qui va amener de nouvelles personnes à la lecture.

— Dr. H.-B. — Pour les petits livres de poche que Manuce a inventés, il a fait dessiner en 1501 une écriture spécifique, l'italique, qui existe encore aujourd'hui et dont le premier objectif était de faire entrer plus de texte sur une page. Une raison tout à fait économique. Ces ouvrages originaux différaient aussi bien des grandes bibles que des petits almanachs que l'on trouvait alors.

— Dr. A. W. — Les imprimeurs ont d'abord développé l'esthétique du manuscrit. Rappelons à ce propos que chacune des bibles à quarante-deux lignes de Gutenberg est différente, car elles étaient vendues en cahiers, à charge pour l'acheteur de les faire enluminer ; puis ils ont découvert les ressources propres à la typographie, filets, encadrements, cul-de-lampe, les règles d'un autre art. Ce grand effort a été fait en Italie mais aussi en Allemagne par Erhard Ratdolt à Augsbourg, grand centre commercial et centre de l'imprimerie, ou par Anton Koberger à Nuremberg, ou en France à Lyon, qui était au confluent de plusieurs routes commerciales, et où la première imprimerie apparaît en 1473. A Venise, en 1500, il y en avait plus de cent cinquante !

— Comment passe-t-on du latin aux langues locales ? »

— Dr. A. W. — Avant Luther, il y avait déjà eu quelques traductions de la bible en allemand, mais c'est la traduction de Luther qui a fait loi dans le domaine de la langue et amené sa fixation. Le haut-allemand s'imposait, alors qu'auparavant il n'y avait pas un parler officiel réglé.

— B. S.-F. — Rapidement, l'imprimerie a permis de publier dans la langue de chaque pays au lieu d'en rester au latin compréhensible partout, mais par peu de monde. Il y avait un effet logique, le public potentiel s'élargissant avec la publication de livres en langue locale. Ainsi la décentralisation, la régionalisation étaient-elles aidées par l'imprimerie. Très tôt, dès le seizième, on a fondé

des caractères cyrilliques, grecs, arabes, hébraïques.

— Dr. A. W. — La politique des papes, qui pousse à la propagation du christianisme dans tous les pays du monde, va favoriser la fonte de lettres dans les écritures les plus lointaines pour pouvoir envoyer des textes religieux dans des langues de ces pays.

— Dr. H.-B. — Ainsi, lorsqu'ils sont venus s'installer au Japon, les jésuites portugais amenaient avec

pour peu qu'un autre imprimeur ait vu qu'il pouvait gagner de l'argent avec. Le papier était cher, le plomb aussi. Il était impossible de stocker les centaines de pages en plomb d'un livre, cela revenait trop cher, il fallait réutiliser les caractères. Si bien que, lorsqu'il s'agissait de procéder à une deuxième ou troisième édition, il fallait tout composer de nouveau, alors qu'aujourd'hui on reprend les mêmes films et on recommence.



eux une imprimerie complète qui leur a permis de publier en caractères latins dès l'an 1590.

— Qu'est-ce qu'un gros tirage alors ? »

— Dr. A. W. — Les incunables ne représentent que quelques centaines d'exemplaires, mais, au seizième siècle, la production dépasse le millier. Il y a des tirages réimprimés année après année, comme cette fameuse Chronique dite de Nuremberg (1493) par exemple, qui était très populaire dans toute l'Europe, car, avec ses mille huit cent neuf gravures sur bois, elle était une histoire du monde illustrée, qui mêlait légendes et réalités. On en a fait des rééditions et des rééditions, plusieurs milliers d'exemplaires au total. Et les écrits de la Réforme luthérienne attendront des tirages importants.

— Dr. H.-B. — Si les tirages dépassent rarement le millier au seizième siècle et restent stables jusqu'à la fin du dix-huitième, c'est tout simplement parce que la technique et donc les coûts restent les mêmes. Cela ne changera qu'au dix-neuvième, avec la révolution technique, l'apparition de la machine à vapeur, des rotatives qui vont permettre des éditions de masse.

— B. S.-F. — Auparavant, l'un des problèmes des éditeurs lorsqu'ils faisaient un tirage de quatre cents ou mille exemplaires, c'est qu'avant même de les avoir réimprimés ils risquaient de trouver sur le marché une édition pirate,

— Dr. A. W. — Il y avait alors des imprimeurs qui avaient obtenu du pouvoir un privilège, comme Plantin à Anvers, qui avait le droit d'imprimer les livres religieux pour tout l'empire colonial. Lui seul en avait le droit. C'était une garantie de revenus sûrs. C'est aussi contre les privilèges que sont apparues les éditions pirates. Et n'oublions pas que la naissance de l'imprimerie a amené celle de la censure, qui apparaît ainsi d'une manière officielle dès 1485 à Mayence. Rapidement, le livre va jouer à saute-joint entre catholiques et protestants.

— B. S.-F. — Il faut aller à la source maintenant, la mise à l'index ne suffit plus. A terme, l'imprimerie aura exercé toute une bureaucratie pour contrôler ce qui se publie.

— Dr. A. W. — Au dix-huitième, les imprimeries clandestines n'y suffisent plus, on invente des marques, des lieux d'impression fictifs pour dérouter les censeurs, ou bien l'on imprime des ouvrages en France avec toutes les apparences d'une édition néerlandaise pour tromper l'ennemi. Au dix-neuvième, le domaine de la chose écrite s'étend considérablement. Les règles des corporations se libèrent, la concurrence est plus libre, l'économie s'ouvre, il y a moins de censure et d'oppression.

— Qu'en est-il du plomb depuis la révolution électronique ? »

— B. S.-F. — Le plomb a disparu et les ordinateurs ont pris la place de tout ce qui existait avant. Mais la révolution n'est pas tant dans le fait qu'on a trouvé un autre moyen de composer et de mettre le texte en page que dans le changement de tout le circuit de la communication. La télévision, les satellites, les téléfax n'ont cependant pour le moment qu'un effet marginal sur l'imprimerie. On produit de plus en plus de livres avec des possibilités dont on rêvait au commencement de ce siècle, comme la quadrichromie. Mais la façon d'imprimer des années 60, l'offset, n'a pas changé. Bien sûr, il ne reste rien du plomb de Gutenberg, même dans la mise en page où rien ne contraindrait plus les caractères à se ranger en lignes, car avec l'écran on peut les placer n'importe où.

— Lorsque vous évoquez les « caractères n'importe où », vous faites référence à l'exposition des ouvrages de Jacques Damase ? »

— B. S.-F. — Chez lui, il s'agit d'une démarche esthétique. Si vous regardez son Tristan Tzara, tout a été mis en plomb, c'est de composition très complexe. Maintenant, avec une souris clic clic, vous faites ce que vous voulez, vous mettez en couleurs ou en noir, vous laissez tomber tel morceau, vous ombrez tel autre, ce sont des folies graphiques, mais pas une révolution.

— Dr. A. W. — Jacques Damase dit qu'il n'y a plus aucune raison pour que les livres restent aussi ennuyeux, si bien réglés, parce que la technique permet une créativité absolument illimitée.

— B. S.-F. — En même temps, comme souvent, comme avec les enfants, comme dans les révolutions, la liberté infinie peut ne pas mener à grand-chose parce qu'il arrive un moment où l'on ne parvient plus à lire tant d'est ouvert de trames. Mais d'ici à dix ans on aura trouvé de nouvelles règles.

— Dr. A. W. — Oui, il faut penser à la lisibilité aussi.

— Peut-on dresser une sorte d'état du monde de l'imprimerie ? »

— Dr. A. W. — Le mouvement actuel ne se dessine que dans les pays développés : Europe, États-Unis, Japon, Singapour, Taiwan... mais c'est une question de peu de temps. Même à Sansa ou à Ougadougou vous trouvez un ordinateur, des imprimantes, et la météo quotidienne vient du satellite.

— B. S.-F. — Jamais auparavant il n'a été aussi facile d'imprimer un livre. Avec une imprimante à laser on peut produire quelques centaines d'exemplaires à des prix plus bas que jamais. N'importe qui, avec un simple ordinateur, peut parcourir tout le processus jusqu'à l'impression. On dit couramment que les livres sont trop chers, mais, pour avoir un livre de poche, il ne faut déboursier que l'équivalent d'une demi-heure de travail.

— Que penser de la place croissante qu'occupent les imprimeurs d'Extrême-Orient ? »

— B. S.-F. — Le plomb a disparu et les ordinateurs ont pris la place de tout ce qui existait avant. Mais la révolution n'est pas tant dans le fait qu'on a trouvé un autre moyen de composer et de mettre le texte en page que dans le changement de tout le circuit de la communication. La télévision, les satellites, les téléfax n'ont cependant pour le moment qu'un effet marginal sur l'imprimerie. On produit de plus en plus de livres avec des possibilités dont on rêvait au commencement de ce siècle, comme la quadrichromie. Mais la façon d'imprimer des années 60, l'offset, n'a pas changé. Bien sûr, il ne reste rien du plomb de Gutenberg, même dans la mise en page où rien ne contraindrait plus les caractères à se ranger en lignes, car avec l'écran on peut les placer n'importe où.

— B. S.-F. — Ils disposent des mêmes techniques que nous, mais le prix du travail y est plus bas, de un à trois. Les maquettes, la composition, la mise en page sont faites ici, et la gravure et l'impression là-bas. Les lecteurs n'acceptent plus le noir et blanc dans un catalogue, ou alors il est en duplex, c'est-à-dire imprimé en deux ou trois couleurs. Les trames sont si fines qu'on ne peut plus les voir. Cela a augmenté les prix avec des tirages en baisse, car on publie trop de titres. Songez qu'on peut trouver pour 30 francs des livres avec trois cents pages en couleurs !

— Doit-on dire adieu à Gutenberg ? »

— B. S.-F. — Si Gutenberg est toujours présent, c'est que l'élément le plus important dans son invention est la popularisation de l'information. En cela, je pense qu'on peut le considérer également comme le saint patron de l'informatique. L'idée de reproduire et d'informer plus de gens n'appartient plus seulement à l'imprimerie. Les amateurs de livres existeront toujours : un livre peut être lu n'importe où, au rythme que l'on veut, et les informaticiens ont bien pu déployer des programmes sophistiqués simplement pour simuler la disparition d'un texte à l'écran à la façon d'un page que l'on tourne, l'écran ne se substituerait pas pour autant au livre. C'est pourquoi on ne peut pas dire adieu à Gutenberg.

— Dr. A. W. — Le livre demeurera au moins comme objet d'art composé et imprimé à la main en petits tirages. Des artistes de plus en plus nombreux recherchent du matériel d'imprimerie en plomb et en bois avant que tout n'ait disparu. Même la technique de Gutenberg va survivre non pas avec son idée de reproduire en grande série, mais avec celle de faire des livres d'artistes. Voir et sentir une page entrée et imprimée était propre à l'homme ; le processus, aujourd'hui, est devenu tellement abstrait et presque incompréhensible au commun des mortels qu'il y a en réaction ce désir de collectionner ces choses qui portent trace de la main.

— B. S.-F. — On se retrouve comme avant Gutenberg, avec des livres rares pour collectionneurs, pour amateurs, où la technique de Gutenberg permet d'entrer dans le monde qui le précède, jusqu'à écrire des ouvrages entiers à la main qui trouvent leurs lecteurs dans les galeries d'art ou les musées. Aujourd'hui, on parle moins de métiers graphiques que d'industrie graphique. Je pense que Gutenberg n'a pas inventé le métier mais l'industrie graphique, et cette industrie, qui ne touche pas seulement le livre mais un million d'autres objets, va survivre encore longtemps.

Propos recueillis par notre envoyé spécial à Mayence

Jean-Louis Perrier

► Le Musée Gutenberg, Liebfrauenplatz 5, à Mayence, est ouvert du mardi au samedi de 10 h à 18 h, le dimanche, de 10 h à 13 h. Fermé les lundis et jours de fête. Exposition « Jacques Damase, quarante années d'édition d'art en France », jusqu'au 27 octobre.

26 La réunion des ministres de la zone franc à Paris
La nomination de M. Cossé à la Coface

27 Communication
29 La CNP va changer de statut

29 Marchés financiers
29 Bourse de Paris

BILLET

Le blues de la pub

Les publicitaires tombent de haut. La « dure vie besse », dont parlait Gide, les contraint aujourd'hui à affronter leurs rêves dorés à la réalité. La fusion d'Eurocom et de RSCG constitue une rupture avec le passé. Pour vivre, une entreprise se doit de communiquer, la croissance économique de 1985 à 1990 a largement profité aux publicitaires. Ils ont accueilli avec reconnaissance cette manne qui leur permettait d'endosser les habits neufs des spécialistes de la communication globale. Les privatisations et les offres publiques d'achat des années 1987-1988, comme l'offre télévisuelle élargie par la création des chaînes privées, ont facilité leur épanouissement. C'est l'époque où se créent de nouveaux groupes (BDDP), où grandissent des enseignes déjà renommées (RSCG, Young and Rubicam-France), où les réseaux (Eurocom, Publicis) tissent leur toile en France et à l'étranger. La publicité s'habitue à l'euphorie de la croissance à deux chiffres, souvent supérieure à 12 %. Mais l'ère des « petits fours », comme l'a baptisé méchamment le *Financial Times*, n'est pas éternelle. La crise économique qui frappe depuis 1989 les États-Unis et la Grande-Bretagne n'a pas épargné l'Hexagone. La guerre du Golfe avait contraint les annonceurs à repousser leurs investissements jusqu'au mois d'avril et a réduit l'année 1991 à une peau de chagrin. Les publicitaires n'auront eu en fait que neuf mois d'activité réelle. Certains groupes, alertés et instruits par ce qui se tramait outre-Atlantique et par les cortèges de restructurations, n'ont pas attendu pour réduire leurs frais généraux ou procéder à des licenciements. Dès le début de l'année, Saatchi-France, Publicis ou Bèlier, avaient « serré les boulons ». D'autres n'ont pas su ralentir à temps. Le passage sous le coupe d'Eurocom de l'empire RSCG, qui son endettement aurait pu mener à la catastrophe, en est l'illustration. La publicité doit faire face à une période de stagnation, pendant laquelle la croissance devrait être quasi nulle. Le rêve tourne à la morosité.

Pour autant, la publicité ne sera pas la sidérurgie avec ses cortèges de licenciements. Les réorganisations en cours permettront aux grands groupes de rebondir dès que la reprise économique sera là, en adoptant des normes industrielles, y compris et surtout en matière de contrôle de gestion. Mais certaines des petites agences créées dans la foudre des années fastes risquent d'y laisser leur vie.

Lire également nos informations et le point de vue de M. Patrice Delage en page 26.

YVES-MARIE LABÉ

A l'occasion du vingtième anniversaire d'Airbus

Les ministres des transports allemand, britannique, espagnol et français célèbrent la sortie du premier quadriréacteur européen

Le consortium Airbus Industrie a convié cinq mille personnes, dont les ministres des transports allemand, britannique, espagnol et français, à célébrer à Toulouse, le vendredi 4 octobre, en début d'après-midi, la sortie de chaîne du prototype de son quadriréacteur A-340, dont le premier vol est prévu dans le courant du mois. Il s'agit aussi de la célébration du vingtième anniversaire du consortium européen, dont les statuts avaient été publiés le 23 février 1971 au registre du commerce de Paris.

Grâce à ce regroupement, les Allemands, les Britanniques, les Espagnols et les Français sont parvenus à vendre 1 748 appareils et à concurrencer les Américains en matière d'aéronautique civile. M. Henri Martre, président d'Aérospatiale, se félicite, dans les déclarations qu'il nous a faites, de ce bilan qui vaut à sa société de mieux supporter la crise de l'aéronautique militaire.

Si Airbus n'existait pas, il faudrait l'inventer, car si l'allemand Deutsche Aerospace, le britannique British Aerospace, le français Aérospatiale et l'espagnol Casa souffriraient moins que d'autres dans la tourmente qui va s'abattre sur les industriels de l'armement, c'est bien parce que le consortium européen, qui fête cette année ses vingt ans, a su s'imposer comme le deuxième avionneur mondial derrière Boeing (1). Au 31 août, Airbus avait vendu 1 748 avions à 103 clients, et 747 appareils

volaient sous les couleurs de 71 compagnies. Un très beau résultat quand on connaît les grosses frayeurs qu'ont éprouvées les responsables d'Airbus au cours des différents chocs pétroliers, lorsqu'ils ne vendaient plus rien (2).

M. Henri Martre, président de l'Aérospatiale, confirme cette relative euphorie : « Au bout de vingt ans, nous avons créé un fonds de commerce mondial, malgré la toute-puissance des constructeurs américains qui s'adjugent toujours

70 % à 80 % du marché mondial, et c'est une performance, dit-il. Nous proposons une gamme complète de six types d'avions : la série des 300 et 310 qui demeurent compétitifs ; la série des 320 et 321 qui n'ont toujours aucun concurrent ; la série des 330 et 340 qui volera bientôt et qui a contribué à pousser Boeing à lancer son futur 777 pour demeurer dans la course. La fiabilité et la qualité de nos appareils nous valent un carnet de commandes considérable, équivalent à trois ou quatre ans de production. »

Chacun des modèles a apporté

absorbée il y a quelques années. « Que Japan Air Lines ne commande pas un seul Airbus, déclare M. Martre, je le comprends, tellement les pressions gouvernementales américaines sont fortes sur le Japon. Mais que, depuis vingt ans, British Airways se refuse à acheter le moindre Airbus - construit pour un cinquième en Grande-Bretagne - alors que nous avons fait nos preuves, cela tient de la position de principe incompréhensible pour moi. »

Autre motif d'inquiétude : l'attitude des Américains, qui accusent Airbus de leur faire une concurrence déloyale grâce à des subventions publiques abusives. Les récents succès d'Airbus ne sont pas étrangers au regain de cette querelle. « Tous les Américains ne pensent pas de la même façon », répond le président d'Aérospatiale. Avec les compagnies aériennes d'outre-Atlantique, nous vivons une lune de miel, car elles apprécient la concurrence que nous maintenons parmi leurs fournisseurs d'avions. Avec les autres avionneurs américains qui pèsent deux fois et demi plus lourd que nous, les Européens, nous coopérons dans le cas de Lockheed. Nous menons aussi une lutte courtoise avec Boeing et McDonnell-Douglas. Malheureusement, ces deux derniers sont devenus, cet été, agressifs. »

Un dialogue de sourds

Washington voudrait que les gouvernements européens s'engagent à ne pas donner sous forme de subventions ou de prêts gratuits plus de 25 % des sommes requises pour le lancement d'un nouvel avion. Les Européens n'entendent pas tomber au-dessous de 45 %. Pour l'instant, le débat tourne au dialogue de sourds, et les Américains veulent faire condamner pour concurrence déloyale Airbus par le GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs).

« Nous répondons aux Américains que nous soutenons financièrement nos avions deux fois moins qu'ils ne soutiennent les leurs », importe M. Martre. Via la NASA, le ministère des transports, le Pentagone et les astuces fiscales, ils appuient leur industrie aéronautique qu'ils considèrent comme stratégique. D'autre part, si Boeing a remporté les deux plus gros contrats militaires de l'année dans le domaine de l'hélicoptère et du chasseur de la nouvelle génération, on peut dire que cette bonne fortune vaut mieux que des subventions. Enfin, je m'ionne que les Américains ne s'indignent pas de voir les Japonais subventionner leurs avions. Il est vrai que ceux-ci fabriquent des pièces pour Boeing. Qu'on ne vienne pas nous servir les lois du libéralisme économique : ceux qui pratiquent le commerce mondial savent que celui-ci n'existe pas. »

ALAIN FAUJAS

(1) Airbus est un groupement d'intérêt économique qui appartient à Aérospatiale (39,7 %), Deutsche Aerospace (39,7 %), British Aerospace (30 %) et l'espagnol Casa (4,2 %).

(2) Voir l'ouvrage de Jean Picot, *Les Ailes de l'Europe*, publié chez Fayard.

L'A-340 contre le Boeing-747

Avec ses quatre réacteurs franco-américains CFM-56, 262 passagers et 14 000 kilomètres sans escale, le dernier-né d'Airbus, l'A-340, attaque le monopole du Boeing-747 dans le domaine des vols très long-courriers.

Lorsque Pierre Baud, son commandant de bord et chef-pilote d'Airbus, l'arrachera pour la première fois de la piste de Toulouse-Margat, dans une quinzaine de jours, l'A-340 entamera une période d'essais intensifs qui feront voler ses six exemplaires pendant deux mille heures, histoire de vérifier que ses vingt mille paramètres sont impeccables. Fin 1992, il obtiendra des autorités européennes son certificat de navigabilité et sera livré, au début de 1993, à son premier acquéreur, la compagnie allemande Lufthansa.

Le premier quadriréacteur vendu par le consortium européen n'est pas révolutionnaire. Comme ses devanciers, ses ailes sont fabriquées par les Britanniques, son fuselage par les Allemands, son empennage par les Espagnols, son poste de pilotage par les Français, qui ont aussi en charge l'assemblage final.

Son prédécesseur immédiat, le « petit » bi-réacteur A-320, avait expérimenté avant lui le mini-marché, les commandes électriques et les ordinateurs maintenant l'appareil dans les meilleures conditions de vol, les écrans informant les pilotes des anomalies et de la conduite à tenir. Les ingénieurs ont seulement profité de l'occasion pour améliorer la rapidité et les coûts de la maintenance, toujours

grâce à l'ordinateur. On notera, enfin, qu'en raison des très longues étapes effectuées par l'A-340, qui vole plus de douze heures, il a fallu concevoir des pontons pour le transport de l'appareil.

Une même volonté

L'A-340 est, en revanche, très innovant en termes stratégiques, car il représente une véritable arme contre le monopole de Boeing en matière d'avion très long-courrier. Il n'était pas question d'attaquer de front le plus grand appareil civil, le Boeing-747, depuis longtemps amorcé et devenu la vache à lait de la firme de Seattle. Airbus s'y serait cassé les dents. En revanche, le consortium européen a choisi le créneau d'un appareil très long-courrier (14 000 kilomètres), mais de capacité moindre (250 à 330 places), qui n'oblige pas les compagnies à poser leurs appareils entre deux villes pour compléter leurs chargements. L'A-340 amblera Boeing, explique M. Dominique Barger, directeur des études à la division avions d'Aérospatiale. Sur certaines routes, le 747 est trop gros avec ses 350 à 500 sièges selon les versions. Il est vrai que l'avion plus grand est plus rentable, mais à condition d'être plein. L'effet de taille doit être pondéré par le coefficient de remplissage. Il vaut mieux faire voler de plus petits appareils pleins que des grands, mais vides. »

Malheureusement, les études de marché ne laissent prévoir que la vente de quelques centaines d'exemplaires, un nombre

tout à fait insuffisant pour se lancer dans un investissement d'une trentaine de milliards de francs, même à quatre constructeurs. C'est Roger Béteille, alors directeur général, qui eut l'idée de génie, raconte M. Barger. Il proposa que nous construisions deux appareils avec la même voilure. Malgré l'incrédulité initiale des ingénieurs, le pari a été gagné avec l'A-340 et l'A-330.

Il s'agit de la même voilure de 60 mètres d'envergure, du même poste de pilotage, du même fuselage. Seuls le nombre et la marque des réacteurs varient, puisque l'A-330 sera un bi-réacteur, et la longueur, puisqu'il sera un gros porteur (350-440 places) moyen-courrier. On comprend tout de suite l'intérêt de ces similitudes qui réduisent le nombre des pièces différentes d'un modèle à l'autre, et donc les coûts de fabrication. On sait moins que l'identité des postes de pilotage permettra de réduire à dix jours la formation des pilotes passant de l'A-340 à l'A-330 et vice versa, alors qu'il faut deux bons mois pour leur apprendre à piloter un Airbus quand ils sont habitués sur Boeing.

Le marché semble avoir apprécié. L'A-340 a été commandé ferme à 117 exemplaires et si l'on additionne les options et les ordres d'achat en faveur de l'A-330, c'est plus de 460 appareils que le consortium peut, quelques jours avant le premier vol, légitimement espérer vendre dans le cadre de ce programme d'avions jumeaux.

Al. F.

Nissan Motor veut racheter son importateur français

Les constructeurs automobiles japonais renforcent leurs réseaux de distribution en Europe

Passé minuit, le 31 décembre 1990, le marché européen sera totalement ouvert aux voitures nippones, conformément à l'arrangement CEE-Japon passé cet été. L'échéance est pour dans huit ans, mais les constructeurs automobiles japonais s'y préparent déjà activement. Nissan Motor vient de se porter officiellement candidat au rachat de son réseau français de distribution, aujourd'hui contrôlé par l'importateur Jean-Pierre Richard. Celui-ci, détenteur avec sa famille 72,09 % de Richard Nissan, avait fait savoir en avril qu'il souhaitait se retirer et vendre son réseau à Nissan Motor, propriétaire de 9,55 % de la société

depuis 1986. Le groupe automobile nippon n'attend donc plus que le feu vert des pouvoirs publics. Un dossier a été déposé, en juillet de semaine, au Trésor, qui doit se prononcer dans un délai d'un mois sur une opération dont le montant est estimé à 630 millions de francs. La Société des Bourses françaises a décidé, jeudi 3 octobre, de suspendre jusqu'au lundi 7 les actions de Richard Nissan sur le second marché.

De son côté, Honda Motor Co. a annoncé, avoir acquis 50 % de son agent suédois Svenska Honda-Bilimport AB, pour un montant de 3,2 millions de dollars (19,2 millions de francs), afin de dévelop-

per ses ventes en Suède. La Suède, membre de l'Association européenne de libre échange (AELE), a demandé officiellement cet été son adhésion à la Communauté européenne. Le groupe nippon s'y intéresse, en outre, de renforcer ses liens avec le constructeur automobile britannique Rover, dans lequel il détient déjà une participation minoritaire de 20 %, les 80 % restants étant entre les mains de British Aerospace. Aucune montée en puissance de Honda dans le capital de Rover n'est prévue pour l'instant, assure-on du côté des deux constructeurs.

Toutefois, Honda et Rover ont décidé de mettre en place une

coopération plus poussée en matière de conception et de développement de nouveaux véhicules. Honda devrait assister Rover dans le domaine de l'organisation de la production, de façon à aligner la productivité du britannique sur celle des constructeurs japonais. Rover devrait cesser de produire des véhicules Honda dans son unité de Longbridge, près de Birmingham. Le constructeur nippon a décidé de concentrer sa production européenne sur un seul site, celui de Swindon, dont il a annoncé l'extension.

C. M.

Le veto de Bruxelles au rachat de De Havilland suscite de nouvelles protestations

« Une approche exclusivement juridique des problèmes de la concurrence », qui « risque de gravement handicaper l'industrie européenne en imposant aux entreprises de la CEE des contraintes qui ne pèsent pas sur leurs concurrents » : c'est ainsi que M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée chargée des affaires européennes, a qualifié le veto de la Commission de Bruxelles au rachat du constructeur aéronautique canadien De Havilland par l'Aérospatiale et l'italien Alenia. De son côté, M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, a dénoncé « une décision de courtoisie », rappelant que « le projet de rachat ne constituait pas un enjeu européen, mais mondial ».

Pour M. Jean Auroux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ce veto est « une brutale atteinte aux intérêts européens ». Le groupe UDF a demandé au gouvernement « quelle suite il entendait donner » à une « décision incompré-

hensible et d'une gravité exceptionnelle », qui « méconnaît le caractère mondial du marché de la construction aéronautique et place en position de faiblesse l'industrie européenne par rapport à ses concurrents ».

□ AEG Westinghouse remporte le marché du métro de Honolulu. - Le groupe constitué par AEG Westinghouse et Morrison-Knudsen a remporté, le 3 octobre, l'appel d'offres lancé par la ville de Honolulu (Hawaï) pour la construction d'une ligne de métro entièrement automatique, longue de 27 kilomètres, et qui sera mise en service en 1997. Le montant du contrat s'élève à plus d'un milliard de dollars (5,7 milliards de francs). Les autres concurrents étaient le français Matra, associé à Campenon Bernard, les canadiens Bombardier et UTDG ainsi que le japonais Mitsubishi.

ÉCONOMIE

TIERS-MONDE

La réunion des ministres de la zone franc

Un nouveau pas vers l'intégration régionale africaine

Les ministres des finances de la zone franc réunis le jeudi 3 octobre à Paris ont poursuivi le processus d'intégration économique amorcé en avril lors de leur réunion de Ouagadougou. Le ministre français de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, a souligné les progrès accomplis en matière d'assurance et d'épargne, tout en demandant la poursuite de l'effort d'allègement de la dette en faveur des quatorze pays de la zone.

Au-delà de l'incantation - il ne faut pas oublier l'Afrique dans les prochaines discussions du FMI à Bangkok - la réunion des ministres des finances de la zone franc, le 3 octobre à Paris, a été marquée par une nouvelle avancée dans le processus d'intégration régionale des quatorze pays concernés (1). En avril déjà à Ouagadougou (Burkina-Faso), le ministre français de l'économie, M. Pierre Bérégovoy avait appelé ses partenaires africains à développer « un marché unique avec une autorité économique communautaire ». Il s'agissait ainsi, compte tenu des disparités entre les pays de la zone, d'engager un processus d'harmonisation des politiques économiques.

« Vous avez la monnaie, il vous reste à créer le marché avec ses règles, ses exigences et ses progrès », avait précisé M. Bérégovoy. Car c'est une curiosité propre à l'Afrique que d'avoir entamé son intégration - ne parlons pas d'unité - par le biais monétaire, sans avoir réalisé au préalable ni l'union monétaire ni la coordination des stratégies macroéconomiques. Malgré une langue, une monnaie, un héritage juridique communs, les pays de la zone franc, craignant sans doute des transferts de souveraineté pourtant mineurs, n'ont pu, par le passé, surmonter un éparpillement source de faiblesses.

L'intégration est désormais amorcée sur plusieurs fronts, celui de l'assurance et de l'épargne principale-

La volonté incertaine de la Côte-d'Ivoire

Les ministres de la zone franc ont en outre approuvé la création d'Afristat, un organisme régional de statistiques et d'études économiques, qui sera mis sur pied avec le concours de l'INSEE. Ce pôle de compétence sera le premier du genre à synthétiser au plan régional les données propres à chaque pays membre. En Afrique de l'Ouest, enfin, la banque centrale a reçu mandat des chefs d'Etat pour formuler des propositions visant à intensifier l'union monétaire.

L'intégration ne va toutefois pas aussi vite que la France le souhaitait. Les pays d'Afrique centrale se font plus réticents, et en Afrique de l'Est, l'incertitude demeure sur la volonté réelle de la Côte-d'Ivoire de jouer le jeu. « On n'a pas avancé au même rythme dans les deux sous-zones monétaires, et j'ai noté quelques réticences chez certains », a seulement constaté M. Bérégovoy, rappelant les soubresauts mais aussi les étapes

obligées, du marché commun à l'union monétaire, qui ont mené à l'intégration économique réussie en Europe.

La nécessité de donner une colonne vertébrale à la zone franc autrement que par le seul FCEA est dictée de l'extérieur comme de l'intérieur. Si la France entend accroître son aide publique au développement (0,55 % du produit intérieur brut ou PIB en 1990, 0,56 % en 1991, 0,57 % en 1992), l'Afrique a perdu de son attrait auprès des investisseurs étrangers, pendant que ses flux financiers vers les organismes multilatéraux devenaient négatifs. M. Bérégovoy soulignait qu'au sein du Club de Paris, les créanciers publics de l'Afrique procèdent à des allègements de dette « de 30 % à 80 %, contre 33 % dans l'option la plus favorable du dispositif de Toronto », mais rien ne garantit que la France sera suivie sur cette voie par ses partenaires occidentaux.

Sur le continent, d'autres pôles de développement surgissent : l'Afrique australe, le Nigeria, le Maghreb. Face à ces entités régionales, la zone franc doit se mobiliser, revivifier son secteur industriel et bancaire, stimuler ses filières agricoles, définir une stratégie d'exportation moins exposée aux prix incontrôlables (et déprimés) des matières premières. « Tout va aussi bien qu'il est possible pour la zone franc », a affirmé M. Bérégovoy, en commentant la légère détérioration de la balance des paiements courants des pays africains concernés à l'égard de la France. Le déficit a atteint 492 millions de francs en 1990 après un excédent de 332 millions de francs l'année précédente. Mais on est loin des déficits de 9,7 milliards et 5,7 milliards de francs atteints respectivement en 1987 et 1988.

ÉRIC FOTTORINO

(1) Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée équatoriale, Mali, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo.

COMMERCE EXTÉRIEUR

En le nommant président de la COFACE

Le gouvernement attend de M. Pierre-Yves Cossé qu'il poursuive la restructuration de l'assurance-crédit

M. Pierre-Yves Cossé a été nommé pour trois ans, le 2 octobre en conseil des ministres, président de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE), sur proposition du ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, en remplacement de M. Henri Baquiast, nommé payeur général du Trésor le 17 septembre.

Inspecteur général des Finances, âgé de cinquante-sept ans, M. Pierre-Yves Cossé a fait une partie de sa carrière dans l'administration avant de rejoindre la BNP, en 1982, comme directeur général adjoint. Un poste qu'il quittait en 1988 pour devenir commissaire général au Plan.

Le gouvernement compte sur M. Cossé pour poursuivre la restructuration du secteur de l'assurance-crédit, entamée par son prédécesseur. Celui-ci avait en effet mis en œuvre le rapprochement de la COFACE, société anonyme au capital contrôlé par l'Etat, avec la Société française d'assurance-crédit (SFAC), société privée présidée par M. Paul-Henri Deneuil. A l'origine, la première avait le monopole de l'assurance-crédit à l'exportation, avec, comme activité principale, la couverture de risques politiques pour le compte de l'Etat, ce qui lui a valu, en raison de la montée de ces risques, des pertes de 11,4 milliards de francs en 1991 et de 10,2 milliards en 1989; la seconde avait le monopole de garantie des crédits commerciaux des entreprises, essentiellement en France.

« Le songe des AGF »

L'entrée en vigueur, le 1^{er} juillet 1990, des directives européennes sur la libre prestation de services dans l'assurance-crédit dans la CEE a aboli ces monopoles. Les deux organismes ont alors engagé une coopération, en s'associant au sein d'un Groupement d'intérêt économique (GIE), Euxenel, pour offrir aux entreprises françaises des assurances con-

tre leurs risques d'impayés sur leurs clients en France comme à l'étranger (Le Monde du 23 janvier). Ce rapprochement a donné des idées aux assurances générales de France (AGF), compagnie publique d'assurances présidée par M. Michel Albert et actionnaire direct à 45,3 % de la SFAC et à 10 % de la COFACE.

Désireuses de s'implanter solidement sur le marché de l'assurance-crédit, les AGF ont renforcé leurs participations directes par des participations indirectes, à l'occasion de fusion de sociétés ou d'entrée dans le capital d'autres. Du coup, elles s'estiment destinées à devenir le pivot de la restructuration de l'assurance-crédit, quitte à fusionner COFACE et SFAC. Un projet qui n'entre pas du tout dans les vues du gouvernement qui considère que chacune des sociétés doit « garder son identité, son statut juridique et son actionnariat spécifique ».

Si COFACE et SFAC doivent res-

forcer leur coopération commerciale et développer leur rapprochement, par exemple en transformant le GIE Euxenel en filiale commune ou en créant d'autres, il n'est pas question de les voir aux mains d'un actionnaire de référence unique « fait public », estime-t-on rue de Bercy. Un supplément de concentration est parfaitement envisageable sur des marchés où une position dominante donne un avantage certain, mais les deux organismes doivent conserver leur actionnariat diversifié, seul capable de les faire demeurer des institutions de place travaillant avec toutes les banques et toutes les entreprises. Si le gouvernement se félicite du rôle actif des AGF dans le secteur - « il n'est pas question d'avoir des actionnaires ougriens » - il entend pas pour autant donner vie au « songe des AGF » qui semblent compter sur l'usage du temps pour parvenir à leurs fins.

CLAIRE BLANDIN

R P P È R E S

Mounleigh. Mounleigh a indiqué que le changement de direction « réaffirmerait la nouvelle stratégie de la compagnie » annoncée en juillet : la recentration sur l'immobilier et le développement du fleuron du groupe, la chaîne de magasins espagnole Galerías Preciados. Une nouvelle direction a été mise en place sous la présidence de l'ancien patron de British Steel et de British Coal, Sir Ian MacGregor, jusque-là vice-président.

ÉLECTRONIQUE

Redressement du marché européen du semi-conducteur en 1992

Le marché européen du semi-conducteur, qui a subi une brutale récession depuis mars 1991 (-8 %

SOCIAL

Avec les représentants de cinq organisations sur six

Casino signe un accord sur le financement des syndicats

SAINT-ÉTIENNE

de notre correspondant

M. Antoine Guichard, président du conseil de gérance du groupe de distribution Casino, et les représentants de cinq syndicats (FO majoritaire, CFE-CGC, CFDT, CFTC et syndicat autonome), représentant près de 90 % des voix aux élections professionnelles, ont signé, jeudi 3 octobre à Saint-Étienne, un important accord développant le rôle et les moyens des organisations syndicales à l'intérieur de l'entreprise. Seule la CGT qui représentait 12 % des suffrages aux dernières élections professionnelles a souhaité réserver sa réponse jusqu'à la fin du mois.

Entamées voici six mois dans un climat social tendu - Casino était engagé dans un plan de restructuration et de suppressions d'emplois à la suite du rachat de La Ruche méridionale - ces négociations

avaient pour but d'adapter le fonctionnement syndical à la nouvelle structure du groupe. L'entreprise devrait, selon cet accord, contribuer au financement des organisations syndicales sur la base d'un forfait annuel de 200 000 francs versé à chacune d'elles et d'une partie variable calculée en fonction des voix recueillies aux élections des différents comités d'établissement, à raison de 50 francs par suffrage. Le coût annuel d'application de cette mesure est évalué à 2,5 millions de francs.

Outre la création d'une fonction de délégué syndical de groupe pour chaque organisation représentative, l'entreprise s'engage aussi à attribuer « des facilités supplémentaires et des protections adéquates » aux représentants élus ou désignés par chacune d'elles. L'accord généralise enfin la création d'un « comité social » dans les établissements de 11 à 49 sala-

VINCENT CHARBONNIER

M. Soisson a reçu les syndicats

La négociation salariale dans la fonction publique s'ouvrira le 8 octobre

Les négociations salariales dans la fonction publique, qui s'ouvriront le 8 octobre, porteront sur 1991-1992, mais comprendront un « rattrapage » au titre du contentieux né des années précédentes, a annoncé jeudi 3 octobre M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique.

Le ministre, qui a reçu le 3 octobre les sept fédérations de fonctionnaires, souhaite « aller vite » mais, a-t-il prévenu, « la voie de cet accord est étroite ».

Alors que la CGT entend revenir à une stricte indexation des salaires sur les prix, le P.O. exige une progression de 10 % et insiste sur la nécessité de lancer une grève générale au plan interprofessionnel, tout en dénonçant « certaines manœuvres politico-syndicales ».

En revanche, le « groupe des cinq » (CFDT, FEN, FGA-automotives, CFTC, CFE-CGC), qui revendique une revalorisation de 7,5 % en niveau, estime que la négociation doit être prioritaire et que la mise au point d'une action nationale « est l'affaire des confédérations ».

En recevant les fédérations de fonctionnaires, M. Soisson n'a avancé aucun chiffre. Il fera connaître ses propositions salariales mardi.

Préavis de grève dans les services informatiques de la Poste. La Fédération CGT des PTT a lancé un mot d'ordre de grève du personnel des services informatiques de la Poste pour le mardi 15 octobre. Elle réclame des négociations sur la réorganisation annoncée fin juin par la direction de l'établissement. De son côté, le SUD (Syndicat unifié et démocratique, né d'une scission de la CFDT), a menacé d'appeler à la grève si tous les centres de calcul de la Poste n'étaient pas maintenus.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

Direction de l'Urbanisme, de l'Environnement et des Investissements de l'Etat Bureau de l'Urbanisme

AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES

Par arrêtés en date du 10 septembre 1991, le préfet du département du VAL-D'OISE a prescrit, du 7 OCTOBRE AU 16 NOVEMBRE 1991, des enquêtes publiques conjointes sur le projet de la liaison routière CERGY-ROISSY.

Ces enquêtes publiques portent sur :

- I - La première section - RN184 - La Croix-Verte
- enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
- enquête de classement en voie express ;
- enquête sur la mise en compatibilité de P.O.S.

Les communes intéressées sont : PREPILLOIN - MERIEL - VILLIERS-ADAM - BETHMONT-LA-FORÊT - CHAUVRY - BAILLET-EN-FRANCE - MONTSOULT - MAFFLIERES - NERVILLE-LA-FORÊT - PRESLES ET ATTAINVILLE.

- II - La deuxième section - La Croix-Verte - Villiers-le-Sec
- enquête de classement en voie express.

Les communes intéressées sont :

ATTAINVILLE et VILLIERS-LE-SEC.

- III - La troisième section - Villiers-le-Sec - Roissy
- enquête préalable à la D.U.P.
- enquête de classement en voie express ;
- enquête sur la mise en compatibilité de P.O.S.

Les communes intéressées sont :

VILLIERS-LE-SEC - LE MESNIL-AUBRY - MAREIL-EN-FRANCE - FONTENAY-EN-PARIS - BOUQUEVAL - GOUSSAINVILLE - LOUVRES - ROISSY-EN-FRANCE - EPLAIS-LES-LOUVRES et CHENNEVIERES-LES-LOUVRES.

- IV - L'aménagement du carrefour RN 16 - RD 9
- enquête préalable à la D.U.P.
- enquête sur la mise en compatibilité de P.O.S.

Les communes intéressées sont :

LE MESNIL-AUBRY - MAREIL-EN-FRANCE et EPINAY-CHAMPLATREUX.

Pendant toute la durée des enquêtes, les personnes intéressées par ce projet pourront prendre connaissance des dossiers d'enquêtes dans les mairies susénumérées et consigner leurs observations éventuelles sur les registres d'enquêtes ouverts à cet effet, aux heures habituelles de réception du public.

Une commission d'enquête, composée d'un président, de 4 membres titulaires et de 2 suppléants précisés ci-après, a été nommée par ordonnance du président du tribunal administratif de VERSAILLES du 24 juin 1991, pour conduire ces enquêtes :

Président : M. René BOURNEY, demeurant 31, rue Cavendish 75019 Paris.

Titulaires : M. Pierre CUISINIER, demeurant 14, rue Mozart 92700 Colombes.

M^{me} Evelyn GOSNIN-BIGOT, demeurant 4, résidence Mozart 95500 Gonesse.

M. André MONSARRAT, demeurant 44, avenue Thiers 93340 Le Raincy.

M. Pierre HENRY, demeurant 51, bd Auguste-Blanqui 75013 Paris.

Suppléants : M. Raymond JOSSE, demeurant 15, allée Anne-de-Beaujeu 75019 Paris.

M. René SALON, demeurant 26, bd Georges-Clémenceau 95228 Herblay.

Un des membres titulaires de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public afin de recevoir ses observations aux lieux, jours et heures suivants :

En mairie de VILLIERS-ADAM : le mardi 15 octobre 1991 de 15 h à 18 h, le vendredi 8 novembre 1991 de 15 h à 18 h.

En mairie de CHAUVRY : le mardi 8 octobre 1991 de 17 h 30 à 20 h, le mardi 22 octobre 1991 de 17 h 30 à 20 h, le samedi 16 novembre 1991 de 9 h à 12 h.

En mairie de BAILLET-EN-FRANCE : le mardi 8 octobre 1991 de 14 h 30 à 17 h, le mardi 22 octobre 1991 de 14 h 30 à 17 h, le mardi 29 octobre 1991 de 14 h 30 à 17 h.

En mairie de MAREIL-EN-FRANCE : le lundi 7 octobre 1991 de 14 h à 17 h, le samedi 16 novembre 1991 de 9 h à 12 h.

En mairie de FONTENAY-EN-PARIS : le lundi 7 octobre 1991 de 14 h à 18 h, le samedi 26 octobre 1991 de 9 h à 12 h.

En mairie de GOUSSAINVILLE : le samedi 26 octobre 1991 de 9 h à 12 h.

En mairie de LOUVRES : le lundi 7 octobre 1991 de 14 h à 17 h, le samedi 16 novembre 1991 de 9 h à 12 h.

Les observations du public peuvent également être adressées par écrit, avant la clôture des enquêtes, au président de la commission d'enquête, dans les sept mairies précitées où siègera un membre de la commission d'enquête.

Copie du rapport et des conclusions émises par la commission d'enquête sera adressée à chacune des communes concernées ainsi qu'aux sous-préfets de MONTMORENCY et PONTAISE, pour les sections intérieures respectivement leur arrondissement, et déposée à la préfecture du VAL-D'OISE (DUEI - Bureau de l'Urbanisme - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX), pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture des enquêtes.

Fait à CERGY, le 10 septembre 1991.

Le préfet JEAN-LOUIS DESTANDAU

Ne jetons pas la co
avec l'eau du bain

M. Michel Tardieu
quitte « le Nouvel Économiste »

Le Monde RADIO TÉLÉ

COMMUNICATION

Après la création d'Euro-RSCG

La publicité à l'heure des restructurations

Les ondes de choc consécutives à la fusion d'Eurocom et de Roux-Séguela-Cayzac et Goudard (RSCG) s'amplifient dans la publicité (le Monde du 3 octobre). Les banques qui soutenaient RSCG, inquiètes de la situation de ce groupe, dont l'endettement de 1 milliard de francs pouvait le mener jusqu'au dépôt de bilan, ont aujourd'hui rassurées par le flux d'argent frais injecté par Havas-Eurocom dans la nouvelle entité. Mais il n'en va pas de même au sein des deux groupes, où fusion et restructuration se précipitent. « On ne fusionne pas deux structures sans licenciements », avait prévenu le nouveau président d'Euro-RSCG, M. Alain de Pouzilhac, le 2 octobre.

Première fusion annoncée au

sein d'Euro-RSCG, celle d'Australie et de Robert et Partners, deux agences de l'ancien groupe Eurocom, qui devrait se solder par une dizaine de départs sur un total de cent cinquante salariés. A la direction du groupe, on ne fait pas mystère d'une éventuelle fusion entre deux des plus grandes enseignes, HDM et B&B, et du rapprochement, encore à l'étude, de petites agences comme Lagon, Killmandjaro, etc. Chez RSCG, les salariés s'attendent à une vague de licenciements plus importante que les cent trente suppressions d'emplois décidées.

Mais les restructurations sont aussi à l'ordre du jour à l'extérieur d'Euro-RSCG : le groupe Young and Rubicam - France vient de licencier neuf salariés sur cent

quatre-vingts. L'inquiétude est patente dans la plupart des agences de publicité. Et les rumeurs assassines vont bon train. A tel point que M. Maurice Lévy, président du directoire de Publicis, a dû répéter, dans une note adressée à son millier de salariés, qu'il n'y aura pas de licenciements au sein du deuxième groupe publicitaire français, afin de faire taire ces rumeurs. Et M. Jacques Hébert, président de FCA, dément lui aussi tout licenciement dans son agence, comme le bruit le laissait croire. Touché par la baisse de ses profits, le secteur de la publicité affronte une remise en cause globale.

Y.-M. L.

POINT DE VUE

Ne jetons pas la communication avec l'eau du bain publicitaire

par Patrice Delage

D'ABORD, une fièvre de croissance, puis une fièvre cérébrale. Aujourd'hui, la fièvre jaune. La publicité est malade. Le virus ne vient pas du Golfe, il était dans l'œuf, dans la pépète, dans les méninges. Et la méningite est contagieuse. Les équilibristes se raccrochent aux filets, les clowns ne font plus rire ni pleurer. Tout le grand cirque est menacé.

Les artilles éclatent au grand jour : le ping-pong agences-annonces (« Tu me consules, je te propulse »), la pousse-pousse publicitaire (« Je te soutiens, tu me rassures »), la vampirisation des centrales d'achat d'espace (« J'achète à la tonne, je revends au kilo »), l'arnaque des adresses et des chiffres de diffusion (audiences surestimées, lectorat surgonifié). Bref, quand l'argent tourne, il tourne en rond. Quand l'argent ne tourne plus, le manège s'arrête.

Voilà les rois du verbe, les grands donneurs de leçons, réduits aux acrobates, mérités réflexions. L'agonie d'humilité et de modestie qui confirme que le beau parler et que le conseil n'est pas un étalage mais une exigence, pour les autres et pour soi.

Mais les secousses, même spectaculaires, ne doivent pas nous masquer les causes. Le mécanisme est connu : conjoncture morose, frilosité et stérilisme de rigueur. Le milieu industriel

souffre, la consommation s'essouffie et la communication trépite. Ce sacrifice de la communication, sur l'autel de la rentabilité de l'entreprise est-il justifié ? Si l'on considère que la communication c'est la gestion de l'image pour favoriser le développement de l'entreprise, la communication est, de fait, en partie responsable des revers ou des ralentissements enregistrés.

Où le bât blesse-t-il ? On a trop souvent confondu communication et publicité. La publicité, si utile, si indispensable, si irremplaçable soit-elle - et elle l'est - n'est qu'une partie de la communication. Or elle a été considérée, par certains, par beaucoup, par beaucoup trop, comme toute la communication de l'entreprise. Qui demanderait à un chirurgien, si brillant soit-il, de lui dresser un bilan de santé ou de lui prescrire un traitement préventif ou curatif pour retrouver son équilibre ?

Ainsi ne jetons pas la communication avec l'eau du bain publicitaire. La communication, au sens large, c'est autre chose. C'est d'abord le contraire d'une campagne. C'est une démarche en profondeur, de longue haleine, pour une stratégie à moyen terme, séquences essentielles pour souvent réduire à huit jours de créativité débridée pour déboucher sur un slogan décoiffant.

La communication est ensuite multiple et pluridisciplinaire. Et ce n'est pas faire injure aux publicitaires que de penser qu'ils ne

maîtrisent pas tous les moyens pour accompagner l'entreprise dans ce qui est le plus crucial pour elle, la stratégie de développement. C'est tout le sens de la communication « corporate » et de la communication d'influence : le positionnement de l'entreprise dans son environnement, le marketing de produits, la motivation interne, l'efficacité commerciale, vraies conditions du développement de l'entreprise.

Mais il faut une orchestration, il faut une cohérence stratégique et opérationnelle. Le directeur de la communication « d'ircom » a aujourd'hui un formidable rôle à jouer, comme garant de l'efficacité globale de la communication. Mais il ne peut plus jouer seul. Il doit construire avec le marketing, décliner en interne avec les ressources humaines, démultiplier avec le commercial, et même compter avec l'écologie. Et s'il ne dément pas le cliché du zapping, le « d'ircom » décline aujourd'hui le rôle de la vitalité de son entreprise. Son professionnalisme, sa polyvalence l'amenent naturellement à travailler avec des agences conseil pour lesquelles le conseil est avant tout stratégie.

Tout le reste est littérature. Alors, seulement, la publicité prendra sa vraie place, qui n'est pas toute la place.

Patrice Delage est directeur général du groupe Bernard Krief Communication.

En désaccord avec la direction de Hachette

M. Michel Tardieu quitte « le Nouvel Economiste »

Michel Tardieu, directeur depuis quinze ans de la rédaction du *Nouvel Economiste*, quittera ses fonctions le 24 octobre. Ce départ, prévisible depuis quelques semaines, serait surtout dû à des divergences entre la direction générale du groupe Hachette, actionnaire majoritaire de l'hebdomadaire, et Michel Tardieu. Hachette avait souhaité intégrer au capital du *Nouvel Economiste* M. Georges Ghosn, PDG de la Cote Desfossés, qui a racheté récemment le quotidien financier et boursier *l'Agefi* au groupe Expansion pour 100 millions de francs, somme qui aurait pu être investie dans le *Nouvel Economiste*. Michel Tardieu avait manifesté son opposition à cette entrée. En outre, il s'opposait au passage du journal en régie étatique, la régie publicitaire Interdico.

Ces dissensions ont surgi alors que le journal traverse des difficultés de diffusion (93 016 exemplaires payés en 1990 selon l'OJD) et enregistre une baisse de ses recettes publicitaires (de l'ordre de

40 % pendant le premier semestre). La rédaction a d'ailleurs craint à cette occasion une perte de son indépendance et un directeur de la rédaction imposé et venant de l'extérieur. Elle avait même déposé un préavis de grève, suspendu après une rencontre avec le directeur général du groupe de presse Hachette, M. Gérard de Roquefeuille (le Monde du 13 septembre). Ce dernier a calmé les esprits en nommant M. Jean-Pierre Sereni, ancien rédacteur en chef, au poste de M. Michel Tardieu, et M. Marie-Louise Antoni à celui de rédactrice en chef.

Hachette prévoit de nouveaux investissements dans le *Nouvel Economiste*, notamment en maquette (celle qu'avait conçue Michel Tardieu devant être adoptée prochainement) et en effectifs rédactionnels, afin de pouvoir rivaliser avec la nouvelle formule de *l'Expansion* et le magazine de Prisma-Press, *Capital*, lancé il y a quelques jours.

Y.-M. L.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le groupe Hachette cherche à vendre ses immeubles de bureaux. Le groupe Hachette cherche à vendre son siège historique, situé à l'angle des boulevards Saint-Germain et Saint-Michel, à Paris. Ces locaux de 20 000 mètres carrés abritent des logements, des commerces et la plupart des services de l'activité éditoriale. La vente, confiée à la banque du groupe Hachette, Arjil, intervient dans une conjoncture défavorable. Hachette souhaite céder dans un bref délai 2 milliards de francs d'actifs « non stratégiques » après la vente de l'immeuble des NMP rue Réaumur pour un montant de 2,78 milliards de francs (le Monde du 11 avril 1990), et celle de la filiale Daniel-Ferry (le Monde du 10 septembre), cette opération pourrait rapporter environ 1 milliard de francs.

M. Kiejman ne s'opposerait pas à ce que l'Etat nomme les dirigeants des chaînes publiques. Auditionné par la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale, jeudi 3 octobre, le ministre délégué à la communication a déclaré qu'il ne voyait pas « pourquoi l'Etat ne réclamerait pas demain le droit de nommer les dirigeants des chaînes de télévision publiques » que détient actuellement le CSA. M. Georges Kiejman souhaite que le CSA fasse mieux respecter la réglementation. Le ministre estime que les chaînes publiques ne doivent pas renoncer à la publicité, et souhaite voir la redevance augmenter.

PAUL FABRA

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt
BOULEVARD-TOURNEFORT
Studio 30 m², 5^e de Calme.
Entrée, cuisine, s. de bain.
Belle, récent. Proche de 1.
T. 42-25-43-45 après 8 h 30
ap. 15 h. Agence 5 abasce

24 000 F le m²
M. JUSSELI, Bon mm.
Lr. dble 40 m², 4 chbres.
cuis., b. b. A rénover.
S. l., c. Geoffrey-St-Hilaire
Sem., dim. 14 h à 17 h.

9^e arrdt
PROX. INTERESSANT
M^e TRINITE
Bon mm. 4^e et 5^e de Calme.
5/7 P. 200 m². A rénover.
S. l., c. Geoffrey-St-Hilaire
Sem., dim. 14 h à 17 h.

15^e arrdt
20 000 F le m²
M^e PORT VERRAILES
Imm. récent, 11 ch. 5^e et 6^e.
Sd. 2 chbres, cuis., b. b.
Parking 42, r. du Commerce
Sem., dim. 14 h à 17 h.

17^e arrdt
PROX. MÉRIDION
130 m², récapit. 45 m².
2 chbres, cuis., b. b.
42-22-03-80
43-55-55-04

maisons individuelles
CHATELAIN-MALABRY
Ligne Seine, maison 1930
rénovée 105 m² habitables
5/500 m² jardin, combles
aménagés 2 730 000 F.
FONCIA 46-81-39-00

ROUBAIX
A vendre maison à usage
commercial ou habitation.
M. J. M. 11, r. du Commerce
Tél. (03) 82-06-35-28

CÔTE D'AZUR

DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT

Votre propriété de grand standing avec piscine et jardin paysagé, dans un domaine classé, privé, gardienné toute l'année, face aux Iles d'Or et à 30 mn de Saint-Tropez.

PRIX : 7 947 000 F TTC

Documentation réservée. Pour la recevoir, adressez aujourd'hui même votre carte de visite à : PADINIA-Espace-Mondelieu 154, av. de Cannes - 06210 MANDEJEU - Tél. 92 97 03 00 - Fax 92 97 17 76

bureaux

Ventes

CHAMP DE MARS
Poutre v. b. 170 m².
65 000 F le m² + park.
RNS : 46-63-94-54

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS
Construction de sociétés et services. 43-55-17-50

fonds de commerce

Ventes

MARTINIQUE FWI
A vendre
projet habiller
en cours d'achèvement.
Ouvert fin 1991.

DÉFISCALISABLE
Loi de financ. réform. pour 85
art. 22 dble loi Publi. 1991
Sd. 300 m².
Paris, 10^e arr.
Park. priv. 3 000 m² terrain.
Vente 300 m².
Vue panor. sur mer, situé
dans zone touristique.
Paris, 10^e arr.
19-59-83-44-75

ASSOCIATIONS

Appel

COURS DE YIDDISH

A l'université ou dans les associations.
Renseignements : AEDCY
association pour l'étude et la diffusion de la culture yiddish.
Tél. : 42-71-30-07.

עברית

Hébreu - Initiation adhésive
Professeurs universitaires
1^{er} cours : 24 octobre 1991
INSTITUT MEGUILL
Tél. : (1) 42-62-25-51

13^e SANS FRONTIÈRES

Cours Chinois et autres
Début : 2 octobre, 18 h
Inscription : 45-58-52-00.

LES ATELIERS D'ÉCRITURE

ELISABETH BING
Nouveaux stages
Nouvelle adresse
38, r. de la République
75018 PARIS
Documentation gratuite
42-08-32-13.

• Prix de la ligne 48 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
• Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
• Chèque (libellé à l'ordre du *Mémoire Publi*, adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parution du vendredi dans le *Mémoire Publi*, 15-17, rue du Colonel-Pierre-André, 75002 Paris Cedex 15.
La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agende, dans les pages annonces classées.

L'AGENDA

Antiquités

GALERIE F. FHAL
ACHÈTE TABLEAUX
OBJETS D'ART
BIBLIOTHÈQUES
PART. SUCCESSION
Déplacements Paris/Province
Tél. 42-61-32-74
23, R. de Lille, Paris 7^e
ESTIMATION GRATUITE

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix :
« que des affaires exceptionnelles », écrit le guide « Paris
pas cher ». Vous pouvez
toutes pierres précieuses,
bijoux, bijoux, bijoux.
ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX
PERRON OPIÈRE
4, Chausseée d'Antin
37, av. Victor-Hugo
Autre grand choix.

Cours

Libre dans la toute
la presse anglaise-française.
C'est un impératif,
aujourd'hui, pour tous les
porteurs de passeports de la commu-
nication, des affaires, etc.,
de lire couramment la presse
anglo-américaine. Pour cela
des cours intensifs vous sont
proposés.
Pour plus de détails, télé-
phonez au Centre d'écriture
et de Communication :
43-35-59-74.

L'ANGLAIS

Votre deuxième langue.
A usage professionnel
ou personnel.
43-24-16-83

Libres

Vente nombreux livres rares
et anciens (1870-1970).
Politique, police et science-
fiction, littérature, catalogues
contre 3 timbres.
J.-P. MOURON
La Mésage, Calvados
83160 La Valette

Vacances

JURA
3 H de Paris TGV
dans une magnifique
prieuré médiéval. Loc. studios
pour 2, 4 et 6 pers., 11 ch.
Activités sur place :
saute de musculation et
rennes en forme, sauna, ski
à roulettes, ski de fond en
saumon, VTT, etc. à l'arc et
carabine, location matériel.
A l'ap. Enormes piscines,
saunas, hammams, etc.
2 000 F sem./pers.
Tél. (03) 81-36-12-51

TOUSSAINT-NOËL

Agilement amusant et sportif.
Vive et laissez-vous emporter
par les sensations fortes.
Séjour confortablement rénové,
2 ou 3 chbres avec s. de bain, w.c.
Séjour au milieu des platanes
et forêts. Accueil chaleureux, idéal à
15 enfants, idéal en cas 1^{er}
séjour, Ambiance familiale
et chaleureuse. A l'ap. VTT, jeux col-
lectifs, piscine sur bois, vestib.
décoré, fabrication du pain.
2 000 F sem./pers.
Tél. (03) 81-36-12-51

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

ANPE

Le Monde de la Fonction Commerciale

La Caisse nationale de prévoyance va changer de statut

L'UDF réclame la privatisation de l'UAP, du Crédit lyonnais et d'une partie de la Caisse des dépôts

Total s'introduit à la Bourse de New-York

VÉRONIQUE MAURUS

FAITS ET RÉSULTATS

Time PW 4000.

Second marché

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 **TAPEZ**
LE MONDE

Notionnel 10% - Cotation en pourcentage du 3 octobre 1991
Nombre de contrats : 67 819

| Options sur notional | | | | |
|----------------------|-----------------|---------|------------------|---------|
| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
| | Déc. 91 | Mars 92 | Déc. 91 | Mars 92 |
| 107 | 0,56 | 1,10 | 0,80 | 1,26 |

CAC 40 A TERME

| Volume : 5 220 | | (MATIF) | | |
|----------------|----------|----------|----------|--|
| COURS | Octobre | Novembre | Décembre | |
| Dernier | 1 878,50 | 1 891,50 | 1 909 | |
| Précédent | 1 891 | 1 904,50 | 1 920 | |

CHANGES

Dollar: 5,68 F ↑

Le dollar était en très légère hausse, vendredi 4 octobre, dans un marché calme. Les opérateurs attendaient la publication des statistiques américaines du chômage en septembre, en légère baisse. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,68 F contre 5,6615 F la veille à la cotation officielle.

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

| | | |
|------------------------------|--------|--------|
| Valeurs françaises .. | 122,80 | 122,18 |
| Valeurs étrangères .. | 114,89 | 114,80 |
| (SBF, base 100 : 31-12-81) | | |
| Indice général CAC .. | 497,62 | 495,98 |
| (SBF, base 1.000 : 31-12-87) | | |
| Indice CAC 40 | 187,75 | 187,11 |

MARCHÉ MONÉTAIRE
(offres privées)

| | | | | |
|---------------------------|-------------------|-----------------------|-----------|-----------|
| Paris (4 octobre)..... | 9 3/16 - 9 5/16 % | Nikkei Dow Jones..... | 24 711,44 | 24 596,90 |
| New-York (3 octobre)..... | 5 % | Indice général..... | 1 882,74 | 1 883,31 |

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UNE BROSSE | | DEUX BROSSES | | TROIS BROSSES | |
|---------------|---------------|-----------|------------|-----------|--------------|-----------|---------------|-----------|
| | à base | au défilé | base | au défilé | base | au défilé | base | au défilé |
| \$ E.-U. | 5,6729 | 5,6750 | +196 | +206 | +390 | +410 | +815 | +1165 |
| \$ Can. | 5,0084 | 5,0133 | +32 | +40 | +74 | +100 | +330 | +390 |
| \$ Mex. (100) | 5,3297 | 5,3310 | +10 | +13 | +25 | +30 | +60 | +70 |
| \$ DM | 3,4052 | 3,4090 | +1 | +17 | +3 | +19 | +9 | +39 |
| Florida | 3,0726 | 3,0751 | +5 | +8 | +2 | +8 | +3 | +3 |
| FR (100) | 16,5777 | 16,5800 | +20 | +10 | +10 | +120 | +10 | +10 |
| FR (1000) | 3,5963 | 3,5936 | +35 | +69 | +69 | +219 | +369 | +389 |
| L (1000) | 4,5311 | 4,5273 | -73 | -54 | -141 | -114 | -439 | -389 |
| Y | 9,5203 | 9,5133 | -17 | -78 | -186 | -140 | -385 | -19 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|-----|
| E-U | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
| Y | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués à fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Vendredi 4 octobre :
Jean-Pierre Chauvaud,
directeur général
de Konig France.

Lundi 7 octobre
Gérard Vallier,
directeur de Lincoln Ressources
humaines.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 4 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 47

[illegible]

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

3/10

| VALEURS | % du nom. | % du coupon | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Emission | Franchise | Rachet net | VALEURS | Emission | Franchise | Rachet net | VALEURS | Emission | Franchise | Rachet net | |
|-------------------|-----------|-------------|--------------------|-------------|---------------|-------------------|-------------|---------------|----------------|-------------|---------------|-----------|----------|-----------|--------------|----------|----------|-----------|------------|-------------------|----------|-----------|--------------|----------|
| Obligations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Emp.État 0,85/97 | 421,25 | 3,22 | C.I.M. | 1110 | 1082 | Mag.Indip. | 195 | 195 | A.A.A. | 1048 74 | 1023 18 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| Emp.État 0,85/97 | 100 35 | 0,85 | C.I.T.R.A.M. (R) | 2500 | 2500 | Magist. | 195 | 195 | Agropar | 1021 51 | 77 52 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| Emp.État 1,15/92 | 100 30 | 10,34 | Cofinor | 109 39 | 98 50 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| Emp.État 12,25/94 | 102 84 | 12,08 | Colting | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| Emp.État 11,5/95 | 110 20 | 6,76 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| 10,25% sans | 104 20 | 7,77 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| DAT 10,5/5 2000 | 100 30 | 3,55 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| DAT 9,9/5 12/1987 | 104 35 | 8 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| DAT 9,9/5 12/1987 | 102 80 | 6,63 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| DAT 10,25/5 1985 | 100 | ..... | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| PTT 11,25/5 95 | 105 40 | 8,4 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| CF 10,25/5 95 | 101 70 | 6,62 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| CF 10,25/5 sans | 105 30 | 5,68 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| ON 10/5 1979 | 101 50 | 5,68 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| CNB Bpans 5000F | 95 45 | 2,36 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| CNB Bpans 5000F | 95 05 | 2,36 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| CNB Suez 5000F | ..... | 2,36 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| CNE 11,15/5 95 | 101 21 | 6,4 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| CN 1/52 5000F | 95 30 | 2,36 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| CN 10,25/5 sans | 97 | 3,38 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| CH&F 10,25/5 sans | ..... | 7,47 | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| CH&F 10,25/5 sans | 130 | ..... | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| CH&F 10,25/5 sans | 1050 | ..... | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| Comex | ..... | ..... | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| Abn&I 6% p. 95 | 594 | ..... | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| Ly. Suez 0% R.D. | 775 | ..... | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| Op. Suez 0,25/95 | 850 | ..... | Cofinor | 296 | 296 | Midi Dépt. | 553 | 553 | Amiagor | 7685 15 | 7385 57 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | 61757 82 | Fluorine | 880 77 | 859 25 | Prote. Biol. | 61757 82 |
| Actions | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Agropar (R) | 1140 | 1121 | G.F.I. | 278 | 278 | Soft | 352 | 352 | Agropar | 10416 31 | 25445 48 | Non-Inter | 1389 77 | 1135 51 | Triflex Ind. | 13517 25 | 13517 25 | 13517 25 | 13517 25 | Agropar | 10416 31 | 25445 48 | Non-Inter | 1389 77 |
| Applications Hyd. | 1548 | 1550 | Gide Montpar. | 1480 | 1480 | Solair | 120 | 1191 | West Rand Cos. | 10 60 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Applications Hyd. | 1548 | 1550 | 10790 94 | 10790 94 |
| Arbel | 400 | 448 | Groupe Viscine | 1185 | 1150 | Solair (ex-Inter) | 80 40 | 80 40 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Arbel | 400 | 448 | 570 52 | 570 52 |
| Banco C.Moroso | 1270 | 1226 | S.T.I. (Transport) | 371 | 395 504 | Solair | 2287 | 2254 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Banco C.Moroso | 1270 | 1226 | 616 75 | 616 75 |
| B.I.P.M. Intercom | 363 70 | ..... | Intercom | 340 | 338 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | B.I.P.M. Intercom | 363 70 | ..... | 587 38 | 587 38 |
| B.I.P.M. Intercom | 271 50 | 274 20 | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | B.I.P.M. Intercom | 271 50 | 274 20 | 587 38 | 587 38 |
| Regin-Ship C.T. | 465 | 448 | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Regin-Ship C.T. | 465 | 448 | 587 38 | 587 38 |
| Hindicor | 300 | 3125 | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Hindicor | 300 | 3125 | 587 38 | 587 38 |
| Intercom | 500 | ..... | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Intercom | 500 | ..... | 587 38 | 587 38 |
| Intercom | 2380 | ..... | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Intercom | 2380 | ..... | 587 38 | 587 38 |
| Intercom | 71 50 | 70 10 | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Intercom | 71 50 | 70 10 | 587 38 | 587 38 |
| Cardbridge | 880 | ..... | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Cardbridge | 880 | ..... | 587 38 | 587 38 |
| Carbono Larnah | 615 | 615 | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Carbono Larnah | 615 | 615 | 587 38 | 587 38 |
| Caro Pabst | 12 | 11 50 | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Caro Pabst | 12 | 11 50 | 587 38 | 587 38 |
| C.E.P.F. (Frigo) | 475 | 475 | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | C.E.P.F. (Frigo) | 475 | 475 | 587 38 | 587 38 |
| Comptable Bénéf. | 477 | 480 | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Comptable Bénéf. | 477 | 480 | 587 38 | 587 38 |
| Comptable Bénéf. | 115 | ..... | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Comptable Bénéf. | 115 | ..... | 587 38 | 587 38 |
| Comptable Bénéf. | 225 20 | 220 | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Comptable Bénéf. | 225 20 | 220 | 587 38 | 587 38 |
| Comptable Bénéf. | 115 | ..... | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Comptable Bénéf. | 115 | ..... | 587 38 | 587 38 |
| Comptable Bénéf. | 225 20 | 220 | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Comptable Bénéf. | 225 20 | 220 | 587 38 | 587 38 |
| Comptable Bénéf. | 115 | ..... | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Comptable Bénéf. | 115 | ..... | 587 38 | 587 38 |
| Comptable Bénéf. | 225 20 | 220 | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Comptable Bénéf. | 225 20 | 220 | 587 38 | 587 38 |
| Comptable Bénéf. | 115 | ..... | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Comptable Bénéf. | 115 | ..... | 587 38 | 587 38 |
| Comptable Bénéf. | 225 20 | 220 | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Comptable Bénéf. | 225 20 | 220 | 587 38 | 587 38 |
| Comptable Bénéf. | 115 | ..... | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Comptable Bénéf. | 115 | ..... | 587 38 | 587 38 |
| Comptable Bénéf. | 225 20 | 220 | Intercom | 714 | 730 | Solair | 356 | 356 | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | ..... | Comptable Bénéf. | 225 20 | | | |

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde de la Fonction Commerciale

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 5 octobre

IMAGES

PIERRE GEORGES

Les belles nuiteuses

On ne saurait les appeler des dames-taxis. Ce serait vulgaire. On ne pourrait les dire femmes-taxis. Cela ferait foire du Trône. On n'oserait les appeler chauffeuses de taxi. Cela n'est pas prévu au dictionnaire.

Elles sont taxis tout simplement, mais suffisamment heureuses pour signifier cette dernière conquête de la femme, la cheville-vapeur à compteur. Et il était intéressant ce reportage d'« Envoyé spécial » sur les quelques femmes qui, pour affirmer davantage encore l'ampleur de cet acquis, exercent le métier de nuit. Dans l'argot de la profession, on les appelle les « nuiteuses ».

Les belles nuiteuses ne sont pas légion. Une poignée de braves à Paris, de la doyenne Edith qui, pour être hors d'âge, a désappris à compter les ans, à la Puce, Biscotte, les Jeunes cistes. Une toute petite poignée d'isabelle, possédée de la lingerie au volant, à Véro, sorte d'amazone façon cuir.

C'est un rude métier, Paris la nuit, un métier dangereux. En un mot, pensant tous les taxis-hommes, pas un métier de taxi-femmes. D'ailleurs son mari ne voulait pas qu'Edith un jour exerce cette profession qu'il disait, imprudent, réservée aux « Marie-couche-toi-là ».

M^{me} Edith, hélas, avait la

vocation. Elle largue l'un, l'épouse, achève l'autre, le taxi. Et c'est fait quatorze ans que dure l'histoire d'amour dans un véhicule dont la partie avant se situe à mi-chemin entre la loge de concierge roulante et la niche fleurie pour Diana, la chienne chasseresse de solitude. Quatorze ans que Diane a droit, à minute pile, à son petit an-cas et que M^{me} Edith, confesseuse, entend clients et clients raconter leur vie. C'est que la nuit porte aux confidences. M^{me} Edith le sait. Même que cela lui « rentre par une oreille et sort par l'autre ». Une femme-taxi d'expérience ne saurait se transformer en compteur des petites misères conjugales.

Son expérience, Jean-Michel, vingt-cinq ans, natif de Vesoul est allé la faire dans les villages croates. Fusil à lunette sur l'épaule, comme s'il partait à la chasse au chevreuil, en Haute-Saône. Sauf que là ce serait plutôt la chasse au Serbe. Comment peut-on être de Vesoul et mercenaire, sans soldes, en Croatie ? Michel Honorin a essayé de comprendre : une militance d'extrême droite, la sainte guerre catholique contre l'orthodoxie, le goût de l'aventure, une errance ? Qui sait ? Peut-être après tout que ces villages croates ressemblent trop à des bourgs haut-saônois !

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 4 octobre

TF 1
20.45 Variétés : Tous à la Une.
22.00 Magazine : 52 sur la Une. Indochine : retour au pays natal.
23.50 Spécial sports : Rugby. Coupe du monde : France-Roumanie.
1.20 Magazine : Le Club. Rugby.
1.50 Journal, Météo et Bourse.

A 2
20.45 Jeu : Fort Boyard.
22.05 Série : Pas de faire-part pour Max.
22.50 1, 2, 3. Théâtre.
22.55 Cinéma : Le Salon de musique. ■■■ Film indien de Satyajit Ray (1958). Avec Chhabi Biswas, Padma Devi, Pinaki Sen Gupta (v.o.).
0.35 Cinéma : Les Mauvaises fréquentations. ■ Film français de Jean Eustache (1984). Avec Aristide, Daniel Bart, Dominique Jayr.
1.10 Journal et Météo.

FR 3
20.45 Magazine : Thalassa. La Méditerranée de la pierre noire.
21.40 Magazine : Caracaras. Nostalgie. Invité : Hugues Bouchard (le Grand Ventré). Georges Duby (l'histoire continue). Jean-Denis Brede (l'histoire de la cuisine). Gaby Le Roux (les Mains de Jeanne-Marie). Interview de la veuve d'Isaac Babel (le Journal de 1920).
22.45 Journal et Météo.
23.10 Magazine : Musicales. Marielle Nordmann, la harpe enchantée. ■ Danse des Sylphes, de Felix Godard. ■ L'Adieu du minéral à son pays natal, de John Thomas. ■ Concerto pour harpe op. 81, d'Isaac Albéniz. ■ Folle étude caprice op. 48, d'Alphonse Hasselmann. ■ Nocturne de Glinka. Sérénade de Maler. Sonatine pour violon et harpe op. 110, de Dvorak.

CANAL PLUS
— En clair jusqu'à 20.00 —
19.30 Sport : Rugby. Coupe du monde. A 20 heures, coup d'envoi du match France-Roumanie, en direct de Béziers.
21.40 Série : Le Juge de la nuit.

22.25 Documentaire : Les Aloués. Trevor et ses animaux dans la pub.
22.45 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Cyrano de Bergerac. ■■■ Film français de Jean-Paul Rappeneau (1990).
LA 5
20.50 Série : Les Enquêtes de Christine Cromwell.
22.30 Téléfilm : Mort d'un innocent.
0.10 Journal de la nuit.

M 6
20.40 Téléfilm : Les Jumeaux du FBI.
22.20 Série : Equalizer.
23.15 Série : Emotions.
23.45 Magazine : Culture rock.
0.15 Capital.
0.25 Six minutes d'informations.
0.30 Boulevard des clips.

LA SEPT
20.50 Cinéma d'animation : Image.
21.00 Téléfilm : Boulevard et Péouchet (2 parties).
22.30 Court métrage : La Chambre noire.
22.45 Téléfilm : Les Enfants de la plage.

FRANCE-CULTURE
20.30 Radio-archives.
21.30 Musique : Black and Blues. Le club du jazz : le blues de Buddy Bolden.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de...
0.50 Musique : Code. Around Midnight dans tous ses états.

FRANCE-MUSIQUE
20.05 Concert (en direct de l'Athlète Opéra de Francfort) : Symphonie n° 6 en fa majeur op. 68, de Beethoven. Concerto pour cor et orchestre n° 1 en mi bémol majeur op. 11, de R. Strauss. Les Préludes, de Liszt, par l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. Dimitri Kitajenko ; sol. : Marie-Luise Neunecker, cor.
23.07 Poussières d'étoiles. World Music : à 0.00, Poleson d'or (émission spéciale Maderna).

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Polygones à Paris.
13.50 La Une est à vous. Avec la série Matt Houston.
17.25 Divertissement : Mondo Dingo.
17.50 Magazine : Trente millions d'amis. La Route de la fortune.
18.20 Jeu : Une famille en or.
18.50 Série : Marc et Sophie.
19.15 Jeu : Double Jeu.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Tiercé, Météo et Loto.
20.45 Variétés : Surprise sur prise.
22.20 Magazine : Ushuaia. Les Pandas du père David ; Les Tordjés ; Les Fiches rouges ; Réve de gosses ; Barfrot dans les vagues.
23.20 Magazine : Formule sport. Spécial : Coupe du monde de rugby.
0.30 Journal et Météo.

A 2

13.40 Magazine : Résistances. La Résistance pacifique. Le Paradis perdu. Invité : Jean-Pierre Raison, professeur à l'université de Nanterre.
14.25 Magazine : Animalia.
15.15 Magazine : Sports passion. Rugby.
17.35 Série : Les Cinq Dernières Minutes.
19.00 INC.
19.05 Série : L'homme qui tombe à pic.
19.50 3 Minutes pour faire lire (et à 0.45).
20.00 Journal et Météo.
20.45 Magazine : La Nuit des héros. Parrain de l'émission : Jean-Claude Braly en faveur de la fondation Perce-Neige pour l'aide aux handicapés. Fil rouge depuis Perce-Neige. Alain héros de quinze ans ; Bloqué sous les décombres ;

TF 1

14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Série : Colombo.
16.50 Disney parade.
18.20 Magazine : Téléfoot. A 18.00, Loto sportif.
19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Bernard Tapie.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.

COP ROCK EN VO.
LE WEST SIDE STORY DE LA SÉRIE AMERICAINE 20 H OS CANAL JIMMY
SUR LE CABLE

20.45 Cinéma : Ne réveille pas en film de José Pinheiro (1988).
22.30 Magazine : Ciné dimanche.
22.35 Cinéma : La Grande Sauterelle. ■ Film français de Georges Lautner (1986).
0.20 Série : Intrigues.
0.45 Journal et Météo.

A 2

13.25 Dimanche Martin (et à 15.50).
14.55 Série : Mac Giver.
17.35 Documentaire : L'Équipe Cousteau à la redécouverte du monde.
18.25 Magazine : Stade 2. Football : Handicapés ; Handicapés ; Lutte ; Rugby ; Tennis ; Volley ; Nourriture ; Volley-ball.
19.25 Série : Maguy.
19.50 1, 2, 3. Théâtre (et à 1.00).
20.00 Journal et Météo.
20.45 Série : Les Enquêtes du commissaire Maigret.
22.25 Magazine : Bouillon de culture.
23.45 Documentaire : Derniers Far West. Amazonie.
0.45 Journal et Météo.

FR 3

13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre.

T'AS PAS UNE IDÉE

INVITE DE FRANCE ROCHER : CLAUDE VILLER DE BOIR ZIMMO DANAL JIMMY
SUR LE CABLE

Coup de fusil (Ems-Uns) : Le pêcheur électrocuté.
23.30 Magazine : Double Jeu.
23.35 Série : Eurotica. Le Bourse ou la Vie.
0.30 Journal et Météo.

FR 3

14.00 Variétés : Eurotop.
— De 15.00 à 19.00 LA SEPT —
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.00 LA SEPT —
0.00 Sport : L'Heure du golf. Le magazine : présentation du Golf Club de Brest ; La compétition : résumé de la Ryder Cup.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Ian Fleming ou les Mémoires d'un espion.
15.15 Documentaire : Manchots du bout du monde.
15.45 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
16.05 Cinéma dans les salles.
17.05 Sport : Athlétisme. Championnat de France de relais en direct d'Albi.
— En clair jusqu'à 20.30 —
18.00 Décade pas Bunny.
19.05 Dessin animé : Les Simpson.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Le Top.
20.30 Téléfilm : A menteur, menteuse et menteur.

Dimanche 6 octobre

13.50 Magazine : Faut pas rêver. ■■ Film français de Portugal : les frissons du fado ; Suisse : le dernier bastion.
14.45 Magazine : Sports 2 dimanche. Tennis : finale du Grand Prix de Toulouse, en direct ; Magazine couleurs.
17.15 Magazine : Montagne. Les forêts.
17.45 Jaf.
18.15 Magazine : A vos amours. Invité : Bernard Girardeau.
19.00 Le 19-20 de l'information. Grand témoin : Bernard Stasi.
20.05 Cinéma : La Classe à la carte.
20.40 Divertissement : La Classe à la carte.
22.00 Magazine : Le Divan. Invité : Jean-Claude Carrière.
22.30 Journal et Météo.
22.45 Histoire de voir.
22.50 Cinéma : Pat Garrett et Billy le Kid. ■■ Film américain de Sam Peckinpah (1973).
0.45 Dessin animé : Red Hot Riding Hood.
0.55 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

— En clair jusqu'à 13.00 —
12.35 Sport : Rugby. Coupe du monde : Pays de Galles-Samoa, en direct de Cardiff.
14.30 Téléfilm : L'Incident.
16.05 Magazine : 24 Heures.
17.05 Documentaire : Les Dragons de la rivière Grumet.
18.00 Cinéma : Young Guns. ■■ Film américain de Christopher Cain (1988).
— En clair jusqu'à 20.30 —
19.40 Flash d'informations.
19.45 Ca cartoon.
20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
20.30 Cinéma : Blaise. ■■ Film américain de Ron Shelton (1989).
22.20 Flash d'informations.

22.00 Flash d'informations.

22.05 Sport : Rugby. Coupe du monde : Fidji-Canada, en direct de Bayonne.
0.00 Cinéma : Le Cristal d'amour. Film américain, classé X, d'Henri Pachard (1990).

LA 5

13.20 Série : Sur les lieux du crime.
15.10 Série : Le Retour de Mike Hammer.
16.00 Série : Frog Show.
16.15 Tiercé à Longchamp.
16.45 Série : Riptide.
17.35 Série : La Loi de Los Angeles.
18.25 Magazine : Intégral. Présentation du 10^e Rallye des pharaons, en direct du Caire.
19.05 Série : L'Enfer du devoir.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Série : Aldo tous risques.
22.30 Faillite : Shogun.
23.20 Journal de la nuit.

M 6

13.50 Série : Supercopier.
14.40 Série : Laramie.
15.30 Série : Les Espions.
16.20 Jeu : Hit hit hit hurra !
16.25 Série : Vic Daniels. fic à Los Angeles.
16.50 Série : Vegas.
17.40 Série : L'Homme de fer.
18.30 Série : Les Têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo. Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.30 Bonne Nouvelle.
20.40 Téléfilm : Commando sur Singapour. Un jeune capitaine australien se venge.
22.50 Téléfilm : Mon enfant, mon amour. Enquête d'un enfant anormal.
0.30 Six minutes d'informations.
0.35 Musique : Rapline.
1.25 Boulevard des clips.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

13.30 Téléfilm : Boulevard et Péouchet (2 parties).
15.00 Documentaire : Paul Badure-Skoda.
16.00 Documentaire : Cinéma.
16.45 Série : Portraits d'Aleix Cavalier. 1. La Marchande de journaux.
17.00 Magazine : Avis de tempête.
18.45 La Dessous des cartes.
19.00 Documentaire : La Martière.
20.00 Histoire parallèle.
21.00 Téléfilm : Les Enfants de la plage. Le Courrier des téléspéctateurs.
22.25 Soir 3.
22.45 Magazine : Cinéma de poche.
23.50 Cinéma d'animation : Images.
0.00 Documentaire : Miles Davis, deux mots, quatre paroles.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Gilles Lory, écrivain.
20.45 Avignon 91. Jours plissés, de Jean-Loup Rivière, à la chapelle Sainte-Claire.
22.05 Nouvelle.
22.35 Musique : Opus. La fête du chant marin, à Pampol, en août dernier.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 Opéra (en direct du Théâtre impérial de Compiègne) : Henri VIII, opéra en quatre actes, de Saint-Saëns, par l'Orchestre lyrique français, le Chœur du Théâtre des arts de Rouen, dir. Alain Guingal ; sol. : Philippe Rouillon, Michèle Command, Valérie Massari, Alain Gabriel, Philippe Bohe.
23.05 Poussières d'étoiles.

0.05 Sport 6 (rediff.).

0.25 Boulevard des clips.

LA SEPT

15.50 Documentaire : Histoire d'opéra.
16.50 Documentaire : Jean Dausset.
17.40 Documentaire : Les Oiseaux morts.
18.55 Documentaire : Les Ecuelles.
19.05 Documentaire : L'Anthropographe. 4. Arna mega.
20.00 Documentaire : L'Héritage de la chouette. 5. Amnésie ou le Sens de l'histoire.
20.25 Le Courrier des téléspéctateurs.
20.30 Documentaire : A. K.
21.45 La Dessous des cartes.
21.50 Cinéma : Ran. ■■■ Film japonais d'Akira Kurosawa (1985).

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Travelling : les transports en commun. Musique : Le Concert (donné le 21 septembre lors du festival Musica 91 à Strasbourg) : Chain III, de Lutoslawski ; Concerto pour piano et orchestre, de Maderna ; Nekus pour chœur mixte et orchestre, de Xenakis, par l'Orchestre symphonique national de la radio de Katowice, dir. Marek Pijorowski, le Grand Chœur de la radio hollandaise, dir. Robin Gritton ; sol. : Joy Gottlieb, piano.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 27 septembre à l'Opéra-Bastille) : Symphonie n° 30 en ré majeur K 202, Concerto pour piano et orchestre n° 23 en la majeur K 488, de Mozart ; Symphonie n° 1 en ut mineur, de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Alicia de Larrocha, piano.
23.05 Poussières d'étoiles.

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

6 Octobre

Jean-Claude GAUDIN donne le coup d'envoi

Rediffusion à 1 heure du matin

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

Nadine Gordimer, prix Nobel de littérature 1991

« Un honneur pour l'Afrique du Sud »

déclare le président De Klerk

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Pas de doute. La télévision a été un peu chiche. Certes l'attribution du prix Nobel de littérature à Nadine Gordimer a fait l'ouverture du journal de 20 heures, jeudi soir, mais à aucun moment les présentateurs n'ont évoqué l'aspect politique de son œuvre ni son engagement personnel dans la lutte contre l'apartheid. Pourtant, sa carrière recouvre parfaitement les quatre décennies d'hégémonie du Parti national (NP), au pouvoir depuis 1948, le promoteur du développement séparé.

Les romans de Nadine Gordimer, très datés, sont indissociables de l'histoire contemporaine sud-africaine, une chronique de l'époque, en quelque sorte, sur la montée en puissance de l'apartheid et son déclin. Difficile de ne pas voir un symbole dans ce prix Nobel qui

couronne l'œuvre d'une romancière militante, alors que l'apartheid aggrave.

Nadine Gordimer, membre du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela, s'est farouchement battue pour le principe « un homme une voix » et l'avènement d'un gouvernement représentant la majorité noire. « Il ne suffit pas aux Blancs de dire qu'ils seraient prêts à être gouvernés par des Noirs. Ce doit être leur objectif », déclarait-elle au micro de la BBC, il y a trois ans.

En décembre 1989, alors que l'ANC était toujours une organisation interdite, elle n'avait pas hésité à déposer au cours du procès de onze militants nationalistes noirs accusés de trahison et de terrorisme. Elle avait déposé ses convictions, en affirmant qu'elle considérait Nelson Mandela et Oliver Tambo comme ses leaders et qu'elle acceptait la décision de l'ANC d'en venir à la violence contre le gouvernement blanc. « L'ANC n'est pas une organisation intrinsèquement violente », avait-elle déclaré à la Cour, « j'ai vécu ici soixante-cinq ans et je sais parfaitement que nous, les Blancs, nous sommes responsables de toute cette violence ».

L'ironie du sort

Nadine Gordimer est un membre éminent du Congrès des écrivains sud-africains (COSAW), au sein duquel elle favorise l'élection de jeunes talents noirs. Elle est également en première ligne dans le combat mené par le Groupe d'action contre la censure en Afrique du Sud. Une pratique courante dont elle fut victime à trois reprises, lorsque les autorités décidèrent d'interdire *A World of Strangers* (1989), *The Late Bourgeois* (1986) et *Burger's Daughter* (1978).

Ironie du sort, Frederik de Klerk, membre du cabinet ministériel qui interdit pendant vingt ans les ouvrages de Nadine Gordimer, aujourd'hui chef de l'Etat, a félicité l'écrivain de son succès, qui « est aussi un honneur pour l'Afrique du Sud », a-t-il dit dans un communiqué diffusé à Pretoria. « Je suis toujours satisfait lorsque l'un de mes

concitoyens atteint à la reconnaissance internationale. Le prestige du prix Nobel de littérature est sans équivalent dans le monde et l'obtenir est une incontestable réussite », a encore affirmé le président De Klerk.

L'archevêque anglican du Cap, Desmond Tutu, prix Nobel de la paix en 1984, n'a pas dissimulé sa joie. « Le prix ne pouvait pas être décerné à quelqu'un de plus respectable. C'est la reconnaissance éminente de son vigoureux combat contre l'injustice et l'oppression. Je l'aime. C'est une artiste remarquable qui s'est engagée personnellement pour la défense de la justice. Le monde entier vient de la reconnaître », a estimé jeudi après-midi Mgr Tutu.

Le Congrès national africain s'est empressé de congratuler Nadine Gordimer. « En l'honneur, la communauté internationale salue le combat de tous les Sud-Africains pour la vérité, la dignité humaine et la liberté. A travers son œuvre, Nadine Gordimer s'est identifiée à la lutte pour une Afrique du Sud démocratique et non raciale. Elle a voulu traduire les aspirations profondes de notre peuple à la paix et à la liberté », a déclaré un porte-parole de l'ANC.

Le concurrent malheureux de Nadine Gordimer, dans cette course au Nobel, André Brink, qui écrit en afrikaans, a estimé que « ce prix [donnait] une nouvelle dimension universelle aux lettres sud-africaines ». Nadine Gordimer est « depuis longtemps la grande dame de la littérature sud-africaine », a-t-il déclaré depuis l'Université du Cap, où il enseigne la littérature anglaise.

L'éditeur du Cap, David Philip, qui a publié trois des romans de Nadine Gordimer, s'est étonné de voir son livre « *enchanté* ». Il doit publier à la mi-octobre *Jump* un recueil de nouvelles dont Nadine Gordimer était en train de faire la promotion à New-York lorsqu'elle a appris que son œuvre venait d'être récompensée.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

La fin de la visite à Paris de M^{me} Chamorro, présidente du Nicaragua

« Si Dieu le veut... »

Le Nicaragua n'appuiera pas, au sein de l'Organisation des Etats américains ou aux Nations unies, l'idée d'une intervention militaire au Haiti. M^{me} Violeta Chamorro, présidente du Nicaragua, l'a clairement affirmé, jeudi 3 octobre à Paris, à quelques heures de la fin de sa première visite officielle en France. « Les interventions militaires ne devraient plus jamais exister », a ajouté M^{me} Chamorro, avant de souhaiter que « Dieu aide les Haïtiens à ce que tout soit résolu dans la paix et pas dans le sang ».

Devant les antiques tapisseries du salon Marie-Antoinette de l'hôtel de Crillon, où elle donnait une conférence de presse, M^{me} Chamorro, élégante et séduisante dans sa soixantaine à peine entamée, a souvent évoqué l'être suprême : « Si Dieu le veut, je me rendrai en Espagne l'année prochaine », « si Dieu me prête vie, un imposant monument pour la paix sera construit au centre de Managua », sous lequel seront enterrés les mitraillettes Kalachnikov et autres armes qui se trouvent encore, « en quantité astronomique », aux mains de civils. La sante dans sa soixantaine à peine entamée, a souvent évoqué l'être suprême : « Si Dieu le veut, je me rendrai en Espagne l'année prochaine », « si Dieu me prête vie, un imposant monument pour la paix sera construit au centre de Managua », sous lequel seront enterrés les mitraillettes Kalachnikov et autres armes qui se trouvent encore, « en quantité astronomique », aux mains de civils. La

ces armes, dont l'existence menace de plus en plus la fragile paix civile établie depuis son arrivée au pouvoir, en avril 1990. Pour M^{me} Chamorro, les « armes » qui ont repris les armes, d'ex-militaires sandinistes ont récemment formé de nouveaux mouvements de guérilla, mettant en péril la politique de « réconciliation nationale » de M^{me} Chamorro.

Les vœux de « Donna Violeta » n'ont pas été exaucés. Il n'a pas été question, dans l'immédiat, du moins, d'augmenter la coopération française, qui a fortement chuté durant les dernières années du régime sandiniste, passant de 12 à 3,6 millions de francs entre 1986 et 1990. La présidente et sa délégation ont dû se contenter de l'assurance que le Nicaragua obtienne « les meilleures conditions possibles », lorsque sa dette vis-à-vis des pays membres du Club de Paris (140 millions de francs) sera renouée, le mois prochain.

Un tout petit accord de coopération technique (sur la formation des employés des collectivités territoriales et des élus) a été signé, avant que la délégation nicaraguayenne ne quitte Paris pour Rome, où la très croyante présidente sera reçue par le pape.

MARTINE JACOT

Avant le sommet de l'OTAN du 7 novembre

Bonn et Washington proposent d'institutionnaliser la concertation avec les pays de l'Est

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, ont proposé, jeudi 3 octobre, d'organiser des rencontres ministérielles régulières entre l'Alliance atlantique et ses anciens adversaires, y compris l'URSS.

Ils suggèrent que ces contacts soient formalisés par la création d'un « Conseil de coopération de l'Atlantique nord » qui se réunirait régulièrement au niveau des ambassadeurs et des ministres. Ils souhaitent que le sommet atlanti-

que des 7 et 8 novembre à Rome entérine ces propositions.

La plupart des alliés y sont prêts, estimant que l'échec du pacte à Moscou a dégagé le terrain et que l'OTAN doit faire un pas de plus en direction des pays de l'Est. La France, en revanche, est très réservée à l'égard de ces propositions. Elle ne souhaite pas d'accroissement du rôle politique de l'OTAN et estime que les rapports avec les pays d'Europe de l'Est doivent être traités dans d'autres instances, tout la CEE et la CSCE. (AFP)

Abou-Dhabi renonce à sauver la BCCI en Grande-Bretagne

LONDRES

correspondance

Les autorités d'Abou-Dhabi, actionnaires à 77,4 % de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), ont annoncé, jeudi 3 octobre, leur décision d'abandonner leurs efforts pour le sauvetage, partiel de l'établissement, en Grande-Bretagne, dont les activités sont suspendues depuis le 5 juillet. Les 1100 employés britanniques de cette banque, fermée dans le cadre d'une action internationale, seront donc licenciés.

Mandatée par l'émir d'Abou-Dhabi, la banque d'affaires londonienne Schroder-Wegg (le Monde du 3 octobre) lui a conseillé de procéder à une mise en vente des avoirs en Grande-Bretagne, principale zone d'activité de la BCCI.

Abou-Dhabi avait proposé d'indemniser partiellement les déposants britanniques pour éviter la mise en liquidation de la BCCI par la Haute Cour de justice de Londres, le 30 juillet, et tenté de mettre au point un plan de sauvetage, aujourd'hui avorté, avant la date butoir du 2 décembre. En vertu du plan d'indemnisation proposé par Abou-Dhabi, sur les quelque 40 000 déposants britanniques de la BCCI, 32 500 devraient ainsi retrouver 75 % de leurs avoirs gelés.

MARC ROCHE

Le chef de la sécurité d'Iran Air à Orly remis en liberté

Interpellé le mercredi 2 octobre dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Chacour Bakhtiar, le chef de la sécurité de la compagnie iran Air à l'aéroport d'Orly a été relâché, dans la nuit du jeudi 3 au vendredi 4 octobre, à l'issue de sa garde à vue.

Ce ressortissant iranien était soupçonné d'avoir participé au dispositif logistique utilisé en France par les membres de Chacour Bakhtiar, mais la réalité des faits restait à établir.

A la suite d'un désaccord entre Flamands et Wallons

Le gouvernement de M. Martens démissionne

Le gouvernement belge de M. Wilfried Martens est démissionnaire, a annoncé, vendredi 4 octobre, la radio d'Etat RTBF. Selon le ministre des affaires étrangères, M. Mark Eyskens, M. Martens devait « offrir sa démission » au roi Baudouin.

Le premier ministre avait présidé un dernier conseil des ministres où des désaccords ont éclaté entre ministres flamands et wallons. La coalition gouvernementale était notamment divisée sur le transfert de la radio-télévision aux communautés linguistiques. M. Martens, le recordman en longévité des chefs de gouvernement européens actuellement au pouvoir, est à la tête du gouvernement belge depuis douze ans. (Reuters, AFP)

La grève des contrôleurs perturbe le trafic des trains de banlieue

La grève des contrôleurs de trains, lancée par les fédérations de cheminots CGT, CFDT et CFTC, a provoqué depuis le jeudi 3 octobre à 20 heures, des perturbations sur le trafic de banlieue : en région parisienne, sur les réseaux des gares de l'Est et Montparnasse, en moyenne deux trains sur trois circulaient, trois sur quatre sur la ligne C du RER.

En revanche, le trafic était normal sur les gares du Nord, de Lyon et Saint-Lazare. En province, le trafic local était perturbé, notamment dans les régions de Marseille (un train sur quatre circulait), Lille (un sur trois), Montpellier, Toulouse (un peu plus d'un train sur deux) et en région Rhône-Alpes (deux sur trois). Mais il était normal sur Rennes, Rouen et Strasbourg, ainsi que pour les grandes lignes et la TGV.

Les syndicats accusent la direction de la SNCF de faire jouer aux contrôleurs « un rôle répressif » accru pour « récupérer des recettes », au détriment d'autres tâches, comme l'information des voyageurs.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Dédé

VOUS êtes là, vous arrêtez pas de m'écrire : On cherche un mec. Où en trouver ? Comment le séduire ? Je vais vous le dire. Enfin, pas moi, mon amie Macha. Oui, Macha Bérenger, la reine de la nuit sur France-Inter. Elle vient de publier un petit manuel, « Le Faire-Pleure », tout plein de conseils à l'usage des deux sexes. Avant de vous les répercuter, je les ai suivis, pour voir un peu ce que ça donnait.

Imaginez que vous rencontriez l'au sur votre lieu de travail. Moi, j'ai jeté mon dévolu sur Dédé, il bosse au service politique. Question âge, taille, tout ça, on est à peu près assortis. D'abord, faut s'arranger pour se trouver sur son chemin dix fois par jour. J'en étais arrivée à sept, dont quatre devant la machine à café — bonne occasion de lui suquer : Tu veux quoi, chéri, un long, un court, sucré ? pas sucré ? — quand il m'a tapé sur les fesses : Alors, ma grande, t'en es réduite à faire les couloirs, là maintenant, ça marche plus, le trottoir ?

Sans me laisser décourager, faut pas, c'est marqué dans le bouquin, je l'ai invité à prendre un

verre à la cafétéria. Et j'en ai profité pour lui balancer péta-méla que j'adorais son eau de toilette, que je voulais voir les photos de ses enfants et que je savais pas quoi faire de mon week-end. Il m'a répondu : Ah bon ? Sans plus. A partir de là, que faire ? Lui offrir de l'aspirine. S'il a mal à la tête. Moi, j'ai pas pensé à le lui demander, et quand j'ai balancé mes deux comprimés d'UPSA effaréssements vitaminés dans son whisky, il m'a jeté la carafe d'eau à la figure en regrettant que ce soit pas un seau.

Trempe, je remonte quatre à quatre dans mon bureau. Je me précipite page 108, et qu'est-ce que je lis : N'oubliez pas d'administrer sa mise en pli ou son brushing. C'était donc ça ! Je cours me poster devant la photocopieuse. Je l'ai attendu trois jours et deux nuits. Il se pointe enfin... Epuisée, à moitié morte de sommeil et de faim, je trouve encore la force de lui lancer : T'es drôlement bien coiffé, dis donc ! Tu mets quoi comme bigoudis ? Des gros ou des petits ? Ça l'a nettement défrisé. Bizarre, non ? Faudra que je demande à Macha de m'expliquer pourquoi.

Selon deux sondages d'opinion

M. Mitterrand en baisse de 6 points

Selon le baromètre de la SOFRES publié dans le *Figaro Magazine* du 5 octobre (1), la cote de confiance de M. François Mitterrand enregistre une baisse de 6 points en octobre ; 46 % des Français font tout-à-fait ou plutôt confiance au président de la République, tandis que pour la première fois depuis février 1986, une majorité (51 %) est d'un avis contraire. La cote de M^{me} Edith Cresson chute, quant à elle, de 1 point, avec 34 % d'avis favorables contre 60 % de réponses inverses. Le sondage fait aussi apparaître parmi les personnes interrogées une hausse de 15 points (72 %) de ceux qui s'attendent à une multiplication des conflits sociaux, et une hausse de 13 points de ceux qui redoutent que l'accent des problèmes actuels entraîne un recours à la violence.

L'enquête de la SOFRES, effectuée en l'endossement de la polémique suscitée par la publication d'un article de M. Valéry Giscard d'Estaing sur l'immigration, indique que M. Gorbatchev sur le pouce. — Le président Gorbatchev a écrit un récit de soixante-quatorze pages sur les événements récents en URSS, qui doit être publié le 31 octobre, sous le titre « Le coup d'Etat d'août », par l'éditeur américain Harper Collins. Selon le *New York Times*, le président soviétique aurait vendu son récit, avec droits de publication dans le monde entier, pour 500 000 dollars. (Reuters)

Une deuxième nouvelle ambassade américaine à Moscou. — Le Congrès a voté, jeudi 3 octobre, des crédits de 220 millions de dollars pour la construction d'une deuxième ambassade à Moscou. La première n'a jamais servi, les Américains ayant découvert, avant la fin des travaux, que le bâtiment était truffé de micros.

M. Jacques Barrot invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Jacques Barrot, ancien ministre, nouveau président du groupe parlementaire UDC (Union du centre) sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche 6 octobre de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député de la Haute-Loire, qui doit quitter le 12 octobre ses fonctions de secrétaire général du Centre des démocrates-sociaux, répondra aux questions d'André Passeron et de Daniel Carton du *Monde* et de Paul Joly et d'Isabelle Torre de RTL. Le débat étant dirigé par Henri Marquet.

que une baisse de 1 point pour la cote de confiance de l'ancien président de la République (35 %), comme pour M. Chirac, en chute de 7 points). En revanche, le baromètre tricolore de l'IPSOS, publié par *Le Point* du 5 octobre (2), note, pour la cote de M. Giscard d'Estaing, une hausse de 7 points (38 %) qui le place en tête des personnalités dont les Français déclarent se sentir « proches ». La cote de M. Mitterrand est, comme dans l'enquête de la SOFRES, en baisse de 6 points (29 %). L'impopularité de la gauche ne profite pas pour autant à la droite puisque, pour toutes les personnalités classées dans ce baromètre, le nombre des personnes qui déclarent en être éloignées est supérieur au nombre de celles qui s'en disent proches.

(1) Sondage réalisé du 21 au 25 septembre, auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes.
(2) Enquête réalisée du 23 au 26 septembre sur un échantillon de 1 000 personnes.

FOOTBALL : Auxerre-Liverpool en Coupe d'Europe. — Après le tirage au sort du deuxième tour des Coupes européennes de football, vendredi 4 octobre à Genève, Marseille, en Coupe des clubs champions, rencontrera, les 23 octobre et 6 novembre, l'équipe tchécoslovaque du Sparta de Prague (match aller à Marseille). En Coupe des coupes, aux mêmes dates, Monaco affrontera Norrköping (Suède), avec match retour en principauté. En Coupe de l'UEFA, Auxerre rencontrera Liverpool (match aller à Auxerre), Cannes affrontera le Dynamo de Moscou (match aller à Moscou), et Lyon le club turc de Trabzonspor (match aller à Lyon).

RODIN, STAR DE LA MODE !

« OUI, nous sommes dans notre genre, nous les "Stars de la Mode" (et de la Décoration), modeste mise à part... »

Les femmes se déclarent séduites et même passionnées par nos tissus.

Malgré nos succès récents, nous restons raisonnables et abordables.

Après tout, ce n'est pas notre faute si nous, et nos tissus, plaisons à ce point !

(depuis 30 F le mètre)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS